

A travers une écriture simple et claire, Ken Knabb donne dans ce recueil de précieux conseils aux révolutionnaires en herbes et permet aux "ancienNEs" de remettre en question certaines de leurs conceptions.

Si cet ouvrage n'aborde pas les raisons de faire la révolution (si vous n'en ressentez pas la nécessité, il existe peu de chance qu'un quelconque texte vous y incite), vous pourrez y trouver de nombreuses pistes pour répondre aux questions d'ordre pratiques et théoriques auxquelles se confronte tôt ou tard toute personne désireuse de transformer radicalement la société.

EXTRAIT

« Il faut admettre qu'il n'y a pas de truc infallible, qu'il n'y a pas de tactique radicale qui soit toujours opportune. Une démarche réaliste en cas de révolte collective ne sera peut-être pas un choix judicieux pour un individu isolé. Dans certaines situations urgentes il peut être nécessaire d'exhorter les gens à s'engager dans une action précise. Mais dans la plupart des cas il vaut mieux se borner à l'élucidation des facteurs pertinents que les gens doivent prendre en compte pour prendre leurs propres décisions. (Si je me permets parfois, dans ces lignes, de dispenser des conseils, ce n'est que par commodité d'expression. "Faites cela" doit se lire: "Dans certaines circonstances, ce serait peut-être une bonne idée de faire ça.") »

infokiosque nomade / éditions autonomes
schizodiffusion@no-log.org



Téléchargez nos brochures et bien d'autres sur :

<https://infokiosques.net>

KEN KNABB

★ **LA JOIE DE LA
REVOLUTION**

Anti-©/2008

Ken Knabb a pris part comme des millions d'autres jeunes américains à la contre-culture hip, avant de faire parti du groupe *Contradiction*. Traducteur américain des films de Guy Debord et d'une anthologie de l'Internationale Situationniste, Ken Knabb est également l'auteur de nombreux tracts, brochures et autres écrits, dont certains ont été traduits en une quinzaine de langues.

Cet ouvrage ainsi que la plupart de ses écrits - en anglais et pour la majorité, traduit en français - se retrouvent sur son site web Bureau of Public Secrets :

www.bopsecrets.org

Pour contacter Ken Knabb :

**BUREAU OF PUBLIC SECRETS
P.O. Box 1044, Berkeley CA 94701, USA
knabb@bopsecrets.org**

SOMMAIRE

Chapitre 1. Quelques réalités de la vie - p.4

/ Utopie ou rien / Le "communisme" stalinien et le "socialisme" réformiste ne sont que des variantes du capitalisme / Démocratie représentative contre démocratie de délégués / Irrationalités du capitalisme / Quelques révoltes modernes exemplaires / Quelques objections courantes / Domination croissante du spectacle /

Chapitre 2: Préliminaires - p.15

/ Brèches individuelles / Interventions critiques / La théorie contre l'idéologie / Éviter les faux choix, élucider les véritables choix / Le style insurrectionnel / Le cinéma radical / Le ludisme / Le scandale de Strasbourg / Misère de la politique électorale / Réformes et institutions alternatives / *Political correctness* ou l'aliénation égale pour tous / Inconvénients du moralisme et de l'extrémisme simpliste / Avantages de l'audace / Avantages et limites de la non-violence /

Chapitre 3: Moments de vérité - p.37

/ Les causes des brèches sociales / Les bouleversements de l'après-guerre / L'effervescence des situations radicales / L'auto-organisation populaire / Le FSM de Berkeley / Les situationnistes en Mai 1968 / L'ouvriérisme est dépassé, mais la position des ouvriers est toujours centrale / Grèves sauvages et sur le tas / Grèves de consommateurs / Ce qui aurait pu arriver en Mai 1968 / Les méthodes de la confusion et de la récupération / Le terrorisme renforce l'État / La lutte finale / L'internationalisme /

Chapitre 4: Renaissance - p.61

/ Les utopistes n'envisagent pas la diversité post-révolutionnaire / Décentralisation et coordination / Quelques garanties contre les abus / Consensus, décision majoritaire et hiérarchies inévitables / L'élimination des racines de la guerre et du crime / L'abolition de l'argent / L'absurdité de la plupart des emplois actuels / La transformation du travail en jeu / Les objections des technophobes / Questions écologiques / L'épanouissement de communautés libres / Des problèmes plus intéressants /

après une révolution.

Looking Forward: Participatory Economics for the Twenty First Century de Michael Albert et Robin Hahnel (South End, 1991) comprend également un certain nombre de remarques utiles sur l'organisation autogérée. Mais les auteurs présupposent une société dans laquelle il y aurait toujours une économie monétaire et où le temps de travail ne serait que légèrement réduit (à une trentaine d'heures par semaine). Leurs exemples sont dans une grande mesure calqués sur les coopératives ouvrières actuelles. La "participation économique" qu'ils envisagent comprend des activités, comme celle de voter sur des questions commerciales, qui seront dépassées dans une société non-capitaliste. Comme nous le verrons, une telle société mènera aussi à une diminution qualitative de travail, ce qui rendra pratiquement inutile l'élaboration des plans compliqués destinés à assurer une rotation entre les différentes tâches qui occupent une grande partie du livre.

5. Fredy Perlman, auteur d'une des diatribes les plus extrémistes de cette tendance: *Against His-story, Against Leviathan!* (Black & Red, 1983), a fourni une très bonne critique de ses propres thèses dans son livre précédent sur C. Wright Mills, *The Incoherence of the Intellectual* (Black & Red, 1970): "Cependant même si Mills rejette la passivité avec laquelle les hommes acceptent leur propre atomisation, il ne lutte plus contre elle. L'homme cohérent et autodéterminé devient un être exotique qui a vécu dans un passé lointain et dans des circonstances matérielles extrêmement différentes. (...) Il ne s'agit plus d'un programme de droite qui pourrait être combattu par un programme de gauche, mais plutôt d'un spectacle extérieur qui suit son cours comme une maladie. (...) La fissure entre la théorie et la pratique s'é-

largit, les idéaux politiques ne peuvent plus se transformer en projets pratiques."

6. *Our Angry Earth: A Ticking Ecological Bomb*, d'Isaac Asimov et Frederick Pohl, figure parmi les résumés les plus convaincants de cette situation désespérée. Après avoir démontré la criante insuffisance des politiques actuelles qui prétendent en venir à bout, les auteurs proposent quelques réformes radicales qui pourraient retarder les catastrophes les plus graves. Mais il est peu probable que de telles réformes soient mises en oeuvre tant que le monde continuera à être dominé par les intérêts contradictoires des États et des multinationales.

7. Pour un grand nombre d'idées intéressantes sur les avantages et les désavantages de différents genres de communautés urbaines, passées, présentes et potentielles, je recommande deux livres: *Communitas* de Paul et Percival Goodman, et *La Cité à travers l'histoire* de Lewis Mumford. Ce dernier est une des études de la société humaine les plus perspicaces et les plus complets qu'on ait jamais vue.

Mais il est impossible d'interdire l'Internet sans enlever tous les ordinateurs et toutes les lignes téléphoniques. (...) D'après les experts, il n'y a pas grand chose qu'un gouvernement puisse faire pour priver totalement de l'accès aux informations sur l'Internet ceux qui sont prêts à travailler suffisamment dur pour l'obtenir. L'encodage du courrier électronique ou l'abonnement aux fournisseurs de services étrangers sont à la portée des individus avertis pour tourner les contrôles actuels. (...) S'il y a une chose que les gouvernements répressifs Extrême-Orient craignent plus que l'accès illimité aux médias étrangers, c'est le risque de perdre la bataille de la concurrence dans l'industrie de l'information à croissance rapide. Déjà certains milieux d'affaires de Singapour, de Malaisie et de Chine ont protesté, relevant que la censure de la toile peut devenir une entrave aux aspirations de ces nations à prendre la première place régionale dans la course aux technologies." (*Christian Science Monitor*, 11 août 1993, 24 août 1995 et 12 novembre 1996.)

3. "Depuis la fin de la guerre froide les politiciens ont découvert un repoussoir pour remplacer les rouges: le crime. De même que la peur du communisme entraînait l'essor du complexe militaro-industriel, l'exploitation de la peur du crime a produit l'essor explosif du complexe carcero-industriel, autrement dit l'industrie de contrôle du crime. Ceux qui ne sont pas d'accord avec son programme de construction de prisons sont stigmatisés comme des sympathisants des criminels et convaincus de trahison envers les victimes. Puisque aucun politicien ne se risquera à endosser cette étiquette, une spirale inexorable de politiques destructives ravage le pays. (...) La répression et la brutalisation seront d'autant plus favorisés par les institutions qui sont les principales bé-

néficiaires de telles politiques. Comme la Californie a augmenté sa population pénitentiaire de 19.000 à 124.000 pendant les seize dernières années, elle a construit dix-neuf nouvelles prisons. Avec l'augmentation des prisons, le syndicat des gardiens de prison est devenu le lobby le plus puissant de l'État. (...) Alors que le pourcentage du budget consacré à l'enseignement supérieur est tombé de 14,4% à 9,8%, la part consacrée à la politique carcérale s'est élevée de 3,9% à 9,8%. Le salaire annuel moyen d'un gardien de prison en Californie dépasse \$55.000, le plus élevé de tout le pays. Cette année, en accord avec la National Rifle Association, ce syndicat a utilisé ses énormes ressources financières pour promouvoir l'adoption d'un projet de loi, la loi des trois récidives, stipulant que la troisième condamnation criminelle sera automatiquement une condamnation à perpétuité, ce qui reviendra à multiplier par trois la population et le système pénitentiaire en Californie. La dynamique qui s'est développée en Californie se retrouvera sans aucun doute dans le projet de loi sur le crime promu par Clinton. Dans la mesure où d'avantage de ressources seront versées à l'industrie de contrôle du crime, son pouvoir et son influence s'accroîtront encore." (Dan Macallair, *Christian Science Monitor*, 20 septembre 1994.)

4. D'autres possibilités ont été exposées dans les moindres détails dans "Sur le contenu du socialisme" de Cornelius Castoriadis (*Socialisme ou Barbarie* n° 22, 1957) [réédité in *Le Contenu du socialisme* (10/18, 1979)]. Ce texte présente beaucoup de suggestions utiles, mais à mon avis il surestime la centralité du travail et des lieux de travail dans la vie post-révolutionnaire. Une telle orientation est déjà pratiquement dépassée, et elle le deviendra probablement encore plus

La Joie de la Révolution

Ken Knabb

1997-2008

Chapitre 1.

Quelques réalités de la vie

"La racine du manque d'imagination régnant ne peut se comprendre si l'on n'accède pas à l'imagination du manque; c'est-à-dire à concevoir ce qui est absent, interdit et caché, et pourtant possible, dans la vie moderne."

—*Internationale Situationniste* n° 7

Utopie ou rien

Dans toute l'histoire on n'a jamais vu un contraste si frappant entre le possible et ce qui existe effectivement.

Il n'est pas nécessaire d'examiner ici tous les problèmes du monde actuel. La plupart sont connus, et le fait de s'appesantir sur eux ne fait le plus souvent que nous rendre moins sensibles à leur réalité. Mais même si nous avons "assez de force pour supporter les maux d'autrui", la détérioration sociale actuelle nous affecte tous. Ceux d'entre nous qui ne souffrent pas de la répression physique souffrent néanmoins de la répression morale imposée par un monde de plus en plus mesquin, stressant, stupide et laid. Ceux qui échappent à la misère économique ne peuvent échapper à l'appauvrissement général de la vie.

Et la vie elle-même toute pitoyable qu'elle soit, ne pourra continuer longtemps. Le saccage de la planète par l'expansion mondiale du capitalisme nous a amenés au point où il est bien possible que l'humanité disparaisse en quelques décennies.

Pourtant, ce même développement rend possible l'abolition du système de hiérarchie et d'exploitation basé sur la pénurie, et l'avènement d'une nouvelle forme de société réellement libérée.

Dévalant de désastre en désastre vers la folie collective et l'apocalypse écologique, ce système a acquis une vitesse qui ne peut plus être maîtrisée, même par ceux qui s'en prétendent les maîtres. Nous rapprochant d'un monde dans lequel nous ne pourrions sortir de nos ghettos fortifiés sans la protection de gardes armés, ni aller au grand air sans nous appliquer une lotion protectrice de crainte d'attraper un cancer de la peau, il est difficile de prendre au sérieux ceux qui nous conseillent de quémander quelques réformes.

Ce qui est nécessaire, à mon avis, c'est une révolution mondiale participative et démocratique qui abolira le capitalisme et l'État. Il peut sembler ridicule de parler de révolution, mais toutes les autres solutions présument la continuation du système actuel, ce qui est encore beaucoup plus ridicule. Ce n'est pas rien, je le reconnais, mais je crois que rien ne peut aller à la racine de nos problèmes, qui situe en-deçà de cette révolution.

Le "communisme" stalinien et le "socialisme" réformiste ne sont que des variantes du capitalisme

Avant d'examiner ses implications, et de répondre à quelques objections courantes qui lui sont opposées, il faut souligner qu'une telle révolution n'a rien à voir avec les stéréotypes répugnants que ce terme évoque généralement: terrorisme, vengeance, coups politiques, chefs manipulateurs prêchant le sacrifice, suiveurs zombies scandant les slogans autorisés, etc. Il ne faut surtout pas la confondre avec les deux échecs principaux de ce projet dans l'histoire moderne, le "communisme" stalinien et le "socialisme" réformiste.

Extrapoler de tels moments nous donne probablement la meilleure idée de ce que pourrait être un monde libéré. Un monde, comme Whitman l'enviesage,

Où les hommes et les femmes font peu de cas des lois,
Où l'esclave n'est plus, où le maître n'est plus,
Où le peuple s'élève, unanime contre l'impudence des élus,
Où les enfants sont appris à ne connaître d'autre loi que la leur, et à se fier à eux-mêmes,
Où l'équanimité s'illustre concrètement dans les choses de la vie,
Où les spéculations sur l'âme sont encouragées,
Où les femmes se joignent aux manifestations de rues, et marchent comme les hommes;
Où elles entrent comme eux dans les assemblées publiques, prenant place à leur côté (...)
Montent les formes majeures!
Formes de la Démocratie intégrale, produit des siècles,
Forme éternelle matrice de formes nouvelles,
Formes de villes turbulentes et viriles,
Formes des amis et pourvoyeurs d'asiles de la planète,
Formes embrassant la terre et embrassées par la terre entière.

NOTES

1. *Bolo'bolo* de P.M. (1983; nouvelle édition, 1995 [ed. française: L'Éclat, 1998]) a le mérite d'être une des rares utopies qui reconnaissent cette diversité et s'en réjouissent. Malgré un certain nombre de naïvetés, de manies et des conceptions peu réalistes sur la manière d'y parvenir, ce petit livre aborde bien des problèmes et évoque

bien des possibilités qui seront ceux d'une société postrévolutionnaire.

2. Bien que la dite révolution du *net-working* (intercommunication dans le réseau informatique) se soit traduite principalement par une augmentation de la circulation de fadaises parmi des spectateurs, les technologies de communication modernes continuent à jouer un rôle important dans la sape des régimes totalitaires. Autrefois les bureaucraties staliniennes étaient obligées d'entraver leur propre fonctionnement en limitant la mise en disposition des photocopieurs et même des machines à écrire, de peur qu'ils ne soient utilisés pour reproduire des *samizdat*. Les technologies plus récentes se montrent encore plus difficile à contrôler:

"Le journal conservateur *Guang-ming* signale la promulgation de nouvelles lois visant la suppression d'environ 90.000 télécopieurs illégaux à Beijing. D'après les commentateurs, le régime craint que la prolifération de ces machines permette une circulation trop libre des informations. Elles ont été systématiquement utilisées pendant les manifestations estudiantines de 1989 qui ont abouti à une répression militaire. (...) Dans le confort de leurs domiciles des capitales occidentales, comme à Londres, les opposants peuvent envoyer des messages aux activistes d'Arabie Saoudite qui, en les téléchargeant via Internet, n'ont plus à craindre d'entendre la police frapper à la porte au milieu de la nuit. (...) Tous les sujets tabous, depuis la politique jusqu'à la pornographie, font l'objet de messages électroniques anonymes à l'abri de la poigne d'acier du gouvernement. (...) Beaucoup de Saoudites se trouvent engagés pour la première fois dans des discussions ouvertes sur la religion. Athées et intégristes se bagarrent dans le *cyberspace*, ce qui est une véritable innovation dans un pays où l'apostasie est un crime capital. (...)

discussion — comme les anciens philosophes grecs débattant sur la place du marché, ou les moines chinois médiévaux errant dans les collines à la recherche du maître zen le plus inspirant.

Les aspects de la religion qui ne répondent qu'à un besoin d'évasion psychologique par rapport à l'aliénation sociale dépériront, mais les questions fondamentales qui ont été exprimées d'une façon plus ou moins déformée dans la religion resteront. Il y aura toujours des peines et des pertes, des tragédies et des frustrations, les gens affronteront toujours la maladie, la vieillesse et la mort. Et en cherchant le sens de tout cela, s'il y en a un, et la meilleure manière de s'y confronter, quelques-uns redécouvriront ce que Aldous Huxley, dans *La Philosophie éternelle*, appelle "le Plus Grand Commun Diviseur" de la conscience humaine.

D'autres cultiveront peut-être des sensibilités esthétiques exquises comme l'ont fait les personnages du *Dit de Genji* de Murasaki, ou développeront des genres métaculturels subtils comme les "jeux des perles de verre" dans le roman de Hermann Hesse (libérés des limitations matérielles qui réservaient auparavant de telles activités à de minuscules élites).

J'aime imaginer que comme ces activités diverses seront alternées, combinées et développées, il y aura une tendance générale vers la réintégration personnelle envisagée par Blake, et vers les véritables rapports "Je-Tu" envisagés par Martin Buber. Une révolution spirituelle permanente où la communion joyeuse n'exclut pas une riche diversité ni des "affrontements généreux". *Feuilles d'herbe*, où Whitman projetait ses espoirs sur les potentialités de l'Amérique de son temps, évoque peut-être mieux que n'importe quoi d'autre l'état d'esprit expansif de telles communautés d'hommes et de

femmes réalisés, travaillant et jouant avec extase, aimant et flânant, se promenant sans se presser sur la grande route sans fin.

Avec la prolifération de cultures en développement et en mutation permanents, les voyages pourront redevenir des aventures imprévisibles. Le voyageur pourra "voir les villes et apprendre les moeurs de bien des peuples différents" sans les dangers ni les déceptions que devaient accepter les vagabonds et les explorateurs d'autrefois. Dérivant de milieu en milieu, de rencontre en rencontre, mais s'arrêtant de temps en temps, comme ces formes humaines à peine visibles dans les paysages chinois, simplement pour regarder au loin dans l'immensité, se rendant compte que tous nos faits et dires ne sont que des ondulations à la surface d'un univers vaste et insondable.

Voilà seulement quelques suggestions. Nous ne nous sommes pas limités aux sources d'inspiration radicales. Toutes sortes d'esprits créateurs du passé ont exprimé ou envisagé certaines de nos possibilités, qui sont presque illimitées. Nous pouvons puiser chez n'importe lequel d'entre eux, du moment que nous prenons soins de dégager les aspects pertinents de leur contexte aliéné originel.

Les plus grands ouvrages ne nous disent pas tant de choses nouvelles, mais ils nous rappellent des choses que nous avons oubliées. Nous avons tous eu des intuitions de ce que peut être la vraie vie — des souvenirs de la première enfance, quand les expériences étaient encore fraîches et non refoulées, mais aussi quelques moments ultérieurs d'amour, de camaraderie ou de créativité enthousiaste, moments où nous mourrions d'impatience de nous lever pour entreprendre un quelconque projet, ou simplement pour voir ce qu'amènera le nouveau jour.

Maintenant qu'il a sévi durant plusieurs décennies, d'abord en Russie, puis dans plusieurs autres pays, il est devenu évident que le stalinisme est tout le contraire d'une société libérée. L'origine de ce phénomène grotesque est moins évidente. Les trotskistes et d'autres ont essayé de distinguer entre le stalinisme et le bolchevisme de Lénine et Trotsky. Il y a certes des différences, mais elles sont plutôt quantitatives que qualitatives. *L'État et la révolution* de Lénine, par exemple, présente une critique de l'État plus cohérente que celles qu'on peut trouver dans la plupart des textes anarchistes. Le problème, c'est que les aspects radicaux de la pensée de Lénine ont fini par masquer la pratique effectivement autoritaire des Bolcheviks. Se plaçant au-dessus des masses qu'il prétendait représenter, et instaurant une hiérarchie interne entre les militants et leurs chefs, le Parti bolchevique était déjà en train d'édifier les conditions du développement du stalinisme lorsque Lénine et Trotsky étaient encore au pouvoir.(1)

Mais si nous voulons faire mieux, il faut être clair sur ce qui a échoué. Si "le socialisme" signifie l'entière participation des gens aux décisions sociales qui affectent leur vie, celui-ci n'a existé ni dans les régimes staliniens de l'Est, ni dans les Welfare States de l'Ouest. L'effondrement récent du stalinisme n'est ni la justification du capitalisme ni la preuve de l'échec du "communisme marxiste". Quiconque s'est donné la peine de lire Marx, ce qui n'est évidemment pas le cas de la plupart de ceux qui le critiquent, sait fort bien que le léninisme est une grave distorsion de sa pensée, et que le stalinisme n'en est qu'une pure parodie. Il sait aussi que la propriété étatique n'a rien à voir avec le communisme dans son sens authentique de propriété commune, communautaire. Ce n'est qu'une va-

riante du capitalisme dans laquelle la propriété étatique-bureaucratique remplace (ou fusionne avec) la propriété privée-commerciale.

Le long spectacle de l'opposition entre ces deux variétés du capitalisme a occulté leur renforcement mutuel. Les conflits sérieux se limitaient à des batailles par procuration dans le Tiers Monde (Vietnam, Angola, Afghanistan, etc.). Aucun des deux partis n'a jamais fait la moindre tentative sérieuse pour renverser l'ennemi au coeur de son empire. Le Parti communiste français a saboté la révolte de Mai 1968, et les puissances occidentales, qui sont intervenues massivement dans les pays où on ne voulait pas d'elles, ont refusé d'envoyer ne serait-ce que les quelques armes anti-chars dont avaient besoin les insurgés hongrois de 1956. Guy Debord a fait observer en 1967 que le capitalisme d'État stalinien s'était révélé un simple "parent pauvre" du capitalisme occidental classique, et que son déclin commençait à priver les dirigeants occidentaux de la pseudo-opposition qui les renforçait en figurant l'unique alternative possible à leur système. "La bourgeoisie est en train de perdre l'adversaire qui la soutenait objectivement en unifiant illusoirement toute négation de l'ordre existant" (*La Société du Spectacle*, thèses 110-111).

Bien que les dirigeants occidentaux aient prétendu se réjouir de l'effondrement du stalinisme comme d'un victoire de leur propre système, il se trouve qu'aucun d'entre eux ne l'avait prédit, et il est évident qu'ils n'ont actuellement aucune idée sur ce qu'il convient de faire en réponse à tous les problèmes qui sont posés par cet effondrement, si ce n'est tirer un maximum de profit de la situation avant que tout s'écroule. En réalité les compagnies multinationales et monopolistes qui proclament la "libre entreprise" comme panacée savent bien que le

capitalisme de libre-échange aurait explosé depuis longtemps du fait de ses propres contradictions s'il n'avait pas été sauvé malgré lui par quelques réformes pseudo-socialistes.

Ces réformes (services sociaux, assurances sociales, journée de huit heures, etc.) ont beau pallier à certains des défauts les plus choquants du système, elles n'ont aucunement permis de le dépasser. Ces dernières années, elles n'ont même pas permis de pallier ses crises endémiques. De toute façon, les améliorations les plus importantes n'ont été acquises que par des luttes populaires longues et souvent violentes, qui ont fini par forcer la main des bureaucrates. Les partis gauchistes et les syndicats qui prétendaient mener ces luttes ont servi essentiellement de soupapes de sûreté, récupérant les tendances radicales et lubrifiant les mécanismes de la machine sociale.

Comme l'ont montré les situationnistes, la bureaucratisation des mouvements radicaux, qui a transformé les gens en suiveurs continuellement "trahis" par leurs chefs, est liée à la *spectacularisation* croissante de la société capitaliste moderne, qui en a fait des spectateurs d'un monde qui leur échappe — et cette tendance est devenue toujours plus évidente, bien que ceci ne soit généralement compris que très superficiellement.

Considérées dans leur ensemble, tous ces phénomènes indiquent qu'une société libérée ne peut être créée que par la participation active de l'ensemble du peuple, et non par des organisations hiérarchiques qui prétendent agir à leur place. Il ne s'agit pas de choisir des chefs plus honnêtes, ou plus "sensibles" de leurs électeurs, mais de n'accorder de pouvoir indépendant à aucun chef, quel qu'il soit. Il est normal que ce soient des individus ou des minorités agissantes qui se soient sur l'initiative des actions radicales, mais il

faut qu'une partie importante et toujours croissante du peuple participe, sinon le mouvement n'aboutira pas à une nouvelle société, mais se soldera par un coup d'État qui installera de nouveaux dirigeants.

Démocratie représentative contre démocratie de délégués

Je ne reviendrai pas sur les critiques classiques du capitalisme et de l'État, faites par les socialistes et les anarchistes. Elles sont largement connues, et en tout cas facilement accessibles. Mais pour clarifier quelques-unes des confusions propres à la rhétorique politique traditionnelle, il est intéressant de faire une typologie élémentaire de l'organisation sociale. Pour simplifier, je commencerai en examinant séparément les aspects "politiques" et les aspects "économiques", bien qu'ils soient évidemment liés. Il est aussi vain d'essayer d'égaliser les conditions économiques par l'action d'une bureaucratie étatique, que d'essayer de démocratiser la société alors que le pouvoir de l'argent permet à la minorité riche de dominer les institutions qui déterminent la conscience des réalités sociales. Puisque le système fonctionne comme un ensemble, il ne peut être changé fondamentalement que dans son ensemble.

Pour commencer avec l'aspect politique, on peut distinguer grosso modo cinq niveaux de "gouvernement" :

- (1) Liberté illimitée
- (2) Démocratie directe
 - a) de consensus
 - b) de décision majoritaire
- (3) Démocratie de délégués
- (4) Démocratie représentative
- (5) Dictature minoritaire déclarée

La société actuelle oscille entre (4) et (5), c'est-à-dire entre le gouverne-

ment, au camping et aux voyages. Mais on verra se développer également de nouveaux genres et arts de la vie que nous ne pouvons guère imaginer aujourd'hui.

Un nombre bien suffisant de gens sera attiré par des projets socialement utiles — agronomie, médecine, ingénierie, innovations pédagogiques, réhabilitation écologique, etc. — pour la seule raison qu'ils les trouveront intéressants et leur procureront des satisfactions. D'autres préféreront des activités moins utilitaires. Certains vivront d'une manière assez tranquille et casanière. D'autres s'adonneront à des activités aventureuses et hardies, ou mèneront une vie de fêtes et d'orgies. D'autres encore se consacreront à l'ornithologie, ou à l'échange de publications individuelles, ou à la collection des bibelots pittoresques des temps pré-révolutionnaires, ou à n'importe quoi d'autre parmi des milliers d'activités possibles. Tout le monde pourra suivre ses propres inclinaisons. Si quelques-uns sombrent dans une existence passive de spectateurs, ils finiront probablement par s'y ennuyer et par essayer des activités plus créatives. Même s'ils ne le font pas, ce sera leur affaire. Cela ne nuira à personne.

Si quelques autres finissent par trouver trop insipide l'utopie réalisée sur terre et veulent vraiment s'échapper loin de tout, l'exploration et la colonisation du système solaire — voire même, à terme peut-être la migration vers les autres étoiles — fourniront une frontière qui reculera toujours.

Mais cela vaut également pour les explorations de "l'espace intérieur".

Des problèmes plus intéressants

Une révolution antihiérarchique ne résoudra pas tous nos problèmes. Elle en éliminera simplement quelques-uns

parmi les plus anachroniques, ce qui nous laissera libres de nous attaquer à des *problèmes plus intéressants*.

Si ce texte semble négliger les aspects "spirituels" de la vie, c'est parce que je voulais mettre l'accent sur quelques questions matérielles de base qui sont souvent négligées. Mais ces questions matérielles ne sont que l'ossature. Une société libérée sera fondée beaucoup plus sur la joie, l'amour et la générosité spontanée que sur des règles rigides ou des calculs intéressés. Les oeuvres de visionnaires comme Blake ou Whitman nous donnent un pressentiment plus juste de la réalité que les milliers de débats pédants sur les crédits économiques ou les délégués révocables.

J'imagine que quand les gens ne devront plus se soucier de leurs besoins matériels et ne seront plus exposés à un déluge permanent de sollicitations commerciales, la plupart d'entre eux, après s'être livrés à des brèves orgies des choses dont ils étaient privés auparavant, trouveront la plus grande satisfaction dans des styles de vie relativement simples et sobres. Les arts érotiques et gustatifs seront sans doute enrichis de diverses façons, mais seulement comme des facettes de vies pleines et bien équilibrées qui comprendront également une grande diversité d'activités intellectuelles, esthétiques et spirituelles.

L'éducation, ne se limitant plus au conditionnement des jeunes pour un rôle étroit dans une économie irrationnelle, deviendra une activité passionnée de toute la vie. En plus des institutions d'enseignement formelles qui subsisteront, les gens auront un accès immédiat, via les livres et les ordinateurs, aux informations sur tous les sujets qu'ils voudront explorer, et ils pourront expérimenter toutes sortes d'arts et de techniques, ou bien chercher quelqu'un pour l'instruction ou la

pouponnières). Les gens pourront choisir entre divers genres et divers degrés de participation, par exemple, s'engager à faire la cuisine, la vaisselle ou le jardinage un ou deux jours par mois contre le droit de dîner dans une cafétéria commune, ou bien cultiver la plupart des denrées nécessaires et faire la cuisine pour eux-mêmes.

Dans tous ces exemples hypothétiques, il importe de garder à l'esprit la diversité des cultures qui se développeront. Dans une culture, la cuisine pourrait être vue comme une corvée qui doit être réduite autant que possible et partagée strictement. Dans une autre, elle pourrait être une passion générale ou bien un rituel social valorisé qui attire un nombre plus que suffisant de volontaires enthousiastes.

Certaines communautés, comme dans le troisième paradigme dans *Communitas* (en faisant abstraction du fait que les schémas des Goodman présument toujours l'existence de l'argent), pourront maintenir une distinction nette entre le secteur de la gratuité et le secteur du luxe. D'autres pourront développer des formes sociales plus organiquement intégrées, comme dans le deuxième paradigme du même livre, visant une unité maximum de production et de consommation, d'activité manuelle et intellectuelle, d'éducation esthétique et scientifique, d'harmonie sociale et psychologique, même au prix de l'efficacité purement quantitative. Le style du troisième paradigme pourrait mieux convenir comme forme transitionnelle au début, quand les gens ne seront pas encore habitués aux nouvelles perspectives et voudront un système de référence économique quel qu'il soit pour leur donner une sensation de sécurité contre les abus éventuels. À mesure que les gens supprimeront les défauts du nouveau système et acquerront plus de confiance mutuelle, ils tendront probablement

vers le style du deuxième paradigme.

Comme dans les fantaisies charmantes de Fourier, mais sans ses excentricités et avec beaucoup plus de flexibilité, les gens pourront s'engager dans un grand choix d'activités suivant des corrélations complexes d'affinités. Quelqu'un pourra être membre régulier de certains groupements permanents (groupe d'affinité, conseil, collectif, quartier, ville, région) mais ne participer que temporairement à divers projets précis (comme le font actuellement les gens dans des clubs, des réseaux de passionnés de tel ou tel hobby, des associations d'entraide, des groupes se préoccupant de telle ou telle question sociale, des projets de coopération temporaire comme l'édification d'une grange par tous les gens du voisinage). Les assemblées locales pointeront les offres et les demandes des individus et des groupes, feront connaître les décisions d'autres assemblées, l'état de développement des projets en cours et celui des problèmes non encore résolus. Elles mettront sur pied des bibliothèques, des standards téléphoniques et des réseaux informatiques pour recueillir et diffuser toutes sortes de renseignements et pour mettre en relation les gens qui ont des goûts communs. Les médias seront à la disposition de tout le monde, permettant à chacun de parler de ses propres projets, de ses problèmes, de ses propositions, de ses critiques, de ses enthousiasmes, de ses désirs, de ses visions. Les arts et les métiers traditionnels existeront toujours, mais seulement comme une facette de vies continuellement créatives. Les gens prendront toujours part — et avec plus d'entrain que jamais — aux sports et aux jeux, aux foires et aux festivals, à la musique et à la danse, à l'amour et à l'éducation des enfants, à la construction et à l'aménagement de leur maison, à l'enseignement et à l'ap-

ment minoritaire non déguisé et le gouvernement minoritaire camouflé par une façade de démocratie symbolique. Une société libérée abolirait **(4)** et **(5)** et réduirait progressivement le besoin de **(2)** et **(3)**.

Je discuterai plus tard les variantes de **(2)**. Mais la distinction essentielle est entre **(3)** et **(4)**.

Dans la démocratie représentative les gens abdiquent leur pouvoir à des fonctionnaires élus. Les programmes des candidats se limitent à quelques généralités vagues, et une fois qu'ils sont élus, on a peu de contrôle quant aux décisions effectives qu'ils peuvent prendre, si ce n'est par la menace de transférer son vote, quelques années plus tard, sur un politicien rival quelconque qui sera de toute façon également incontrôlable. Les députés dépendent des riches pour les pots-de-vin et les contributions qu'ils reçoivent pour leurs campagnes électorales. Ils sont subordonnés aux propriétaires des médias, qui déterminent l'agenda politique. Et ils sont presque aussi ignorants et impuissants que le grand public quant aux nombreuses questions importantes sur lesquelles les décisions sont prises par des bureaucrates non élus ou par des agences secrètes et incontrôlables. Les dictateurs déclarés sont parfois renversés, mais les véritables dirigeants des régimes "démocratiques", les membres de la minorité minuscule qui possède ou domine pratiquement tout, ne sont jamais ni élus ni remis en question par la voie électorale. Le grand public ignore même l'existence de la plupart d'entre eux.

Dans la démocratie de délégués, ceux-ci sont élus pour des buts bien définis, et avec des instructions très précises. Le délégué peut être porteur d'un mandat impératif, avec l'obligation de voter d'une façon précise sur une question particulière, ou bien le

mandat peut être laissé ouvert, le délégué étant libre de voter comme il l'entend. Dans ce dernier cas, les gens qui l'ont élu se réservent habituellement le droit de confirmer ou de rejeter les décisions prises. Les délégués sont généralement élus pour une durée très courte et ils peuvent être révoqués à n'importe quel moment.

Dans le contexte des luttes radicales, les assemblées de délégués se sont appelées généralement des "conseils". Cette forme fût inventée par des ouvriers en grève pendant la révolution russe de 1905 (*soviet* est le mot russe pour conseil). Quand les soviets sont réapparus en 1917, ils furent d'abord soutenus, puis manipulés, dominés et récupérés par les Bolcheviks, qui réussirent bientôt à les transformer en courroies de transmission de leur propre parti, en relais de "l'État soviétique". Et le dernier soviét indépendant, celui des marins de Cronstadt, fut écrasé en 1921. Néanmoins, les conseils ont reparus à de nombreuses occasions, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Hongrie et ailleurs, parce qu'ils sont la réponse qui s'impose au besoin d'une forme pratique d'organisation populaire non hiérarchique. Et ils rencontrent toujours l'opposition de toutes les organisations hiérarchiques, parce qu'ils menacent l'autorité de toutes les élites spécialisées, en montrant la possibilité d'une société d'*autogestion généralisée*: Non pas l'autogestion de quelques détails de la situation actuelle, mais l'autogestion étendue à toutes les régions du monde et à tous les aspects de la vie.

Mais comme je l'ai fait remarquer ci-dessus, on ne peut traiter la question des formes démocratiques indépendamment du contexte économique.

**Irrationalités
du capitalisme**

L'organisation économique peut se concevoir sous l'angle du travail:

- (1) complètement volontaire
- (2) coopératif (autogestion collective)
- (3) forcé et exploité
 - a) non déguisé (l'esclavage)
 - b) déguisé (le salariat)

Ou bien, sous l'angle de la distribution:

- (1) communisme authentique (usage complètement libre de tous les biens)
- (2) socialisme authentique (propriété et réglementation collectives)
- (3) capitalisme (propriété privée et/ou étatique)

Bien qu'il soit possible de donner gratuitement des biens ou des services produits par le travail salarié, ou, inversement, de transformer en marchandises des biens produits par le travail bénévole ou coopératif, ces niveaux du travail et de la distribution se correspondent généralement plus ou moins. La société actuelle est principalement (3), c'est-à-dire la production et la consommation forcées des marchandises. Une société libérée abolirait (3) et réduirait autant que possible (2) en faveur de (1).

Le capitalisme est basé sur la production marchande — la production des marchandises à but lucratif — et le salariat — la force de travail devenue elle-même une marchandise à acheter et à vendre. Comme l'a noté Marx, il y a moins de différence qu'on ne le pense généralement entre l'esclave et le travailleur "libre". L'esclave, bien qu'il semble ne rien toucher, reçoit au moins les moyens de sa survie et de sa reproduction, pour lesquelles le travailleur, qui devient un esclave temporaire pendant son temps de travail, doit dépenser la plus grande part de son salaire. Bien sûr, certains métiers sont

moins pénibles que d'autres, et en principe le travailleur individu a le droit de changer d'emploi, de monter sa propre entreprise, d'acheter des actions ou de gagner à la loterie. Mais tout cela ne fait que déguiser le fait que la grande majorité est collectivement asservie.

Comment sommes-nous arrivés à cette situation ridicule? Si nous remontrons assez loin, nous nous apercevons qu'à un certain moment les gens ont été dépossédés de force, chassés de leur terre, et privés des moyens de produire les biens nécessaires à la vie. Les chapitres fameux sur "l'accumulation primitive" dans *Le Capital* décrivent d'une manière vivante ce processus en Angleterre. À partir du moment où les gens acceptent cette dépossession, ils sont contraints d'entrer dans une relation inégale avec les "propriétaires" (ceux qui les ont volés, ou bien ceux qui ont plus tard obtenu les titres de "propriété" des premiers voleurs) à travers laquelle ils échangent leur travail contre une fraction de ce que celui-ci produit effectivement, le surplus étant conservé par les propriétaires. Ce surplus (le capital) peut alors être réinvesti pour engendrer toujours plus de surplus.

Quant à la distribution, une fontaine publique est un exemple banal du communisme authentique (accessibilité non limitée), et une bibliothèque municipale du socialisme authentique (accessibilité gratuite mais réglementée).

Dans une société rationnelle, l'accessibilité des biens dépendra du degré d'abondance. Pendant une sécheresse il faudra rationner l'eau. Inversement, une fois que les bibliothèques seront mises complètement en ligne, elles pourront devenir intégralement communistes: N'importe qui pourra avoir accès à un nombre illimité de textes sans qu'il n'y ait plus besoin de contrô-

ginatives tout en étant respectueuses de celle-ci, et que les gens coopéreront avec elle, travailleront avec elle, joueront avec elle, en créant des entremêlements bigarrés de forêts, fermes, parcs, jardins, vergers, ruisseaux, villages, villes...

L'épanouissement de communautés libres

Les grandes villes seront dispersées, espacées, "verdies" et réarrangées avec une variété de manières qui incorporeront et dépasseront les visions des architectes et des urbanistes les plus imaginatifs du passé (qui étaient généralement limités par leur croyance en la permanence du capitalisme). Exceptionnellement, certaines grandes villes, surtout celles qui possèdent un intérêt esthétique ou historique, conserveront ou même accentueront leurs traits urbains, de telle façon à ce que les cultures et les styles de vie puissent se rassembler.(7)

Certains, s'inspirant des explorations "psychogéographiques" et des idées sur "l'urbanisme unitaire" des premiers situationnistes, construiront des décors complexes et modifiables conçus pour favoriser des dérives labyrinthiques dans des ambiances variées — Ivan Chtcheglov envisageait "une réunion arbitraire de châteaux, grottes, lacs", "des pièces qui feront rêver mieux que des drogues", chacun habitant sa "cathédrale" personnelle (*I.S.* n° 1). D'autres inclineront vers la définition du bonheur d'un poète d'Extrême-Orient: Vivre dans une cabane à côté d'un ruisseau de montagne.

S'il n'y a pas assez de cathédrales ou de ruisseaux de montagne pour tout le monde, il faudra trouver des compromis. Mais il faut rappeler que si des endroits comme Chartres ou Yosemite sont actuellement envahis de touristes, ce n'est qu'à cause de l'enlaidissement

du reste de la planète. À mesure que d'autres régions naturelles seront revivifiées et que les habitats humains seront rendus plus beaux et plus intéressants, il ne sera plus nécessaire que quelques endroits exceptionnels reçoivent des millions de gens qui ont désespérément besoin de s'échapper loin de tout. Au contraire, il est même possible que bien des gens soient attirés vers les régions les plus misérables, parce que celles-là seront les "nouvelles frontières" où auront lieu les transformations les plus passionnantes (démolition de bâtiments laids pour faire place à la reconstruction expérimentale).

La libération de la créativité populaire engendra des communautés pleines d'entrain qui surpasseront Athènes, Florence, Paris et d'autres capitales célèbres d'autrefois, où l'entière participation était réservée à des minorités privilégiées. Quelques personnes pourront mener une vie relativement solitaire et indépendante (les ermites et les nomades seront libres de vivre à part, en respectant quelques petits arrangements avec les communautés voisines), mais la plupart des gens préféreront probablement le plaisir et la commodité de faire les choses ensemble, et ils créeront toutes sortes d'entités communautaires: ateliers, bibliothèques, laboratoires, cuisines, boulangeries, cafés, centres médico-sociaux, studios, salles de musique, grandes salles de concert, salles des fêtes, saunas, gymnases, cours de récréation, foires, marchés aux puces (sans oublier quelques endroits tranquilles pour contrebalancer toute cette socialité). Des pâtés de maisons pourront être transformés en ensembles plus unifiés, en reliant les bâtiments extérieurs avec des couloirs et des arcades et en enlevant les barrières entre les cours de derrière pour créer des espaces communs plus spacieux (parcs, jardins,

glés, la plupart des gens aideront avec enthousiasme les personnes qui sont moins dotées. Mais cette assistance sera volontaire, et en général elle n'impliquera aucun sacrifice important. Donner de son travail, des matériaux de construction ou du savoir-faire architectural pour que d'autres puissent bâtir des maisons pour eux-mêmes, par exemple, n'exigera pas que l'on démonte sa propre maison. La richesse potentielle de la société moderne ne consiste pas seulement en biens matériels, mais aussi en connaissances, idées, techniques, inventivité, enthousiasme, compassion et en d'autres qualités qui *s'accroissent* en étant partagées.

Questions écologiques

Il va de soi qu'une société autogérée fera droit à la quasi-totalité des revendications écologistes actuelles. Certaines de ces revendications sont déjà essentielles pour la survie de l'humanité. Mais pour des raisons esthétiques et éthiques, les hommes libérés choisiront sans aucun doute d'aller bien au-delà de ce minimum et de favoriser une biodiversité riche.

Il faut cependant reconnaître que nous ne pourrions débattre de telles questions sans préjugés que lorsque nous aurions supprimé les intérêts économiques qui sapent les tentatives même les plus minimes de défendre l'environnement (bûcherons craignant de perdre leur travail, pauvreté chronique incitant des pays du Tiers-Monde de tirer profit de leurs forêts, etc.).(6)

On blâme toute l'espèce humaine pour les destructions écologiques, mais on oublie les causes sociales précises. La majorité impuissante est mise dans le même sac que les quelques personnes qui prennent les décisions importantes. Les famines sont considérées comme la revanche de la nature contre

la surpopulation, comme des freins naturels et inévitables — comme s'il y avait quoi que ce soit de naturel à la Banque Mondiale ou au Fonds Monétaire International, qui obligent les pays du Tiers-Monde à cultiver des produits pour l'exportation plutôt que des aliments pour la consommation locale. On culpabilise les gens parce qu'ils se servent de leurs voitures, en passant sous silence le fait que les compagnies automobiles ont créé une situation (en achetant, puis sabotant les systèmes de transport à moteur électrique, en faisant pression pour qu'on construise des autoroutes et contre les subventions aux chemins de fer, etc.) dans laquelle la plupart des gens ne peuvent se passer de voiture. La publicité spectaculaire encourage sur un ton de gravité chacun à réduire sa consommation de l'énergie (tout en incitant tout le monde à consommer toujours plus de n'importe quoi), mais on aurait pu développer déjà des sources d'énergie non-polluante et renouvelable en quantité largement suffisante si les compagnies productrices de combustibles fossiles n'avaient pas fait pression avec succès contre la subvention des recherches menées à cette fin.

Il ne s'agit même pas de blâmer les chefs de ces sociétés — ils sont pris, eux aussi, dans des situations où il faut "croître ou mourir" qui les poussent à prendre de telles décisions. Il s'agit d'abolir le système qui produit continuellement de telles pressions auxquelles il est impossible de résister.

Un monde libéré devrait avoir assez de place à la fois pour les communautés humaines et pour laisser subsister des régions sauvages assez grandes pour satisfaire la plupart de ceux qui se réclament de la "deep ecology". Entre ces deux extrêmes, j'aime penser qu'il y aura toutes sortes d'interactions humaines avec la nature, qui seront ima-

les, de mesures de sécurité contre le vol, etc.

Mais ce rapport rationnel entre accessibilité et abondance est entravé par la persistance des intérêts économiques séparés. Pour revenir au second exemple, il sera bientôt techniquement possible de créer une "bibliothèque" mondiale où tous les livres, tous les films et tous les enregistrements musicaux seraient mis en ligne, permettant à n'importe qui d'obtenir des copies gratuitement (plus besoin de magasins, de ventes, de publicités, d'emballage, de d'expédition, etc.). Mais puisque cela supprimerait également les bénéfices des maisons d'édition, des studios d'enregistrement et des compagnies cinématographiques, on consacre beaucoup plus d'énergie à inventer des méthodes compliquées pour empêcher la copie, ou bien pour la contrôler et la faire payer — tandis que d'autres gens consacrent une énergie aussi importante à inventer des méthodes pour contourner de tels contrôles — que pour développer une technologie qui pourrait profiter à tout le monde.

Un des mérites de Marx est d'avoir dépassé les discours politiques creux basés sur des principes philosophiques ou éthiques abstraits ("la nature humaine" a telle qualité; tous les gens ont un "droit naturel" à ceci ou à cela, etc.), en montrant comment les possibilités et la conscience sociales sont dans une grande mesure limitées et influencées par les conditions matérielles. La liberté dans l'abstrait n'a pas beaucoup de signification si presque tout le monde doit travailler tout le temps pour assurer simplement sa survie. Il n'est pas réaliste d'espérer que les gens soient généreux et coopératifs dans des conditions de pénurie (si l'on excepte la situation radicalement différente du "communisme primitif"). Mais l'existence d'un surplus suffisamment important offre beaucoup plus de pos-

sibilités. L'espoir de Marx et des autres révolutionnaires de son temps était fondé sur le fait que les potentialités technologiques développées par la révolution industrielle avaient enfin fourni une base matérielle suffisante pour permettre l'avènement d'une société sans classes. Il ne s'agissait plus de déclarer que les choses "devraient" être différentes, mais de signaler qu'elles *pouvaient* être différentes, que la domination de classe n'était pas seulement injuste, mais qu'elle *n'était plus nécessaire*.

A-t-elle jamais été vraiment nécessaire? Marx a-t-il eu raison de voir le développement du capitalisme et de l'État comme une étape inévitable, ou aurait-il été possible de créer une société libérée en évitant ce détour pénible? Heureusement, nous n'avons plus à nous occuper de cette question. Qu'elle ait été possible ou non dans le passé, ce qui importe est que les conditions matérielles actuelles sont plus que suffisantes pour permettre l'édification d'une société mondiale sans classes.

Le défaut le plus grave du capitalisme n'est pas son injustice quantitative, le fait que la richesse est distribuée d'une façon inégale, que les travailleurs ne sont pas payés pour toute la "valeur" de leur travail. Le vrai problème, c'est que cette marge d'exploitation, même si elle s'avère relativement minime, permet l'accumulation privée du capital, qui finit par réorienter toute chose à ses propres fins, en dominant et pervertissant tous les aspects de la vie.

Plus le système produit d'aliénation, plus grande est l'énergie sociale qui doit être détournée dans le seul but de le maintenir en fonctionnement: Plus de publicités pour vendre des marchandises superflues, plus d'idéologies pour embobiner les gens, plus de spectacles pour les pacifier, plus de police et de prisons pour réprimer la crime et

la révolte, plus d'armes pour concurrencer les États rivaux; ce qui produit encore plus de frustrations et d'antagonismes, qui exigent encore plus de spectacles, de prisons, etc. Comme ce cercle vicieux continue, les véritables besoins humains ne trouvent de satisfaction qu'incidemment, ou pas du tout, tandis que pratiquement tout le travail est canalisé vers des projets absurdes, redondants ou destructeurs, qui ne servent qu'à maintenir le système.

Si celui-ci était aboli, et si les potentialités technologiques modernes étaient transformées et réorientées convenablement, le travail nécessaire pour répondre aux véritables besoins humains serait réduit à un niveau si dérisoire qu'il pourrait facilement être organisé sur la base du volontariat et de manière coopérative, sans exiger de stimulations économiques ou l'intervention autoritaire de l'État.

L'idée du dépassement du pouvoir hiérarchique déclaré n'est pas trop difficile à saisir. L'autogestion peut se concevoir comme la réalisation de la liberté et de la démocratie, qui sont les valeurs officielles des sociétés occidentales. Malgré le conditionnement qui nous rend soumis, tout le monde a connu des moments où il a rejeté la domination et a commencé à parler ou à agir par lui-même.

Il est bien plus difficile de saisir l'idée du dépassement du système économique. La domination du capital est plus subtile et plus autorégulatrice. Dans le monde moderne, les questions du travail, de la production des biens et des services, de l'échange et de la coordination semblent si compliquées que la plupart des gens acceptent la nécessité de l'argent comme médiation universelle, et ont des difficultés à imaginer un autre changement que celui qui consisterait à le repartir d'une manière plus équitable.

Pour cette raison, je vais repousser la discussion des aspects économiques jusqu'au point où il sera possible dans ce texte de les examiner plus en détail.

Quelques révoltes modernes exemplaires

Une telle révolution, est-elle probable? Je ne le crois pas, d'autant qu'il nous reste peu de temps devant nous. Dans les époques antérieures on pouvait imaginer que malgré toutes les folies de l'humanité et tous les désastres que ces folies pouvaient entraîner, nous nous en sortirions d'une façon ou d'une autre, en tirant la leçon de nos erreurs. Mais maintenant que les politiques sociales et les développements technologiques ont des implications écologiques mondiales et irréversibles, il n'est plus possible de procéder seulement par tâtonnements maladroits. Il ne nous reste que quelques décennies pour renverser la tendance. Et plus le temps passe, plus la tâche devient difficile. Le fait que les problèmes sociaux fondamentaux ne sont pas résolus, ni même vraiment pris en compte, favorise les guerres, le fascisme, les antagonismes ethniques, les fanatismes religieux et toutes les autres formes d'irrationalité populaire, et détourne vers des actions défensives et vaines ceux qui, sans cela, auraient pu lutter pour une société nouvelle.

Mais la plupart des révolutions ont été précédées par des périodes où personne n'imaginait que les choses puissent changer un jour. Malgré les nombreuses raisons de désespérer que nous propose le monde actuel, il y a aussi quelques signes encourageants, et la désillusion générale quant aux autres solutions qui ont échoué en est une. Bien des révoltes populaires dans ce siècle se sont dirigées spontanément dans la bonne direction. Je ne parle pas des révolutions qui ont

optimum. Les techniques seront rendues plus uniformes et plus compréhensibles, pour que n'importe qui doué d'une formation générale minimale puisse effectuer des constructions, des réparations, des modifications et d'autres opérations qui exigeaient auparavant des formations spécialisées. Les outils, les appareils, les matières premières, les pièces de rechange et les modules architecturaux seront probablement standardisés et fabriqués en série, laissant les raffinements faits sur mesure à de petites "industries à domicile" et les travaux de finitions potentiellement les plus créatifs aux utilisateurs individuels. Dès que le temps ne sera plus de l'argent, nous verrons peut-être, comme le voulait William Morris, un retour à des activités artisanales qui exigent beaucoup de "travail" minutieux réalisé par des gens qui aiment créer et donner, et qui se soucient de leurs créations, comme des personnes auxquelles elles sont destinées.

Certaines communautés pourront choisir de garder une assez grande quantité de technologie lourde (mais sécurisée écologiquement, bien entendu). D'autres opteront peut-être pour des styles de vie plus simples, quoique soutenus par certains moyens techniques qui permettent cette simplicité, ou qui peuvent les aider en cas d'urgence. Des génératrices solaires et des systèmes de télécommunications reliés par satellite, par exemple, permettront de vivre dans les bois sans avoir besoin de lignes électriques ou téléphoniques. Si l'énergie solaire disponible sur terre et les autres sources d'énergie renouvelables se révélaient insuffisantes, d'immenses récepteurs solaires en orbite pourront produire une quantité pratiquement illimitée d'énergie non-polluante.

D'autre part, la plupart des régions du Tiers-Monde se trouvent dans la

zone intertropicale où l'énergie solaire peut avoir la plus grande efficacité. Bien que leur pauvreté sera source de difficultés au début d'une transition révolutionnaire, leurs traditions d'autarcie coopérative, ajoutées au fait qu'elles ne sont pas encombrées d'infrastructures industrielles dépassées, pourraient donner quelques avantages compensateurs quand il s'agira de créer des nouvelles structures plus écologiques. En puisant *sélectivement* dans les régions développées les renseignements et les techniques dont elles pensent avoir besoin, elles pourront sauter l'horrible stade "classique" de l'industrialisation et de l'accumulation du capital, pour passer directement à des formes d'organisation post-capitalistes. D'ailleurs, l'influence ne sera pas forcément en sens unique: Quelques-unes des expériences sociales les plus avancées dans l'histoire ont été réalisées pendant la révolution espagnole par des paysans illettrés vivant dans des conditions pratiquement tiers-mondistes.

Il faut ajouter que les habitants des régions développées n'auront pas besoin d'accepter une terne période transitionnelle "d'espérances réduites" pour permettre le rattrapage des régions moins développées. Cette erreur très répandue découle de la supposition fautive que la plupart des produits actuels sont désirables et nécessaires — ce qui impliquerait qu'une plus grande quantité pour autrui signifierait moins pour nous. En réalité une révolution dans les pays développés rendra immédiatement absurdes et inutiles tant de marchandises et d'entreprises que même s'il y avait une pénurie temporaire de certains biens ou services, les gens vivraient quand même mieux que maintenant, y compris sur le plan matériel (en plus de vivre bien mieux sur le plan "spirituel"). Dès que leurs propres problèmes immédiats seront ré-

graphie, les télécommunications, les outils, le textile, les machines à coudre, l'outillage agricole, les instruments chirurgicaux, les anesthésiques, les antibiotiques, parmi des dizaines d'autres exemples qui viennent à l'esprit), quels que soient leurs usages actuels nocifs, ne comportent pas, ou pratiquement pas, de défauts *inévitables*. Il ne s'agit que de les utiliser plus sagement, de les soumettre au contrôle populaire, d'y introduire quelques améliorations écologiques et de les reconcevoir à de fins humaines plutôt que capitalistes.

D'autres technologies sont plus problématiques. On continuera à en avoir besoin dans une certaine mesure, mais leurs aspects nuisibles et irrationnels seront supprimés graduellement, généralement grâce à l'usure. Si l'on considère l'industrie de l'automobile dans son ensemble, y compris son infrastructure énorme (usines, routes, autoroutes, stations d'essence, puits de pétrole), tous ses inconvénients et tous ses coûts cachés (embouteillages, stationnement, réparations, assurances, accidents, pollution, destruction des villes), il est évident qu'il y a une quantité d'autres moyens de transport qui seraient préférables. Mais cette infrastructure a quand même l'avantage d'exister. Il est donc probable que la nouvelle société continuera à utiliser les voitures et les camions existants pendant quelques années encore, tout en s'occupant prioritairement du développement de moyens de transport plus pratiques pour les remplacer graduellement quand ils s'useront. Des véhicules personnels à moteurs non-polluants pourront continuer indéfiniment à être utilisés dans les régions rurales, mais la plus grande partie de la circulation urbaine (à quelques exceptions près, telles que les voitures de livraison, les voitures de pompiers, les ambulances, les taxis à l'usage des

handicapés) pourront être remplacés par diverses formes de transports en commun, permettant la reconversion de nombre de rues et d'autoroutes en parcs, jardins, squares et pistes cyclables. Les avions seront toujours utilisés pour les voyages intercontinentaux (rationnés s'il le faut) et pour certains envois urgents, mais l'abolition du salariat laissera du temps pour des manières de voyager plus lentes — bateau, chemin de fer, bicyclette ou à pied.

Là comme ailleurs, ce sera aux gens concernés d'expérimenter différentes possibilités pour découvrir ce qui marche le mieux. Dès qu'ils pourront déterminer les buts et les conditions de leur propre travail, ils leur viendra naturellement toutes sortes d'idées qui leur rendront plus rapide, plus sûr et plus agréable. Et ces idées, n'étant plus brevetées ni protégées en tant que "secrets industriels", se répandront rapidement et inspireront encore plus d'améliorations. Avec l'élimination des mobiles commerciaux, les gens pourront également redonner toute leur importance aux facteurs sociaux et écologiques ainsi qu'aux considérations purement quantitatives du temps de travail. Si, disons, la production des ordinateurs implique actuellement une certaine quantité de travail surexploité et engendre une certaine quantité de pollution (bien moins cependant que celle engendrée par les industries traditionnelles), il y a tout lieu de croire que de meilleures méthodes pourront être rapidement découvertes dès que les gens s'attaqueront au problème — très probablement par un emploi judicieux de l'automatisation informatisée. Heureusement, en général, plus une tâche est répétitive, plus elle est facile à automatiser.

La loi générale sera de simplifier les fabrications de base en utilisant des procédés qui favorisent la flexibilité

"réussi" — ce sont toutes des impostures — mais de tentatives moins connues et plus radicales. Parmi les plus notables: Russie 1905, Allemagne 1918-1919, Italie 1920, Asturies 1934, Espagne 1936-1937, Hongrie 1956, France 1968, Tchécoslovaquie 1968, Portugal 1974-1975, Pologne 1980-1981. Mais beaucoup d'autres mouvements, depuis la révolution mexicaine de 1910 jusqu'à la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud, ont contenu, avant d'être remis sous contrôle bureaucratique, des moments exemplaires d'expérimentation populaire.

Ceux qui n'ont pas étudié soigneusement ces mouvements sont mal placés pour rejeter la possibilité d'une révolution. Il est mal venu de les mépriser du fait de leur "échec".(2) La révolution moderne, c'est tout ou rien: Des révoltes limitées vont à l'échec, jusqu'à ce qu'une réaction en chaîne se déclenche, prenant de vitesse la répression qui tente de la cerner. Ce n'est guère surprenant que ces révoltes ne soient pas allées plus loin. Ce qui est encourageant, c'est qu'elles soient allées quand même aussi loin. Un nouveau mouvement révolutionnaire prendra sans doute des formes nouvelles et imprévisibles, mais ces tentatives antérieures offrent encore bien des enseignements sur ce que l'on pourrait faire, ainsi que sur ce que l'on doit éviter.

Quelques objections courantes

On dit souvent qu'une société sans État pourrait fonctionner si tous les hommes étaient des anges, mais que du fait de la perversité de la nature humaine, un certain degré de hiérarchie est nécessaire pour maintenir l'ordre. Il serait plus juste de dire que si tous les hommes étaient des anges, le système *actuel* pourrait fonctionner

assez bien: Les bureaucrates feraient leurs fonctions honnêtement, les capitalistes s'abstiendraient des affaires socialement nuisibles même si elles étaient lucratives... C'est précisément parce que les gens ne sont pas des anges qu'il est nécessaire d'abolir le système qui permet à quelques-uns de devenir des diables très efficaces. Mettez cent personnes dans une petite salle qui n'a qu'un trou d'aération, elles se déchireront à mort pour y avoir accès. Mettez-les en liberté, il se pourrait qu'elles montrent une nature assez différente. Comme l'a dit un des graffiti de Mai 1968, "L'homme n'est ni le bon sauvage de Rousseau, ni le pervers de l'église et de La Rochefoucauld. Il est violent quand on l'opprime, il est doux quand il est libre."

D'autres prétendent que, quelles que soient les causes originelles, les gens sont si paumés aujourd'hui qu'ils ne pourront même pas concevoir la création d'une société libérée, à moins d'être préalablement soignés psychologiquement. Dans ses dernières années, Wilhelm Reich en était venu à croire qu'une "peste émotionnelle" était si répandue dans la population qu'il faudrait attendre qu'une génération soit élevée sainement avant que les gens deviennent capables d'une transformation libertaire; et qu'il valait mieux entre-temps éviter d'affronter le système de front, parce que cela risquait de provoquer une réaction populaire aveugle.

Certes les tendances populaires irrationnelles imposent parfois de prendre des précautions. Mais aussi puissantes qu'elles soient, ce ne sont pas des forces irrésistibles. Elles contiennent aussi des contradictions. Le fait de se raccrocher à une autorité absolue n'est pas forcément le signe d'une confiance absolue dans l'autorité. Ce peut être, au contraire, un effort désespéré de réprimer des doutes croissants (la crispa-

tion convulsive d'une poigne qui glisse). Les gens qui adhèrent à des gangs ou à des groupes réactionnaires, ou qui sont gagnés par des cultes religieux ou par l'hystérie patriotique, cherchent, eux aussi, à éprouver un sentiment de libération, de participation, de communauté, à trouver un sens à leur vie et un pouvoir sur l'emploi de leur vie. Comme l'a montré Reich lui-même, le fascisme donne une expression particulièrement vigoureuse et dramatique à ces aspirations fondamentales, ce qui explique pourquoi il peut présenter un attrait plus puissant que les hésitations, les compromis et les hypocrisies des progressistes.

À la longue la seule façon de vaincre définitivement la réaction, c'est d'exprimer plus franchement ces aspirations, et de présenter des occasions plus authentiques pour les réaliser. Quand les questions fondamentales sont mises en avant, les irrationalités qui ont fleuries à la faveur des répressions psychiques tendent à s'affaiblir, tout comme des microbes exposés au soleil et au grand air. De toute façon, même si nous ne l'emportons pas finalement, il y a au moins une certaine satisfaction à lutter ouvertement pour ce que nous croyons bon, plutôt que d'être vaincus dans une position d'hésitation et de compromis.

Le degré de libération auquel on peut parvenir dans une société malade est limité. Mais si Reich avait raison de signaler que les gens refoulés sont moins capables d'envisager la libération sociale, il ne s'est pas rendu compte à quel point le processus de la révolte sociale peut être psychologiquement libérateur (on dit que les psychologues français se sont plaints de ce qu'ils avaient bien moins de clients à la suite de Mai 1968!).

La notion de la démocratie totale évoque le spectre d'une "tyrannie de la majorité". Les majorités peuvent certes

être ignorantes et bigotes. La seule solution valable, c'est d'affronter directement cette ignorance et cette bigoterie. Garder les masses dans leur aveuglement, en comptant sur les juges éclairés pour protéger les libertés civiles, ou sur des législateurs progressistes pour faire passer discrètement des réformes progressistes, ne conduit qu'à des chocs populaires en retour quand les questions délicates viennent finalement à l'ordre du jour.

Cependant, si l'on examine de près les situations dans lesquelles une majorité semble avoir opprimé une minorité, dans la plupart des cas il s'agit plutôt d'une domination minoritaire déguisée, où l'élite dirigeante joue sur les différences raciales ou culturelles pour détourner contre une partie de la société les frustrations des masses exploités. Quand les gens gagneront finalement du pouvoir réel sur l'emploi de leur propre vie, ils auront de choses plus intéressantes à faire que de persécuter des minorités.

Il est impossible de répondre à toutes les objections relatives aux abus ou aux désastres qui pourraient survenir dans l'éventualité d'une société non hiérarchique. Des gens qui acceptent avec résignation un système qui, chaque année, condamne à mort des millions de leurs semblables par la guerre et la famine, et des millions d'autres à la prison et à la torture, deviennent subitement fous d'indignation à la pensée que dans une société autogérée il pourrait y avoir *quelques* abus, quelques violences, quelques aspects coercitifs, voire seulement quelques inconvénients temporaires. Ils oublient qu'il n'incombe pas à un nouveau système social de résoudre tous nos problèmes, mais seulement de les régler mieux que ne le fait le système *actuel*, ce qui n'est pas une grande affaire.

Si l'histoire était conforme aux opinions péremptoires des commentateurs

Ces fantaisies comportent tant de contradictions grossières qu'il n'est pas vraiment nécessaire de les réfuter dans le détail. Leur rapport avec les véritables sociétés du passé est discutable. En tout cas, elles n'en ont presque aucun avec les possibilités de celles d'aujourd'hui. Même en admettant que la vie a été meilleure à telle ou telle époque antérieure, *c'est à partir de notre situation actuelle qu'il faut raisonner*. La technologie moderne est tellement mêlée à tous les aspects de notre vie qu'elle ne pourrait être supprimée brusquement sans produire un chaos mondial qui anéantirait des milliards de gens. Les post-révolutionnaires décideront sans doute de réduire la population humaine et de supprimer certaines industries, mais cela ne pourra se faire du jour au lendemain. Il faut penser sérieusement à la manière dont nous aborderons tous les problèmes pratiques qui se poseront dans l'intérim.

Le jour où nous nous trouverons confrontés pratiquement de telles questions, je doute que les technophobes voudront réellement éliminer les fauteuils roulants motorisés; ou débrancher les mécanismes ingénieux comme celui qui permet au physicien Stephen Hawking de communiquer malgré sa paralysie totale; ou laisser mourir en couches une femme qui pourrait être sauvée par la technologie médicale; ou accepter la réapparition des maladies qui autrefois tuaient ou estropiaient régulièrement un fort pourcentage de la population; ou se résigner à ne jamais aller rendre visite aux habitants d'autres régions du monde à moins qu'on puisse y aller à pied, et à ne jamais communiquer avec ces gens-là; ou rester là sans rien faire alors que des hommes meurent de famines qui pourraient être jugulées par le transport international de vivres.

Le problème, c'est qu'en attendant, cette idéologie de plus en plus à la

mode détourne l'attention des problèmes et des possibilités réels. Un dualisme manichéen (la nature est le Bien, la technologie est le Mal) permet de ne pas examiner ni prendre en compte des processus historiques et dialectiques compliqués. C'est tellement plus facile de rejeter la responsabilité de tous les maux sur un diable quelconque ou sur l'existence d'un péché originel. Ce qui a commencé comme une mise en question légitime d'une confiance excessive en la science et la technologie finit par devenir une foi désespérée et encore moins justifiée dans le retour d'un paradis primitif, ce qui fait qu'on n'attaque le système présent que d'une façon abstraite et apocalyptique.(5)

Les technophiles et les technophobes s'accordent pour traiter la technologie isolément des autres facteurs sociaux, ne divergeant que dans leurs conclusions, également simplistes, qui énoncent que les nouvelles technologies sont en elles-mêmes libératrices ou en elles-mêmes aliénantes. Tant que le capitalisme aliène toutes les productions humaines en buts autonomes qui échappent au contrôle de leurs créateurs, les technologies partageront cette aliénation et seront utilisées pour la renforcer. Mais quand les gens se libéreront de cette domination, ils n'auront aucun mal à rejeter les technologies nuisibles tout en adaptant les autres pour des emplois salutaires.

Certaines technologies — le nucléaire en est l'exemple le plus évident — sont en effet si terriblement dangereuses qu'on y mettra fin sans tarder. Et beaucoup d'autres industries, qui produisent des marchandises absurdes, dépassées ou superflues, cesseront automatiquement avec la disparition de leurs raisons d'être commerciales. Mais bien d'autres (l'électricité, la métallurgie, la réfrigération, la plomberie, l'impression, l'enregistrement, la photo-

propre intérêt et se méfient d'autrui. À moins que le spectacle ne les sollicite par quelque "histoire à dimension humaine" sentimentale, ils ne s'intéressent généralement que très peu à ceux qui sont en-dehors de leur cercle immédiat. Pleins de frustrations et de ressentiments, ils peuvent même éprouver un plaisir méchant à gâter les plaisirs des autres.

Néanmoins, malgré tout ce qui décourage leur humanité, la plupart des gens aiment sentir qu'il font des choses dignes, si on leur en donne la possibilité, et être reconnus pour les avoir fait. Notez avec quel empressement ils sautent sur la moindre occasion de vivre un moment de reconnaissance mutuelle, ne serait-ce qu'en ouvrant la porte à quelqu'un ou en échangeant quelques remarques banales. Si une inondation, un tremblement de terre ou une autre catastrophe survient, il arrive souvent que même les personnes les plus égoïstes et les plus cyniques se mettent à aider d'autrui sans compter, travaillant sans relâche pour sauver les gens, livrer de la nourriture, fournir le premier secours, etc., sans autre rémunération que la reconnaissance d'autrui. Voilà pourquoi les gens évoquent les guerres et les désastres naturels avec une nostalgie qui peut sembler surprenante. Tout comme la révolution, de tels événements enfonce les séparations sociales ordinaires, fournissent à tout le monde des occasions de faire des choses qui importent vraiment, et génèrent un vif sentiment de communauté (ne serait-ce qu'en rassemblant des gens contre un ennemi commun). Dans une société libérée, ces tendances sociables pourrissent fleurir sans avoir besoin de prétextes si extrêmes.

Les objections des technophobes

L'automatisation actuelle ne fait le plus souvent que de jeter certains au chômage tout en intensifiant la discipline pour ceux qui travaillent encore. Si on gagne réellement du temps libre par des inventions qui "allègent le travail", on le consacre généralement à une consommation passive qui est tout aussi aliénée. Mais dans un monde libéré, les ordinateurs et les autres technologies modernes pourront être utilisés pour éliminer les tâches dangereuses et ennuyeuses, permettant à chacun de se consacrer à des activités plus intéressantes.

Négligeant de telles possibilités, et dégoûtés du mauvais emploi actuel de beaucoup de technologies, certains en sont venus à croire que c'est "la technologie" en tant que telle qui est le problème principal. Ils prônent donc un retour à un style de vie plus simple et débattent sur le degré de simplicité qui convient. À mesure qu'on découvre des défauts dans chaque époque, la ligne de démarcation est poussée toujours plus loin dans le passé. Certains, tenant la révolution industrielle pour l'origine principale du mal, se livrent à des panégyriques de l'artisanat qui sont publiés par microédition. D'autres, voyant l'invention de l'agriculture comme le péché originel, croient que nous devrions retourner à une société de cueilleurs-chasseurs, bien qu'ils ne soient pas complètement au clair sur ce qu'ils envisagent pour les gens qui composent la population actuelle, qui ne pourraient subsister dans une telle économie. D'autres, pour ne pas être en reste, présentent des arguments éloquentes qui démontrent que le développement du langage et de la pensée rationnelle est la véritable source de nos problèmes. D'autres encore prétendent que l'espèce humaine est si incorrigiblement mauvaise qu'elle devrait s'anéantir altruïstement pour sauver le reste de l'écosystème.

officiels, il n'y aurait jamais eu de révolution. Dans n'importe quelle situation, il y a toujours un grand nombre d'idéologues pour déclarer qu'aucun changement radical n'est possible. Si l'économie marche bien, ils prétendent que la révolution dépend des crises économiques. Si la crise est bien là, certains déclareront avec un égal aplomb qu'une révolution est impossible parce que les gens sont trop occupés à assurer leur propre survie. Ceux-là, surpris par la révolte de Mai 1968, ont essayé de découvrir rétrospectivement la crise invisible qui selon leur idéologie devait exister à cette époque. Ceux-ci prétendent que la perspective situationniste a été démentie par l'aggravation des conditions économiques depuis ce temps-là.

En réalité, les situationnistes ont simplement constaté que la réalisation presque générale de l'abondance capitaliste avait démontré que la survie garantie ne peut remplacer la vie réelle. Le fait que l'économie connaît des hauts et des bas périodiques n'infirme pas cette conclusion. Le fait que quelques personnes en haut lieu aient récemment réussi à capter une portion encore plus importante qu'autrefois de la richesse sociale, avec la conséquence qu'un nombre croissant d'individus sont mis à la rue, ce qui terrorise tous les autres à l'idée que la même chose leur arrive, pourrait rendre moins évidente la possibilité d'une société d'abondance et de liberté. Mais les conditions matérielles qui la rendent possible sont toujours là.

Les crises économiques qui sont invoquées pour démontrer comme une évidence que nous devons "baisser le niveau" de nos espérances, sont en fait causées par la surproduction et par le manque de travail. L'absurdité dernière du système actuel, c'est que le chômage est vu comme un problème, et que les technologies qui pourraient

réduire le travail nécessaire sont au contraire orientées vers la création de nouveaux emplois servant à remplacer ceux qu'elles rendent superflus. Le vrai problème, ce n'est pas que tant de gens n'ont pas de travail, mais qu'ils soient si nombreux à en avoir encore. Il faut élever nos espérances, non pas les rabaisser.(3)

Domination croissante du spectacle

Ce qui est bien plus grave que ce spectacle de notre prétendue impuissance devant l'économie, c'est la puissance considérablement accrue du spectacle lui-même, qui s'est développée dans les dernières années au point de réprimer pratiquement toute conscience de l'histoire antéspectaculaire ou des possibilités antispectaculaires. Dans ses *Commentaires sur la société du spectacle* (1988), Guy Debord examine ce développement nouveau en détail :

Le changement qui a le plus d'importance, dans tout ce qui s'est passé depuis vingt ans, réside dans la continuité même du spectacle. Cette importance ne tient pas au perfectionnement de son instrumentation médiatique, qui avait déjà auparavant atteint un stade de développement très avancé: c'est tout simplement que la domination spectaculaire ait pu élever une génération pliée à ses lois. (...) La première intention de la domination spectaculaire était de faire disparaître la connaissance historique en général; et d'abord presque toutes les informations et tous les commentaires raisonnables sur le plus récent passé. (...) Le spectacle organise avec maîtrise l'ignorance de ce qui advient et, tout de suite après, l'oubli de ce qui a pu quand même en être connu. Le plus important est le plus caché. Rien, depuis vingt ans, n'a été recouvert de

tant de mensonges commandés que l'histoire de mai 1968. (...) Le flux des images emporte tout, et c'est également quelqu'un d'autre qui gouverne à son gré ce résumé simplifié du monde sensible; qui choisit où ira ce courant, et aussi le rythme de ce qui devra s'y manifester, comme perpétuelle surprise arbitraire, ne voulant laisser nul temps à la réflexion. (...) Il isole toujours, de ce qu'il montre, l'entourage, le passé, les intentions, les conséquences. (...) Il n'est donc pas surprenant que, dès l'enfance, les écoliers aillent facilement commencer, et avec enthousiasme, par le Savoir Absolu de l'informatique: tandis qu'ils ignorent toujours davantage la lecture, qui exige un véritable jugement à toutes les lignes; et qui seule aussi peut donner accès à la vaste expérience humaine antéspectaculaire. Car la conversation est presque morte, et bientôt le seront beaucoup de ceux qui savaient parler.

Dans ce texte, j'ai essayé de récapituler quelques-unes des questions fondamentales qui ont été enfouies sous ce refoulement spectaculaire intensif. Tout cela semblera banal à certains, et obscur à d'autres, mais servira peut-être au moins à rappeler ce qui a été une fois possible, dans ces temps primitifs d'il y a quelques décennies, quand les gens restaient attachés à l'idée vieillotte qu'ils pouvaient comprendre et influencer leur propre histoire.

Les choses ont certes beaucoup changé depuis les années 60, en pire dans la plupart des cas. Mais notre situation n'est peut-être pas aussi désespérée qu'elle le paraît à ceux qui gobent tout ce que le spectacle leur présente. Parfois il ne faut qu'une petite secousse pour en finir avec la stupeur.

Même si la victoire finale n'est pas garantie, de telles percées sont déjà un plaisir. Où peut-on trouver un jeu plus

grandiose ?

NOTES

1. Voir *The Bolsheviks and Workers' Control, 1917-1921* de Maurice Brinton; *La révolution inconnue* de Voline; *La Commune de Cronstadt* de Ida Mett; *La tragédie de Cronstadt: 1921* de Paul Avrich; *Le mouvement makhnoviste* de Pierre Archinoff; et les thèses 98-113 de *La Société du Spectacle* de Guy Debord.

2. "La 'réussite' ou l' 'échec' d'une révolution, référence triviale des journalistes et des gouvernements, ne signifie rien dans l'affaire, pour la simple raison que, depuis les révolutions bourgeoises, aucune révolution n'a encore réussi: aucune n'a aboli les classes. La révolution prolétarienne n'a vaincu nulle part jusqu'ici, mais le processus pratique à travers lequel son projet se manifeste a déjà créé une dizaine, au moins, de moments révolutionnaires d'une extrême importance historique, auxquels il est convenu d'accorder le nom de révolutions. Jamais le contenu total de la révolution prolétarienne ne s'y est déployé; mais chaque fois il s'agit d'une interruption essentielle de l'ordre socio-économique dominant, et de l'apparition de nouvelles formes et de nouvelles conceptions de la vie réelle, phénomènes variés qui ne peuvent être compris et jugés que dans leurs signification d'ensemble, qui n'est pas elle-même séparable de l'avenir historique qu'elle peut avoir. (...) La révolution de 1905 n'a pas abattu le pouvoir tsariste, qui a seulement fait quelques concessions provisoires. La révolution espagnole de 1936 ne supprima pas formellement le pouvoir politique existant: elle surgissait au demeurant d'un soulèvement prolétarien commencé pour maintenir cette Répu-

buer, mais un surplus matériel important créera une grande "marge d'abus", de sorte que cela n'aura pas d'importance si quelques personnes ne fournissent pas leur quote-part, ou si elles prennent un peu plus que ce qui leur revient.

L'abolition de l'argent empêchera d'en prendre beaucoup plus. La plupart des appréhensions quant à la faisabilité d'une société libérée proviennent de la croyance enracinée que l'argent (et donc aussi son protecteur nécessaire: l'État) existera toujours. Cette combinaison monétaire-étatique crée des possibilités illimitées d'abus (par exemple des législateurs stipendiés introduisant subrepticement des points faibles dans les lois fiscales, etc.); mais dès qu'elle sera abolie, les mobiles et les moyens de tels abus disparaîtront. La qualité abstraite des rapports marchands permet à une personne d'accumuler anonymement des richesses en privant indirectement des milliers d'autres des choses essentielles à la vie. Mais avec l'abolition de l'argent, toute monopolisation des biens serait trop maladroite et trop visible.

Quelles que soient les autres formes d'échange qui pourront exister dans la nouvelle société, la plus simple et probablement la plus commune sera le don. L'abondance générale rendra facile d'être généreux. Le don est amusant, il procure des satisfactions et il élimine l'ennui d'avoir à faire des comptes. Le seul calcul qui subsistera sera celui qui sera lié à la saine émulation mutuelle. "La communauté voisine a donné telle chose à une région moins aisée; nous devrions pouvoir en faire autant." "Ils ont organisé une fête formidable; essayons de faire encore mieux." Un peu de rivalité amicale (pour savoir qui peut inventer la recette la plus délicieuse, cultiver un légume supérieur, résoudre un problème social, inventer un nouveau jeu) profi-

tera tout le monde, même aux perdants.

Une société libérée fonctionnera probablement à peu près comme une fête *potluck* (où tout le monde apporte un plat). La plupart des gens aiment préparer un plat qui sera apprécié par les autres. De sorte que même si quelques personnes n'apportent rien, il y a quand même assez pour tous. Il n'est pas nécessaire que tout le monde contribue pour une part exactement égale, parce que les tâches sont si minimes et partagées entre un si grand nombre de gens que personne n'est surchargée. Comme tout le monde participe ouvertement, il n'y a pas besoin de contrôler les gens ou d'instituer des pénalités pour sanctionner le refus de coopération. Le seul aspect "coercitif", c'est l'approbation ou la désapprobation des autres participants. L'approbation encourage les contributions, tandis que même une personne tout à fait égoïste se rendra compte qu'on commence à la regarder d'un sale oeil et qu'on finira peut-être par ne plus l'inviter si elle néglige constamment de contribuer. L'organisation n'est nécessaire que quand il y a un problème. S'il y a souvent trop de desserts et trop peu d'entrées, le groupe pourra décider qui doit apporter quoi. Si quelques personnes généreuses finissent par prendre une trop grande part au nettoyage, une douce poussée suffira pour décider les autres à proposer leurs services. Ou bien on met au point un roulement systématique.

Aujourd'hui, bien sûr, une telle coopération spontanée est l'exception, qui ne se rencontre pratiquement que là où les liens communautaires traditionnels ont subsisté, ou parmi des petits groupes de pairs dans les régions où les conditions ne sont pas trop dures. Dans le monde où les loups se mangent entre eux, c'est normal que les gens ne se préoccupent que de leur

duira les tâches nécessaires à un niveau encore plus minuscule pour ceux qui pourraient manquer d'un tel enthousiasme.

Pas besoin d'ergoter sur le terme *travail*. Le travail salarié doit être aboli. Le travail sensé et librement choisi peut être tout aussi amusant que n'importe quelle autre forme de jeu. Notre travail actuel produit généralement des résultats pratiques, mais pas ceux que nous aurions choisis, tandis que notre temps libre, dans une grande mesure, se borne à des futilités. Avec l'abolition du salariat, le travail deviendra plus ludique, et le jeu plus actif et plus créatif. Quand les gens ne seront plus rendu fou par leur travail, ils n'exigeront plus des distractions passives et idiotes pour s'en remettre.

Je ne veux pas dire que ce soit mal de trouver agréable des divertissements insignifiants. Mais il faut reconnaître qu'une grande partie de leur attrait vient du manque d'activités plus satisfaisantes. Quelqu'un dont la vie manque d'aventure réelle peut trouver un peu d'exotisme en collectionnant des artefacts d'autre temps et d'autre lieux. Quelqu'un dont le travail est abstrait et fragmenté peut se donner beaucoup de peine pour produire effectivement un objet concret et complet, même si ce n'est rien d'autre qu'un bateau dans une bouteille. Ces hobbies et bien d'autres révèlent la persistance des élans créateurs qui s'épanouiront réellement quand on leur donnera libre cours sur une plus large échelle. Imaginez comme les gens qui aiment bricoler ou cultiver leur jardin se passionneront pour la récréation de tout leur environnement; et comme les milliers d'amateurs des chemins de fer sauteront sur l'occasion de reconstruire et de faire marcher les modèles améliorés de réseaux ferrés qui seront un des principaux moyens de réduire la circulation routière.

Quand les gens sont en butte aux soupçons et aux règlements oppressifs, il est normal qu'ils essayent de travailler aussi peu que possible. Mais une situation de liberté et de confiance mutuelle génère inversement une tendance à mettre sa fierté à faire le meilleur travail possible. Bien que certains travaux dans la nouvelle société seront plus appréciés que d'autres, les rares tâches qui sont vraiment difficiles ou désagréables attireront probablement des volontaires plus qu'il n'en faut, répondant au frisson du défi ou au besoin de reconnaissance, si non au sens des responsabilités. Même à présent, bien des gens sont heureux de contribuer à des projets louables, s'ils en ont le temps. Ils seront bien plus nombreux à le faire quand ils n'auront plus à s'inquiéter de pourvoir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Au pire, les rares tâches complètement impopulaires devront être exécutées par roulements et tirées au sort jusqu'à ce qu'elles puissent être automatisées. Ou bien il pourrait y avoir des enchères pour savoir si quelqu'un serait disposé à les réaliser, disons, pendant cinq heures la semaine au lieu du travail ordinaire de dix ou quinze heures, ou contre quelques crédits supplémentaires.

Les types non-coopératifs seront probablement si rares que le reste de la population pourra les laisser tranquilles plutôt que de prendre la peine de les contraindre à fournir leur petite quote-part de travail. À un certain niveau d'abondance, il est plus simple d'ignorer les quelques abus qui pourraient se produire plutôt que d'enrôler une armée de contrôleurs, comptables, inspecteurs, délateurs, indicateurs, gardes, gendarmes, etc. pour fourrer leur nez partout, contrôler tous les détails et punir toutes les infractions. Il n'est pas réaliste d'espérer que tout le monde soit généreux et coopératifs quand il n'y a pas grand-chose à distri-

blique contre Franco. Et la révolution hongroise de 1956 n'a pas aboli le gouvernement bureaucratique-libéral de Nagy. À considérer en outre d'autres limitations regrettables, le mouvement hongrois eu beaucoup d'aspects d'un soulèvement national contre une domination étrangère; et ce caractère de résistance nationale, quoique moins important dans la Commune, avait cependant un rôle dans ses origines. Celle-ci ne supplanta le pouvoir de Thiers que dans les limites de Paris. Et le soviet de Saint-Petersbourg en 1905 n'en vint même jamais à prendre le contrôle de la capitale. Toutes les crises citées ici comme exemples, inachevées dans leurs réalisations pratiques et même dans leurs contenus, apportèrent cependant assez de nouveautés radicales, et mirent assez gravement en échec les sociétés qu'elles affectaient, pour être légitimement qualifiées de révolution." (*I.S.* n° 12, pp. 13-14.)

3. "Les difficultés économiques des exploités n'intéressent pas les travailleurs. Si l'économie capitaliste ne supporte pas les revendications des travailleurs, raison de plus pour lutter pour une nouvelle société, où nous ayons le pouvoir de décision sur toute l'économie et sur toute la vie sociale." (Travailleurs d'aviation portugais, 27 octobre 1974.)

Chapitre 2: Préliminaires

"L'individu ne peut savoir ce qu'il est réellement avant de s'être réalisé par l'action. (...) L'intérêt qu'il trouve à quelque chose est déjà la réponse à la question de savoir s'il doit agir ou non, et comment."

—Hegel, *La phénoménologie de l'esprit*

Brèches individuelles

J'essaierai dans ce texte de répondre à quelques-unes des objections qui sont généralement opposées à l'idée d'une telle révolution. Mais aussi longtemps que ceux qui émettent les objections restent passifs, tous les arguments glisseront sur le parapluie de leur indifférence, suivant le vieux refrain: "C'est une idée sympathique, mais ce n'est pas réaliste, elle méconnaît la nature humaine, les choses ont toujours été comme ça..." Ceux qui ne réalisent pas leurs propres potentialités sont rarement capables de reconnaître celles des autres.

Pour paraphraser une vieille prière pleine de sens, il nous faut chercher à résoudre les problèmes qui sont à notre portée, avoir la patience de supporter ceux que nous ne pouvons résoudre, et la sagesse de discerner ces deux catégories. Mais il faut garder à l'esprit que ceux qui ne peuvent pas être résolus par des individus peuvent parfois être résolus collectivement. Découvrir que d'autres partagent le même problème, c'est souvent le début d'une solution.

Bien sûr, certains peuvent trouver une solution individuelle, par la thérapie ou par une pratique spirituelle, ou simplement par la décision de corriger une erreur, de se défaire d'une habitude nuisible, d'essayer quelque chose de nouveau, etc. Mais je ne m'intéresse pas ici à ces expédients individuels, quelque soit, dans certaines limites, leur utilité, mais à des moments où les gens vont vers "l'extérieur", se lancent dans des entreprises délibérément subversives.

Il y a plus de possibilités qu'on ne pourrait le penser à première vue. À partir du moment où l'on refuse de se laisser intimider, certaines sont assez simples à mettre en oeuvre. Vous pouvez commencer n'importe où. De toute

façon, il faut bien commencer quelque part — croyez-vous qu'on puisse apprendre à nager sans jamais entrer dans l'eau ?

Dans certains cas il faut un peu d'action pour trancher avec le verbiage excessif et rétablir une perspective concrète. Il ne s'agit pas forcément de quelque chose de très important. Si rien d'autre ne vient à l'esprit, même un projet assez arbitraire peut suffire à faire bouger les choses et à vous réveiller.

À d'autres moments, au contraire, il faut rompre la chaîne d'actions et de réactions compulsives, détendre l'atmosphère, créer un peu d'espace à l'abri de la cacophonie du spectacle. Presque tout le monde fait ça à un niveau ou à un autre, par simple réflexe d'autodéfense psychologique, que ce soit en pratiquant une forme de méditation, ou en se livrant à quelconque activité ayant le même résultat (cultiver son jardin, faire une promenade, aller à la pêche), ou bien simplement en s'arrêtant un instant dans la routine quotidienne pour respirer à fond, pour revenir un instant au "centre paisible". Si l'on ne ménage pas un tel espace, il est difficile d'avoir une perspective saine sur le monde, et même de rester en bonne santé mentale.

Une des méthodes que j'ai trouvées efficaces, c'est de poser les questions par écrit. L'avantage est en partie psychologique, car certains problèmes perdent leur pouvoir sur nous une fois qu'ils sont mis à plat, de manière à ce que nous puissions les considérer plus objectivement. En plus, le fait d'avoir mieux organisé nos pensées nous permet d'identifier plus clairement les facteurs et les choix possibles. Souvent, et sans même nous en rendre compte tant que nous n'avons pas essayé de les mettre sur le papier, nous essayons de raisonner avec des éléments qui

sont contradictoires.

On m'a critiqué parfois pour avoir exagéré l'importance de l'écriture. Certes, on peut régler bien des questions plus directement. Cependant, même les actions non verbales exigent de la pensée, de la discussion, et généralement de l'écriture, pour être réalisées, communiquées, débattues et corrigées d'une manière effective.

De toute façon, je ne prétends pas traiter de tous les sujets; je n'aborde que certaines questions sur lesquelles je crois avoir quelque chose à dire. Si vous pensez que j'ai omis de traiter un sujet important, pourquoi ne pas le faire vous-même?

Interventions critiques

Le fait d'écrire vous permet de mettre au point vos idées à votre rythme, sans vous inquiéter de votre habileté oratoire ou du trac. Vous pouvez exprimer une chose une fois pour toute au lieu de devoir la répéter sans cesse. S'il faut de la discrétion, un texte peut être mis en circulation anonymement. Les gens peuvent le lire à leur rythme à eux, ils peuvent s'arrêter pour y penser, y revenir pour vérifier certaines choses, le reproduire, l'adapter, le recommander à d'autres. Une discussion à haute voix peut permettre d'obtenir des réponses plus rapides et plus détaillées, mais elle peut aussi dissiper votre énergie, vous empêcher de mettre au point vos idées et de les mettre en pratique. Ceux qui se trouvent dans la même ornière que vous auront tendance à résister à vos tentatives d'y échapper, parce que votre succès serait un défi à leur propre passivité.

Parfois, le meilleur moyen de provoquer de telles personnes est simplement de les laisser en arrière pendant que vous poursuivez votre propre chemin. ("Hé! Attendez-moi!") Ou bien, vous pouvez porter le dialogue à un

stimulés par projets utiles et éducatifs s'ils n'étaient pas enfermés dans des mauvaises écoles conçues pour inculquer une obéissance passive.

Enfin, il convient de prendre en compte la grande quantité de gaspillage qui se produit y compris à l'occasion de la réalisation de travaux indiscutablement nécessaires. Les médecins et les infirmières, par exemple, consacrent une grande partie de leur temps (en plus de celui qui est consacré à remplir les formulaires d'assurances, à envoyer les factures aux clients, etc.) à essayer sans grand succès de neutraliser toutes sortes de problèmes d'origine sociale tels que les accidents du travail ou de la circulation, les indispositions psychologiques, les maladies causées par le stress, la pollution, la sous-alimentation ou les conditions insalubres, sans parler des guerres et des épidémies qui les suivent souvent — problèmes qui disparaîtront en grande partie dans une société libérée, laissant les travailleurs médicaux libres de concentrer sur la médecine préventive.

Il faut prendre aussi en considération la quantité importante de travail gaspillé *intentionnellement*: la suppression de méthodes qui allègent le travail parce qu'elles risquent au même temps de supprimer son emploi; le fait de travailler aussi lentement que possible; le sabotage des machines pour faire pression sur les patrons, ou simplement par rage ou frustration. Sans oublier les absurdités révélées par la "loi de Parkinson", selon laquelle toute tâche finit par occuper tout le temps disponible, du "principe de Peter", selon lequel chaque employé tend à s'élever à son niveau d'incompétence, et d'autres tendances semblables qui ont été moquées avec tant d'esprit par C. Northcote Parkinson et Laurence Peter.

Enfin, il faut prendre en compte la quantité de travail gaspillé qui sera

éliminée quand les produits seront faits pour durer, et non plus pour se détériorer ou se démoder de manière à ce que les gens doivent continuellement en acheter de nouveaux. Après une brève période de production intensive pour fournir des biens durables de haute qualité à tout le monde, bien des industries pourront être ramenées à des niveaux d'activité très modestes: juste assez pour renouveler ces biens et pour les améliorer de temps en temps lorsqu'on a développé une innovation vraiment utile.

À prendre en considération tous ces facteurs, il est facile de voir que dans une société organisée raisonnablement, la quantité de travail nécessaire pourrait se réduire à un ou deux jours par semaine.

La transformation du travail en jeu

Mais une réduction quantitative aussi radicale conduira à un changement qualitatif. Comme l'avait découvert Tom Sawyer, quand les gens ne sont pas obligés de travailler, même la tâche la plus banale peut paraître originale et fascinante: Le problème n'est plus comment la faire faire à des gens, mais comment satisfaire tous les volontaires. Il serait peu réaliste de s'attendre à ce que les gens travaillent à plein temps pour réaliser des tâches désagréables et dénuées de sens sans y être obligés par la surveillance ou contraints par des motivations économiques. Mais la situation sera bien différente quand il ne s'agira que de consacrer dix ou quinze heures par semaine à des tâches utiles, variées, auto-organisées, et ce de son propre gré.

De plus, une fois qu'ils se seront engagés dans des projets qui les passionnent, la plupart des gens ne voudront pas se limiter à ce minimum. Cela ré-

l'accumulation de morceaux de papier magiques permet à une personne de réclamer le "droit de propriété" d'une centaine de bâtiments pendant que d'autres doivent vivre dans la rue.

Une fois qu'on a satisfait les besoins fondamentaux, la perspective quantitative du temps de travail fera place à une perspective qualitativement nouvelle de créativité libre. Quelques amis pourront travailler avec bonheur à la construction de leur propre maison, même s'il leur faut une année pour accomplir ce qu'une équipe professionnelle aurait pu faire plus efficacement en un mois. Bien plus de jeu, d'imagination et d'amour entreront dans tels projets, et les logements qui en résulteront seront bien plus charmants, plus bigarrés et plus personnels que ce qui passe aujourd'hui pour "convenable". Ferdinand Cheval, facteur rural français du XIXe siècle, a consacré tout son temps libre pendant plusieurs décennies à la construction de son "palais idéal". Les gens comme Cheval sont habituellement qualifiés d'excentriques, mais ils ne sont exceptionnels que par le fait qu'ils continuent à exercer la créativité innée que nous avons tous, mais que nous sommes généralement persuadés de refouler à l'issue de la première enfance. Une société libérée verrait ce genre de "travail" se multiplier, projets décidés librement, qui seront si engageants que les gens ne penseront pas plus à compter leur "temps de travail" qu'il ne pensent aujourd'hui à compter les caresses amoureuses ou à essayer d'économiser sur la durée d'une danse.

L'absurdité de la plupart des emplois actuels

Il y a cinquante ans, Paul Goodman a estimé que moins que dix pour cent du travail qu'on effectuait alors suffirait à

satisfaire les besoins humains fondamentaux. Quel que soit le chiffre exact (il serait encore plus bas maintenant, bien qu'il dépende évidemment de ce qui est considéré comme besoin fondamental ou raisonnable), il est évident que la plus grande part du travail actuel est absurde et inutile. Avec l'abolition du système marchand, des centaines de millions de gens qui sont maintenant occupés à la production de marchandises superflues, ou à leur publicité, à leur emballage, à leur transport, à leur vente, à leur protection (vendeurs, commis, contremaîtres, administrateurs, banquiers, agents de change, propriétaires, chefs syndicalistes, politiciens, policiers, avocats, juges, geôliers, gardes, soldats, économistes, publicitaires, fabricants d'armes, douaniers, percepteurs, agents d'assurances, conseillers financiers, ainsi que leurs nombreux subordonnés) seront tous libérés pour partager les quelques tâches réellement nécessaires.

Ajoutez les chômeurs qui, selon un rapport récent de l'O.N.U., constituent plus que 30% de la population mondiale. Si ce chiffre semble important, c'est qu'il comprend sans doute les prisonniers, les réfugiés et bien d'autres gens qui ne sont pas ordinairement comptés dans les statistiques officielles du chômage parce qu'ils ont renoncé à chercher du travail, comme ceux que l'alcoolisme ou les drogues ont rendus incapables de travailler, ou qui sont tellement écoeurés par l'éventail des emplois possibles qu'ils consacrent toute leur énergie à esquiver le travail en recourant au crime ou à des expédients.

Ajoutez les millions de gens âgés qui aimeraient bien s'engager dans des activités dignes d'intérêt, mais qui sont maintenant relégués dans une retraite passive et ennuyeuse. Et les jeunes, voire même les enfants, qui seraient

autre niveau. Une lettre oblige et l'auteur et le destinataire à préciser leurs idées. Des copies envoyées à d'autres personnes peuvent rendre la discussion plus vivante. Une lettre ouverte attire encore plus de gens.

Si vous réussissez à créer une réaction en chaîne, à travers laquelle de plus en plus de gens en viennent à lire votre texte parce qu'ils en voient d'autres qui le lisent et le discutent avec passion, personne ne pourra plus prétendre qu'il n'a pas conscience des questions que vous avez soulevées.(1)

Supposons, par exemple, que vous critiquez un groupe parce qu'il est hiérarchique, c'est-à-dire parce qu'il permet à un chef d'avoir de l'autorité sur ses membres, ou sur des suiveurs. Une conversation privée avec un des membres ne va probablement provoquer qu'une série de réactions défensives contradictoires contre lesquelles il serait vain d'argumenter ("Non, il n'est pas vraiment notre chef... Et même s'il l'est, il n'est pas autoritaire... Et de toute façon, de quel droit est-ce que vous le critiquez?"). Mais une critique publique force les choses à venir au jour et met les gens en porte-à-faux. Tandis qu'un des membres du groupe nie que celui-ci est hiérarchique, un deuxième pourra convenir qu'il l'est, le justifiant en attribuant au chef une perspicacité supérieure; ce qui peut en amener un troisième à commencer à penser.

D'abord, fâchés parce que vous avez troublé leur petite situation douillette, le groupe va probablement serrer les rangs autour du chef et vous dénoncer pour votre "négativité" ou votre "arrogance élitiste". Mais si votre intervention a été suffisamment pénétrante, elle aura un effet à retardement. Le chef devra faire attention, parce que tout le monde est désormais plus sensible à tout ce qui pourrait sembler confirmer votre critique. Pour

essayer de vous démentir, les membres peuvent exiger que le groupe devienne plus démocratique. Et même si le groupe en question se montre inaccessible au changement, son exemple pourra servir d'illustration édifiante pour un public plus large. Certains, qui sans votre critique, auraient peut-être fait des erreurs semblables, verront plus facilement la pertinence de votre critique, ayant moins d'investissement affectif par rapport au groupe.

Il est généralement plus efficace de critiquer les institutions et les idéologies que d'attaquer des individus qui s'y trouvent impliqués. Pas seulement parce que la machine est plus importante que ses pièces remplaçables, mais aussi parce que cette tactique permet aux individus de sauver la face en se dissociant de la machine.

Mais vous aurez beau agir avec beaucoup de tact, presque n'importe quelle critique significative provoquera des réactions défensives irrationnelles, s'appuyant sur l'une ou l'autre de ces idéologies en vogue qui prétendent démontrer l'impossibilité de toute approche rationnelle des problèmes sociaux, et cela pourra aller jusqu'aux attaques personnelles. La raison est dénoncée comme froide et abstraite par les démagogues qui trouvent plus facile de jouer sur les sentiments, la théorie est méprisée au nom de la pratique, etc.

La théorie contre l'idéologie

Théoriser, ce n'est rien d'autre que d'essayer de comprendre ce que l'on fait. Nous sommes tous des théoriciens chaque fois que nous discutons honnêtement de ce qui est arrivé, chaque fois que nous essayons de distinguer entre ce qui est significatif et ce qui ne l'est pas, de réfuter les explications fallacieuses, de distinguer ce qui a

marché et ce qui n'a pas marché, de façon à faire mieux la prochaine fois. La théorie radicale, cela consiste simplement à parler ou à écrire à plus de gens, sur des questions plus générales, dans des termes plus abstraits (c'est-à-dire qui seront d'une application plus étendue). Même ceux qui prétendent rejeter la théorie élaborent, eux aussi, des théories; seulement, ils le font inconsciemment et un peu n'importe comment, et donc avec plus d'erreurs.

La théorie sans les détails est creuse, mais les détails sans la théorie sont aveugles. La pratique met la théorie à l'épreuve, mais la théorie inspire aussi la pratique.

La théorie radicale n'a rien à respecter et rien à perdre. Elle se critique elle-même aussi bien que toute autre chose. Ce n'est pas un acte de foi, mais une généralisation provisoire que les gens doivent continuellement vérifier et corriger par eux-mêmes, une simplification pratique indispensable pour se coltiner avec les complexités de la réalité.

Mais il faut se garder d'une simplification excessive. Toute théorie peut se transformer en idéologie, se figer en dogme, être déformée à des fins hiérarchiques. Une idéologie sophistiquée peut être relativement juste à certains égards, mais ce qui la distingue d'une théorie, c'est qu'elle n'a pas un rapport dynamique à la pratique. La théorie, c'est quand vous avez des idées; l'idéologie, c'est quand les idées vous ont. "Cherchez la simplicité, et méfiez-vous d'elle."

Éviter les faux choix, élucider les véritables choix

Il faut admettre qu'il n'y a pas de truc infaillible, qu'il n'y a pas de tactique radicale qui soit toujours opportune. Une démarche réaliste en cas de ré-

volte collective ne sera peut-être pas un choix judicieux pour un individu isolé. Dans certaines situations urgentes il peut être nécessaire d'exhorter les gens à s'engager dans une action précise. Mais dans la plupart des cas il vaut mieux se borner à l'élucidation des facteurs pertinents que les gens doivent prendre en compte pour prendre leurs propres décisions. (Si je me permets parfois, dans ces lignes, de dispenser des conseils, ce n'est que par commodité d'expression. "Faites cela" doit se lire: "Dans certaines circonstances, ce serait peut-être une bonne idée de faire ça.")

Une analyse sociale n'a pas forcément besoin d'être longue ni détaillée. Le seul fait de "diviser un en deux" (signaler des tendances contradictoires dans un phénomène, un groupe ou une idéologie) ou de "fusionner deux en un" (révéler un point commun entre deux choses apparemment différentes) peut être utile, surtout si on le communique à ceux qui sont concernés le plus directement. Nous disposons déjà de largement assez d'informations sur la plupart des sujets. Il s'agit d'en trancher la surabondance pour révéler l'essentiel. À partir de là, d'autres gens, par exemple ceux qui connaissent les choses de l'intérieur, seront incités à entreprendre des enquêtes plus minutieuses, si c'est nécessaire.

Face à une question donnée, la première tâche est de déterminer s'il s'agit bien d'une seule question. Il est impossible d'avoir une discussion significative sur le "marxisme", sur "la violence" ou sur "la technologie", par exemple, sans distinguer les diverses significations qui sont réunies sous de telles étiquettes.

D'autre part, il peut parfois être aussi utile de raisonner à partir d'une grande catégorie abstraite et de montrer ses tendances prédominantes, même si un

res. Les conseils pourraient établir des prix fixes pour certains produits de luxe, tout en laissant d'autres suivre l'offre et la demande. À mesure qu'un produit de luxe se fera plus abondant, son prix baissera, jusqu'à ce qu'il devienne éventuellement gratuit. Les biens pourront passer d'un état à un autre selon les conditions matérielles et les préférences des communautés.

Ce sont seulement quelques-uns des possibles.(4) En expérimentant par diverses méthodes, les gens apprendront par eux-mêmes quelles sont les formes de propriété, d'échange et de comptabilité qui sont nécessaires.

De toute façon, les problèmes "économiques" qui subsisteront, s'il y en a, ne seront pas graves, parce que les limitations imposées par la rareté ne s'appliqueront qu'au secteur des produits "de luxe" non-essentiels. Le libre accès universel à la nourriture, à l'habillement, au logement, à l'éducation, aux services publics, aux services médicaux, aux facilités culturelles et aux moyens de transport et de communication, tout cela peut être réalisé presque immédiatement dans les régions industrialisées et dans un délai assez court dans les régions moins développées. Beaucoup de ces choses existent déjà, et il ne s'agit que de les rendre disponibles plus largement et plus équitablement. Ce qui manque encore pourra être produit facilement dès que l'énergie sociale sera détournée des entreprises irrationnelles qui la monopolisent aujourd'hui.

Prenons par exemple la question du logement. Les activistes antiguerre ont constaté fréquemment que l'on pourrait loger convenablement toute la population mondiale pour un prix inférieur à celui de la consommation militaire mondiale de quelques semaines. Ils envisagent sans doute des habitations assez minimales. Mais si la quantité d'énergie gaspillée actuellement

par les gens pour gagner l'argent qui sert à enrichir les propriétaires et les spéculateurs immobiliers était détournée vers la construction d'habitations nouvelles, tout le monde pourrait bientôt être logé d'une façon vraiment très convenable.

Pour commencer, la plupart des gens pourront continuer à vivre dans leurs résidences actuelles et se consacrer à trouver des logements pour les sans-abri. Des hôtels et des immeubles de bureaux seront occupés. Certaines propriétés vraiment extravagantes seront réquisitionnées et transformées en logements, parcs, jardins potagers communaux, etc. Ceux qui possèdent des propriétés relativement spacieuses pourraient proposer de loger temporairement les sans-abri tout en les aidant à construire leurs propres habitations, ne serait-ce que pour détourner le ressentiment qui pourrait les atteindre.

L'étape suivante serait d'améliorer et d'égaliser la qualité des logements. En cette matière, comme en d'autre, il ne s'agira pas d'aboutir à une uniformité rigide ("tout le monde doit avoir un logement avec telles spécifications"), mais de parier sur l'esprit général de l'équité qui se développera chez les gens, les problèmes se réglant de manière flexible, un par un. Si quelqu'un pense qu'il n'a pas reçu sa juste part, il peut faire appel à la communauté qui, si son grief n'est pas complètement extravagant, se mettra probablement en quatre pour le réparer. Il faudra trouver des compromis quant aux questions concernant le droit de vivre, et pour combien de temps, dans les régions le plus attrayantes, qui pourraient se répartir par tirage au sort, ou être loués aux plus offrants par des enchères de crédits. De tels problèmes ne seront peut-être pas résolus à la satisfaction complète de tous, mais ils seront certainement réglés bien plus équitablement que dans un système où

problèmes, mais seulement qu'il y en aura beaucoup moins qu'à présent, où les gens qui se trouvent en bas d'une échelle sociale absurde sont durement punis de leur efforts rudimentaires pour s'en échapper, tandis que ceux d'en haut pillent la planète en toute impunité.

La barbarie du système pénal actuel n'est surpassée que par sa stupidité. On a montré souvent que les punitions draconiennes n'ont en fin de compte aucun effet notable sur le taux de criminalité, qui est directement lié aux niveaux de pauvreté et de chômage ainsi qu'à des facteurs moins quantifiables mais tout aussi évidents comme le racisme, la destruction des communautés urbaines et l'aliénation générale produite par le système spectaculaire-marchand. La menace de passer des années en prison, qui pourrait avoir un puissant effet préventif sur quelqu'un qui mène une vie satisfaisante, ne signifie presque rien pour ceux qui n'ont pas d'autres véritables choix. Il n'est pas très intelligent, sous prétexte de faire des économies, de casser des programmes sociaux qui sont déjà lamentablement insuffisants, tout en remplissant les prisons avec des condamnés à perpétuité dont la détention reviendra à presque un million de dollars chacun. Mais comme tant d'autres politiques sociales irrationnelles, cette tendance persiste parce qu'elle est rencontre de puissants intérêts.(3)

L'abolition de l'argent

Une société libérée doit abolir toute l'économie monétaire-marchande. Continuer à accepter la validité de l'argent reviendrait à accepter la perpétuation de la domination de ceux qui l'avaient accumulé auparavant ou qui possèdent le savoir-faire requis pour le réaccumuler après une répartition radicale. Pour certaines fins, et pour un

certain temps encore, on aura encore besoin de formes alternatives de "comptes économiques", mais leur étendue sera soigneusement limitée et aura tendance à diminuer, au fur et à mesure que l'abondance matérielle et le développement de la coopération sociale les rendra moins nécessaire.

Une société post-révolutionnaire pourrait avoir une organisation économique à trois étages, quelque chose dans ce genre:

1) Certain biens et services de base seront librement disponibles pour tout le monde sans aucune comptabilité.

2) D'autres seront également gratuits, mais seulement en quantités limitées, ils seront rationnés.

3) D'autres encore, classés "de luxe", seront disponibles contre des "crédits".

À la différence de l'argent, les crédits ne pourront servir à se procurer que certains biens spécifiés, et ne s'appliqueront pas à la propriété communautaire de base telle que la terre, les services publics ou les moyens de production. En plus, ils auront probablement une date de péremption pour en limiter l'accumulation.

Une telle organisation sera assez flexible. Pendant la période de transition la quantité de biens gratuits sera probablement minime — juste assez pour que chacun puisse se débrouiller —, la plupart des biens exigeant des crédits que l'on peut gagner par son travail. Avec le temps, de moins en moins de travail sera nécessaire et de plus en plus de biens seront disponibles gratuitement — la proportion étant toujours déterminée par les conseils. Des crédits pourraient être distribués également à tous, chaque personne en recevant périodiquement une certaine quantité. D'autres pourraient servir à rémunérer certains travaux dangereux ou désagréables pour lesquels il n'y a pas assez de volontai-

tel type idéal n'existe pas réellement. La brochure situationniste *De la misère en milieu étudiant*, par exemple, présente une énumération cinglante des bêtises et des prétentions de "l'étudiant". Évidemment tous les étudiants n'ont pas tous ces défauts, mais le stéréotype rend possible une critique systématique des tendances générales. Et en soulignant les qualités que partagent la plupart des étudiants, la brochure met implicitement ceux qui prétendraient être des exceptions au défi d'en faire la démonstration. On peut dire la même chose à propos de la critique du "pro-situ" par Debord et Sanguinetti dans *La véritable scission dans l'Internationale*, une rebuffade provocatrice des suiveurs qui est peut-être unique dans l'histoire des mouvements radicaux.

"On demande à tous leur avis sur tous les détails pour mieux leur interdire d'en avoir sur la totalité" (Vaneigem). Bien des questions sont si "poisseuses" que celui qui accepte d'y répondre finit inéluctablement par être embringué dans des faux choix. Le fait que deux partis soient en lutte, par exemple, n'implique pas que vous deviez soutenir l'une ou l'autre. Si vous ne pouvez rien faire pour régler un problème, mieux vaut le reconnaître clairement et passer à d'autres choses qui présentent des possibilités pratiques.(2)

Si vous vous décidez quand même à choisir le moindre de deux maux, reconnaissez qu'il s'agit d'un moindre mal. N'ajoutez pas à la confusion en magnifiant votre choix ou en diffamant l'ennemi. Au contraire, il vaut mieux se faire l'avocat du diable et neutraliser le délire polémique compulsif en examinant calmement les points forts de la position opposée et les points faibles de la vôtre. "Erreur très populaire: Avoir le courage de ses opinions; il s'agit plutôt d'avoir le courage d'attaquer

ses opinions!" (Nietzsche).

Essayez de joindre l'humilité à l'audace. Souvenez-vous que s'il vous arrive d'accomplir quelque chose d'important, c'est grâce aux efforts accomplis précédemment par de nombreuses autres personnes, dont beaucoup ont fait face à des horreurs qui nous auraient fait sombrer et capituler si nous y avions été confrontés. Mais par ailleurs, n'oubliez pas que ce que vous dites peut faire la différence.

Puisque il n'y a plus d'obstacle matériel à la réalisation d'une société sans classes, le problème se ramène essentiellement à une question de conscience: Le seul obstacle réel est l'inconscience des gens quant à leur pouvoir collectif potentiel (la répression matérielle n'est efficace contre les minorités radicales qu'aussi longtemps que le conditionnement social continue à maintenir le reste de la population dans la docilité). La pratique radicale est donc en grande partie *négative*: Il s'agit d'attaquer les formes diverses de la fausse conscience qui empêchent les gens de réaliser, aux deux sens du terme, leurs potentialités positives.

Le style insurrectionnel

Par ignorance, on a souvent reproché cette négativité à Marx et aux situationnistes, parce qu'ils se sont concentrés principalement sur la clarification critique en évitant délibérément de promouvoir une idéologie positive à laquelle des gens pourraient se raccrocher passivement. Ainsi, parce que Marx a montré comment le capitalisme réduit notre vie à une foire d'empoigne économique, les apologistes "idéalistes" de cette condition ont le culot de l'accuser, lui, d'avoir "réduit la vie aux questions matérielles", comme si tout l'intérêt de l'oeuvre de Marx n'était pas de nous aider à dépasser notre esclavage économique pour que

nos potentialités créatrices puissent reflleurir. "Exiger que le peuple renonce aux illusions concernant sa propre situation, c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. (...) La critique arrache les fleurs imaginaires qui couvrent la chaîne, non pas pour que l'homme continue à supporter la chaîne sans fantaisie ni consolation, mais pour qu'il rejette la chaîne et cueille la fleur vivante" ("Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel").

Le seul fait d'exprimer une question clé avec précision a souvent un effet étonnamment puissant. Exposer les choses au grand jour oblige les gens à cesser de se protéger et à prendre une position nette. Tout comme le boucher adroit de la fable taoïste, qui n'avait jamais besoin d'aiguiser son couteau parce qu'il découpait toujours dans le sens de la fibre, la polarisation radicale la plus efficace ne vient pas de la protestation stridente, mais plutôt de la révélation des divisions qui existent déjà, de l'élucidation des tendances, des contradictions et des choix possibles. Une grande partie de l'impact des situationnistes découlait du fait qu'ils exprimaient clairement des choses que la plupart des gens avaient déjà vécues mais qu'ils étaient incapables d'exprimer, ou qu'ils n'osaient pas exprimer, tant que quelqu'un d'autre n'avait pas commencé à le faire ("nos idées sont dans toutes les têtes").

Si néanmoins quelques textes situationnistes semblent d'un abord difficile, c'est parce que leur structure dialectique va à l'encontre de notre conditionnement. Quand ce conditionnement est brisé, ils ne semblent plus si obscurs -- ils furent la source de quelques-uns des graffiti les plus généralement appréciés en Mai 1968. Bien des spectateurs universitaires se sont acharnés sans succès pour ramener à une formulation unique, qui serait

"scientifiquement conséquentes", les diverses définitions "contradictoires" du spectacle dans *La Société du Spectacle*. Mais celui qui s'engage dans la contestation effective de cette société trouvera tout à fait clair et utile l'examen de la société du spectacle mené par Debord sous des angles divers, et il finira par apprécier le fait que celui-ci ne se perd jamais dans des inanités académiques ou des protestations aussi solennelles qu'inutiles.

La méthode dialectique qui va de Hegel et Marx jusqu'aux situationnistes n'est pas une formule magique pour débiter des prédictions correctes, c'est un outil pour se mettre en prise avec les processus dynamiques des transformations sociales. Elle nous rappelle que les concepts sociaux ne sont pas éternels, qu'ils comprennent leur propre contradiction, qu'ils réagissent entre eux et se transforment réciproquement, même en leurs contraires; que ce qui est vrai ou progressiste dans une situation peut devenir faux ou régressif dans une autre.(3)

Un texte radical peut exiger qu'on l'étudie soigneusement, mais toute nouvelle lecture apporte des nouvelles découvertes. Même si un tel texte n'influence directement que très peu de gens, il les influence souvent si profondément qu'un bon nombre d'entre eux finissent par en influencer d'autres à leur tour de la même manière, ce qui conduit à une réaction en chaîne qualitative. Le langage non dialectique de la propagande gauchiste se comprend plus facilement, mais son effet est généralement superficiel et éphémère. Comme il ne propose aucun défi, il finit rapidement par ennuyer même les spectateurs abrutis auxquels il était destiné.

Comme l'a dit Debord dans son dernier film, ceux qui le trouvent trop difficile doivent se désoler plutôt de leur propre ignorance et de leur propre pas-

justes. Mais toute autre forme d'organisation sociale garantie que quelqu'un d'autre prendra les décisions en leur place.

L'élimination des racines de la guerre et du crime

L'abolition du capitalisme éliminera les conflits d'intérêts qui servent actuellement comme prétexte à l'État. La plupart des guerres actuelles se basent en définitive sur des conflits économiques. Même quand il s'agit d'antagonismes prétendument ethniques, religieux ou idéologiques, une grande part des motivations réelles provient de la concurrence économique, ou des frustrations psychologiques qui sont liées en définitive à la répression politique et économique. Tant que règne la concurrence désespérée, il est facile de manipuler les gens pour qu'ils retournent à leurs communautés traditionnelles et se disputent à propos de différences culturelles qui leur sembleraient sans intérêt s'ils vivaient dans des conditions plus aisées. La guerre génère bien plus de travail, d'épreuves et de risques que n'importe quelle forme d'activité constructive, et des gens qui auront des véritables possibilités de jouir de l'existence auront bien des choses plus intéressantes à faire.

Il en va de même pour le crime. Si l'on met de côté les "crimes" sans victime, la grande majorité d'entre eux sont liés directement ou indirectement à l'argent et perdront donc toute signification avec l'abolition du système marchand. Les communautés seront alors libre d'expérimenter différents moyens pour venir à bout des rares actions antisociales qui pourraient encore se produire.

Il y en a de toutes sortes. Les personnes intéressées pourraient plaider leur cause devant la communauté lo-

cale ou devant un "jury" tiré au sort, qui s'efforcera de trouver les solutions les plus conciliatrices et rédemptrices. Une personne reconnue coupable pourrait être "condamnée" à une sorte de service social — non pas à une sale besogne rendue intentionnellement désagréable et humiliante sous le commandement de petits sadiques, ce qui ne produit qu'un surcroît de colère et de ressentiment, mais à des projets valables et potentiellement stimulants qui pourraient l'amener à des activités plus saines (la restauration écologique, par exemple). Il resterait peut-être quelques psychotiques incorrigibles qu'il faudrait détenir humainement d'une façon ou d'une autre, mais de tels cas deviendraient de plus en plus rares, la prolifération actuelle de la violence "gratuite" n'étant qu'une réaction normale à l'aliénation sociale, qui permet à ceux qui ne sont pas traités en personnes réelles d'obtenir au moins l'amère satisfaction d'être reconnus comme des menaces réelles. L'ostracisme exercera un effet préventif simple et efficace: le voyou qui se moque de la menace de la punition, qui ne fait que le renforcer dans son machisme, sera dissuadé bien plus efficacement s'il sait que tout le monde se montrera froid envers lui. Dans les rares cas où cela se révélerait insuffisant, la variété des cultures pourrait faire du bannissement une solution praticable: un type violent qui troublerait constamment une communauté tranquille pourrait très bien s'intégrer dans une région plus agitée comme le Far West — ou il risque de subir des représailles plus sévères.

Ce sont seulement quelques-unes des possibilités existantes. Les hommes libérés trouveront sans aucun doute des solutions plus créatives, plus efficaces et plus humaines que celles que nous pouvons imaginer à présent. Je ne prétends pas qu'il n'y aura pas de

Les gens pourront prendre part à une gamme d'activités beaucoup plus large qu'aujourd'hui, mais il ne sera pas nécessaire que chacun tienne toujours à tour de rôle et tous les postes. Si quelqu'un a un penchant ou le chic pour une certaine tâche, les autres seront probablement contents de lui permettre de s'y livrer autant qu'il le souhaite — à moins que quelqu'un d'autre ne veuille lui aussi tenter le coup. Les "spécialisations indépendantes" (à savoir le contrôle monopoliste des informations ou des techniques essentielles) seront abolies; des spécialisations ouvertes et non dominatrices fleuriront. Comme aujourd'hui, les gens solliciteront l'avis de personnes plus informées s'ils en ressentent le besoin (bien qu'ils seront toujours encouragés à se livrer à leurs propres investigations s'ils se méfient). Ils seront également libres de se soumettre volontairement comme étudiants à un enseignant, comme apprentis à un maître, comme joueurs à un entraîneur ou comme interprètes à un metteur en scène — restant tout aussi libres de cesser la relation à tout instant. Dans certaines activités, telles que la chanson populaire en chœur, n'importe qui peut se mettre immédiatement de la partie. D'autres, comme l'interprétation d'un concerto classique, peuvent exiger une formation rigoureuse et une direction cohérente, certaines personnes jouant les rôles principaux, d'autres des rôles secondaires, d'autres encore étant heureux de seulement écouter. La critique situationniste du spectacle est la critique d'une tendance excessive de la société actuelle, elle n'implique pas que tout le monde doive être un "participant actif" vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Mis à part le domaine des soins nécessaires pour les handicapés mentaux, la seule hiérarchie forte inévitable sera celle qui s'impose dans l'édu-

cation des enfants tant qu'ils ne sont pas capables de s'occuper de leurs propres affaires. Mais dans un monde plus sain et plus sûr, on pourra donner aux enfants bien plus de liberté et d'autonomie qu'aujourd'hui. En ce qui concerne l'ouverture d'esprit envers les nouvelles possibilités ludiques de la vie, les adultes apprendront peut-être autant de choses des enfants qu'inversement. Ici comme ailleurs, la règle générale sera de laisser les gens trouver leur place: Une petite fille de dix ans qui participe à un projet pourrait avoir la même voix au chapitre que les participants adultes, tandis qu'un adulte non-participant n'en aura aucune.

L'autogestion n'exige pas que tout le monde ait du génie, mais seulement que la plupart des gens ne soient pas de parfaits imbéciles. C'est plutôt le système actuel qui met en avant des exigences irréalistes, en faisant comme si les gens qu'il imbécillise systématiquement étaient capables de choisir entre les programmes des politiciens rivaux ou entre les prétentions publicitaires des marchandises rivales, ou de s'engager dans des activités aussi délicates, risquées et lourdes de conséquences que celle d'élever un enfant ou de conduire une voiture sur une autoroute encombrée. Avec le dépassement de toutes les fausses questions politiques et économiques actuelles qui sont sciemment maintenues dans un état d'incompréhensibilité, la plupart des questions pratiques se révéleront finalement assez simples.

Quand les gens auront pour la première fois l'occasion d'être maîtres de leur vie, ils feront sans aucun doute beaucoup d'erreurs. Mais ils les découvriront et les corrigeront bientôt parce que, contrairement aux hiérarques, ils n'auront aucun intérêt à les dissimuler. L'autogestion ne garantit pas que les gens prendront toujours les décisions

sivité, et des écoles et de la société qui les ont faits ainsi, plutôt que de se plaindre de son obscurité. Ceux qui n'ont pas l'initiative de relire des textes essentiels, ou de faire eux-mêmes un peu d'exploration ou d'expérimentation, ont peu de chances d'accomplir quoi que ce soit. même si quelqu'un d'autre leur mûche le travail.

Le cinéma radical

Debord est en fait pratiquement la seule personne à avoir fait un usage véritablement dialectique et antispectaculaire du cinéma. Les soi-disant cinéastes radicaux ont beau se référer, pour la forme, à la "distanciation" brechtienne — c'est-à-dire à l'idée d'inciter les spectateurs à penser et à agir par eux-mêmes plutôt que de se laisser entraîner à l'identification passive avec le héros ou avec l'intrigue —, la plupart des films radicaux sont toujours faits pour ménager les spectateurs imbéciles. Peu à peu le crétin de protagoniste "découvre l'oppression" et "se radicalise" au point qu'il est prêt à devenir un partisan fervent des politiciens "progressistes" ou un militant fidèle d'un groupe gauchiste bureaucratique. La distanciation se limite à quelque truc pour la forme qui ne sert qu'à permettre au spectateur de penser: "Ah! Voilà du Brecht! Que ce cinéaste est ingénieux! Et moi aussi pour avoir su le reconnaître!" En fait le message radical du film est généralement si banal que presque tous ceux qui ont l'idée d'aller le voir en premier, le connaissent déjà. Mais le spectateur a l'impression flatteuse que le film pourrait éventuellement amener *d'autres gens* à son niveau de conscience radicale.

Si le spectateur ressent quand même quelque inquiétude quant à la qualité de ce qu'il consomme, cette inquiétude sera apaisée par les critiques, dont la

fonction principale est de trouver des interprétations profondes et radicales pour presque n'importe quel film. Comme dans l'histoire des habits neufs de l'Empereur, personne n'avouera qu'il n'avait pas conscience de ces supposées significations avant d'en être informées, de peur de passer pour moins sophistiqué que les autres spectateurs.

Certains films peuvent aider à révéler une condition déplorable ou à apporter un peu de compréhension à l'expérience d'une situation radicale. Mais il n'y a pas beaucoup d'intérêt à présenter des images d'une lutte si ni les images, ni la lutte ne sont critiquées. Des spectateurs se plaignent parfois de ce qu'un film représente inexactly une catégorie sociale quelconque (les femmes, par exemple). Ils ont peut-être raison, dans la mesure où le film reproduit des stéréotypes. Mais l'alternative qui est généralement sous-tendue — à savoir, que le cinéaste "aurait dû plutôt présenter des images de femmes luttant contre l'oppression" — est dans la plupart des cas tout aussi fautive. Les femmes (tout comme les hommes, ou comme n'importe quelle autre catégorie opprimée) ont été généralement passives et soumises, voilà précisément le problème auquel nous devons faire face. Se conformer à la suffisance des gens en leur présentant des spectacles d'un héroïsme radical triomphal, ne fait que renforcer cet esclavage.

Le ludisme

Compter sur les conditions oppressives pour radicaliser les gens est une erreur, et il est inadmissible de les aggraver intentionnellement pour accélérer ce processus. Certes, la répression de certains projets radicaux peut révéler incidemment l'absurdité de l'ordre régnant, mais de tels projets doivent

être valables en eux-mêmes, et ils perdent leur crédibilité s'ils ne sont que des prétextes destinés à provoquer la répression. Même dans les milieux les plus "privilegiés" il y a déjà largement plus qu'assez de problèmes, nous n'avons pas à en ajouter. Il s'agit plutôt de révéler le *contraste* entre les conditions actuelles et les *possibilités* actuelles, de donner aux gens un avant-goût suffisant de la vie réelle pour qu'ils en veuillent plus.

Les gauchistes pensent qu'il faut généralement beaucoup de simplification, d'exagération et de répétition pour contrebalancer la propagande en faveur de l'ordre régnant. Cela revient à dire qu'on pourrait rétablir un boxeur qui a été mis KO par un crochet du droit en lui assénant un crochet du gauche.

On n'élève pas la conscience des gens en les ensevelissant sous une avalanche d'histoires affreuses, ni même sous une avalanche d'informations. Des informations qui ne sont ni assimilées ni utilisées d'une manière critique sont vite oubliées. Tout comme la santé physique, la santé mentale exige un équilibre entre ce que nous absorbons et ce que nous en faisons. Il faut sans doute obliger parfois des gens suffisants à regarder en face une atrocité qu'ils avaient ignorée, mais même dans ce cas, le fait de rabâcher toujours la même chose *ad nauseam* n'aboutit généralement qu'à les pousser à se réfugier dans des spectacles moins ennuyeux et moins déprimants.

Une des choses qui nous empêchent de comprendre notre situation, c'est le spectacle du bonheur apparent d'autrui, qui nous fait percevoir notre propre malheur comme le signe d'un échec honteux. Mais inversement, un spectacle de misère omniprésent nous empêche de reconnaître nos potentialités positives. La production permanente d'idées délirantes et la représen-

tation d'atrocités écoeurantes nous paralyse, nous transforme en paranoïaques et en cyniques compulsifs.

La propagande stridente des gauchistes, qui se fixe d'une manière obsessive sur le caractère insidieux et répugnant des "opresseurs", alimente ce délire, elle parle au côté le plus morbide et le plus mesquin des gens. Si nous nous laissons aller à ruminer nos maux, si nous laissons pénétrer la maladie et la laideur de cette société jusque dans notre révolte contre celle-ci, alors nous oublions le but de notre lutte et finissons par perdre jusqu'à la simple capacité d'aimer, de créer, et de prendre du plaisir.

Le meilleur "art radical" possède une certaine ambiguïté. S'il attaque l'aliénation de la vie moderne, il nous rappelle en même temps des potentialités poétiques qui y sont celées. Plutôt que de renforcer notre tendance à nous apitoyer complaisamment sur nous-même, il nous stimule, il nous permet de rire de nos peines aussi bien que des sottises des forces de "l'ordre". On pense, par exemple, à quelques-unes des vieilles chansons ou bandes dessinées de l'IWW, même si l'idéologie de IWW sent maintenant un peu le moisi, ou bien, aux chansons ironiques et aigre-douces de Brecht et Weill. L'hilarité du *Brave soldat Schweik* est probablement un antidote contre la guerre plus efficace que la sempiternelle protestation morale du tract pacifiste typique.

Rien ne sape mieux l'autorité que de la tourner en ridicule. L'argument le plus décisif contre un régime répressif, ce n'est pas qu'il soit mauvais, mais qu'il soit bête. Les protagonistes du roman *La violence et la dérision* d'Albert Cossery, qui vivent sous un régime dictatorial au Moyen-Orient, couvrent les murs de la capitale d'affiches d'apparence officielle qui chantent les louanges du dictateur d'une manière tellement grotesque que celui-ci de-

unions interminables jusqu'à l'épuisement de toute l'opposition. Rejetant avec une délicatesse ostentatoire les conseils ouvriers et tout ce qui est entaché d'une apparence de coercition, ils finissent habituellement par se contenter de projets consensuels qui sont bien moins radicaux.

Il est facile de stigmatiser les défauts des conseils ouvriers du passé, qui, après tout, n'étaient que des improvisations hâtives de gens engagés dans des luttes désespérées. Mais si ces tentatives éphémères n'étaient pas des modèles parfaits à imiter aveuglément, ils représentent néanmoins une avancée dans la bonne direction. L'article de Riesel sur les conseils (*I.S.* n° 12) examine les limitations de ces vieux mouvements, et souligne à juste titre que le pouvoir des conseils doit être compris comme la souveraineté des assemblées générales toutes entières et non pas seulement des conseils des délégués qu'ils ont élus. Certains groupes d'ouvriers radicaux en Espagne, voulant éviter toute ambiguïté sur ce point, se sont qualifiés d'"assembléistes" plutôt que de "conseillistes". Un des tracts du C.M.D.O. précise les traits essentiels de la démocratie conseilliste:

- La dissolution de tout pouvoir extérieur;
- La démocratie directe et totale;
- L'unification pratique de la décision et de l'exécution;
- Le délégué révocable à tout instant par ses mandants;
- L'abolition de la hiérarchie et des spécialisations indépendantes;
- La gestion et la transformation conscientes de toutes les conditions de la vie libérée;
- La participation créative permanente des masses;
- L'extension et la coordination internationalistes.

Dès que ces traits sont reconnus et réalisés, peu importe que la nouvelle forme d'organisation sociale s'appelle "anarchie", "communalisme", "anarchisme communiste", "communisme conseilliste", "communisme libertaire", "socialisme libertaire", "démocratie participative" ou "autogestion généralisée", et que ses divers composants s'appellent "conseils ouvriers", "conseils anti-travail", "conseils révolutionnaires", "assemblées révolutionnaires", "assemblées populaires", "comités populaires", "communes", "collectifs", "kibboutz", "bolos", "motes", "groupes d'affinité" ou n'importe quoi d'autre. Le terme "autogestion généralisée", s'il n'est certes pas très exaltant, a l'avantage de s'appliquer à la fois au moyen et au but, tout en étant dégagé des connotations trompeuses que comportent des termes comme "anarchie" ou "communisme".

De toute façon il faut se rappeler que l'organisation formelle à grande échelle sera l'exception. La plupart des questions locales se régleront directement et sans cérémonie. Les individus ou les petits groupes se mettront tout simplement à faire tout ce qui leur semble opportun ("adhocratie"). La décision majoritaire ne sera qu'un *dernier ressort* pour les cas, de plus en plus rares, où il n'y aura pas d'autre solution.

Une société non-hiérarchique ne signifie pas que, par magie, tout le monde devienne talentueux au même degré ou doive participer également à tout. Elle signifie que les hiérarchies *fondées et renforcées matériellement* auront été abolies. Certes les différences de capacités diminueront dès lors que tout le monde sera encouragé à développer ses propres potentialités. Mais ce qui importe, c'est que les différences qui subsisteront ne se traduiront plus en distinctions de richesse ou de pouvoir.

semblée se réunit à nouveau, il y a une discussion en règle, enfin suivie d'un vote à mains levées. Si les deux partis se tiennent de près, la question est une fois de plus ajournée pour plus ample discussion. Si le vote est net, on demande à la minorité si elle consent à se rallier à l'opinion générale, ce qui souvent, que dis-je? ce qui le plus communément, est le cas. Si elle refuse, la question est mise en discussion une troisième fois, et si alors la minorité n'a pas augmenté de façon appréciable, elle se rallie invariablement; quoique je crois bien me rappeler qu'il existe une loi à demi oubliée, d'après laquelle elle peut pousser l'affaire encore plus loin. Mais je vous l'ai dit, ce qui arrive toujours, c'est qu'elle se laisse convaincre, non pas peut-être de la fausseté de son opinion, mais de l'impossibilité qu'il y a de la faire adopter par la communauté, ni par la persuasion, ni par la force.

Notez que ce qui simplifie énormément les choses dans de tels cas, c'est qu'il n'y a plus d'intérêts économiques contradictoires — personne n'a ni les moyens ni les raisons de suborner ou d'embobiner des gens pour qu'ils votent d'une façon ou d'une autre, parce qu'il lui arriverait de posséder beaucoup d'argent, ou des médias, ou une compagnie de construction, ou un terrain aux alentours d'un emplacement proposé. En l'absence de tels intérêts en jeu, les gens tendront vers la coopération et le compromis, ne serait-ce que pour apaiser les adversaires et se rendre la vie plus facile. Certaines communautés adopteront des dispositions explicites pour satisfaire les minorités (par exemple, si, au lieu de seulement voter "contre" une proposition, 20% expriment une "objection ardente", elle doit être soutenue par 60% pour passer). Mais il est peu probable que l'un ou l'autre des partis en présence abusent de tels pouvoirs for-

mels, de peur d'être traité de la même façon quand les situations sont renversées. En ce qui concerne les conflits inconciliables qui pourraient subsister, la solution se trouve dans la grande diversité des cultures: Si des gens qui préfèrent les ponts de fer se trouvent constamment mis en minorité par des "artisanalistes" à la Morris, ils pourront toujours déménager dans une communauté voisine où prévalent des goûts plus proches de leurs.

Privilégier à tout prix la règle de l'unanimité n'a de sens que si une question n'est pas urgente et si le nombre de personnes concernées est limité. L'unanimité est rarement possible entre un grand nombre de gens. Il est absurde, au nom de la peur d'une éventuelle tyrannie majoritaire, de soutenir le droit d'une minorité à entraver continuellement la majorité; ou d'imaginer que de tels problèmes disparaîtront si nous "évitons toute structure".

Comme l'a signalé un article bien connu publié il y a un certain nombre d'années ("The Tyranny of Structurelessness" de Jo Freeman), il n'y a pas de groupe sans structure, il n'y a que des structures différentes. Un groupe "non-structuré" finit généralement par être dominé par une clique qui, elle, a bien une structure. Les membres inorganisés n'ont aucun moyen de contrôler une telle élite, surtout quand ils se réclament d'une idéologie antiautoritaire qui les empêche d'en reconnaître l'existence.

À défaut de reconnaître la décision majoritaire comme recours alternatif dans le cas où on ne peut parvenir à l'unanimité, les anarchistes et les consensistes se révèlent souvent incapables de prendre des décisions pratiques, sauf en suivant les chefs de facto qui savent manoeuvrer les gens pour parvenir à l'unanimité, ne serait-ce que par leur capacité à supporter des ré-

vient la risée de tout le monde et se sent finalement obligé de démissionner. Les farceurs de Cossery sont apolitiques, et leur succès est sans doute trop beau pour être vrai, mais on a vu des parodies un peu semblables employées dans de buts plus radicaux. (Voir le coup de Li I-Che, mentionné dans l'article "Un groupe radical à Hong Kong".) Dans les manifestations des années 70 en Italie, les Indiens métropolitains, inspirés peut-être par le premier chapitre de *Sylvie et Bruno* de Lewis Carroll: "Moins de pain! Plus d'impôts!", ont scandé des slogans tels que "Le pouvoir aux patrons!" et "Plus de travail! Moins de salaire!" L'ironie était évidente pour tout le monde, mais il était difficile de l'écarter en la mettant dans une case.

L'humour est un antidote salutaire contre toutes les orthodoxies, de gauche comme de droite. Il est très contagieux et il nous rappelle la nécessité de ne pas nous prendre trop au sérieux. Mais il peut aussi devenir une simple soupape de sûreté, en cantonnant l'insatisfaction dans un cynisme passif et facile, et la société spectaculaire récupère facilement les réactions délirantes contre ses aspects les plus délirants. Ceux qui font de la satire ont souvent un rapport amour-haine avec leurs cibles, et on ne peut plus distinguer les parodies de ce qu'elles parodient, ce qui donne l'impression que toutes choses sont également bizarres et dépourvues de sens, et que la perspective est sans espoir.

Dans une société fondée sur la confusion maintenue artificiellement, la première tâche est de ne pas en rajouter. La tactique qui consiste à semer la perturbation et le chaos n'engendre habituellement que la contrariété ou la panique, entraînant les gens à soutenir les mesures gouvernementales énergiques qui apparaîtraient nécessaires au rétablissement de l'ordre. Une inter-

vention radicale peut sembler d'abord bizarre et incompréhensible, mais si elle a été pensée avec assez de lucidité, elle sera vite comprise.

Le scandale de Strasbourg

Imaginez que vous soyez à Strasbourg l'automne 1966, à la rentrée solennelle de l'Université. Avec les étudiants, les professeurs et les invités de marque, vous entrez dans une grande salle pour écouter un discours du Général De Gaulle. Une petite brochure se trouve sur chaque fauteuil. Un programme? Non, c'est quelque chose sur "la misère en milieu étudiant". Vous l'ouvrez négligemment et commencez à lire: "Nous pouvons affirmer sans grand risque de nous tromper que l'étudiant en France est, après le policier et le prêtre, l'être le plus universellement méprisé..." Vous regardez autour de vous. Tout le monde la lit, les réactions vont de la perplexité ou de l'amusement jusqu'à la colère. Qui sont les responsables? D'après la page de couverture, cette brochure serait publiée par la section strasbourgeoise de l'Union Nationale des Étudiants de France, mais on y voit également une référence à une "Internationale Situationniste"...

Ce qui a distingué le scandale de Strasbourg des habituelles frasques estudiantines, ou des farces confuses et confusionnistes de groupes comme les Yippies, c'est que sa forme scandaleuse communiquait un contenu également scandaleux. Dans un temps où l'on proclamait que les étudiants étaient le secteur le plus radical de la société, ce texte fut le seul qui ait replacé les choses sous leur vrai jour. Mais les misères particulières des étudiants n'étaient qu'un point de départ fortuit. On pourrait, et on devrait, écrire des textes aussi cinglants sur les

misères de tous les autres secteurs de la société (de préférence, ce sont ceux qui les connaissent de l'intérieur qui devraient les écrire). On a connu quelques tentatives, mais il n'y a pas de comparaison possible avec la lucidité et la cohérence de la brochure situationniste, si concise et pourtant si complète, si provocante et si juste, et qui avance si méthodiquement à partir d'une situation particulière vers des développements toujours plus généraux, que le chapitre final présente le résumé le plus concis qui soit du projet révolutionnaire moderne. (Il y a plusieurs éditions de cette brochure; voir aussi l'article dans *I.S.* n° 11, pp. 23-31.)

Les situationnistes n'ont jamais prétendu avoir provoqué Mai 1968 à eux tout seuls. Comme ils l'ont bien dit, ils n'ont prévu ni la date ni le lieu de la révolte, mais seulement le contenu. Cependant, sans le scandale de Strasbourg et l'agitation ultérieure du groupe des Enragés influencé par l'I.S. (et dont le Mouvement du 22 mars n'était qu'une imitation tardive et confuse), la révolte aurait pu ne jamais se produire. Il n'y avait aucune crise économique ou de gouvernement, aucune guerre, aucun antagonisme racial ne perturbait le pays, ni rien d'autre qui aurait pu favoriser une telle révolte. Il y avait des luttes ouvrières plus radicales en Italie et en Angleterre, des luttes étudiantes plus militantes en Allemagne et au Japon, des mouvements contre-culturels plus répandus aux États-Unis et en Hollande. Mais c'est seulement en France qu'il y avait une perspective qui les liait tous ensemble.

Il faut distinguer les interventions délibérées, comme le scandale de Strasbourg, non seulement des actions perturbatrices confusionnistes, mais également des révélations purement spectaculaires. Tant que les critiques

de la société se limitent à contester tel ou tel détail, le rapport spectacle-spectateur se reconstituera continuellement: Si ces critiques réussissent à discréditer les dirigeants politiques existants, ils risquent de devenir eux-mêmes des nouvelles vedettes (Ralph Nader, Noam Chomsky, etc.) sur lesquelles comptent des spectateurs légèrement plus avertis pour obtenir un flot continu d'informations-choc, à partir desquelles il est bien rare qu'ils engagent aucune action. Les révélations anodines encouragent les spectateurs à applaudir telle ou telle faction dans les luttes de pouvoir intragouvernementales. Les révélations les plus sensationnelles alimentent leur curiosité morbide, les entraînant à consommer plus d'articles, d'actualités et de docudrames, et à entrer dans des débats interminables sur les diverses théories qui attribuent tous les troubles à des conspirations. La plupart de ces théories ne sont évidemment que des expressions délirantes du manque de sens historique critique qui est produit par le spectacle moderne, des tentatives désespérées de trouver un sens cohérent dans une société toujours plus incohérente et plus absurde. En tout cas, tant que les choses restent sur le terrain spectaculaire, il importe peu que de telles théories soient vraies ou non: *Ceux qui regardent toujours pour savoir ce qui va suivre ne parviennent jamais à influencer les événements en quoi que ce soit.*

Certaines révélations sont plus intéressantes parce qu'elles permettent d'aborder des questions importantes d'une manière qui entraîne beaucoup de gens dans le jeu. Un bel exemple est le scandale des "Espions pour la paix" en Angleterre en 1963, à travers lequel quelques inconnus ont rendu public l'emplacement d'un abri antiatomique ultra-secret réservé aux membres du gouvernement. Et alors que le

les soumettront aussi souvent que possible au roulement. Pour certaines fins ils imiteront peut-être les anciens Athéniens en les désignant par tirage au sort, de telle manière à éliminer les concours de popularité ou la conclusion de marchés. Quand il s'agit des questions qui exigent des compétences techniques, ils garderont l'oeil sur les experts jusqu'à ce que les connaissances nécessaires soient plus répandues ou que les techniques en question soient simplifiées ou dépassées. Des observateurs sceptiques seront désignés pour donner l'alarme au premier signe de fourberie. Un spécialiste qui donne de faux renseignements sera vite démasqué, et il sera discrédité publiquement. Le moindre soupçon d'un complot hiérarchique ou d'une pratique exploiteuse ou monopolisante entraînera une protestation générale et sera éliminée par l'ostracisme, la confiscation, la répression physique ou tout autre moyen qui s'avèrera nécessaire.

Ceux qui s'inquiètent des abus éventuels peuvent toujours recourir à ces moyens de sauvegarde et à d'autres, mais je doute qu'il y en aura souvent besoin. Quand il s'agit de questions importantes, les gens peuvent mettre en place toute sorte de surveillances ou de contrôles, s'ils estiment que c'est nécessaire. Mais dans la plupart des cas ils laisseront probablement à leurs délégués une assez grande liberté pour exercer leur propre jugement et leur propre créativité.

L'autogestion généralisée évite à la fois les formes hiérarchiques de la gauche traditionnelle et les formes les plus simplistes de l'anarchisme. Elle n'est liée à aucune idéologie, pas même une idéologie "antiautoritaire". S'il s'avère qu'un problème exige une compétence spécialisée ou une mesure d'autorité, les personnes intéressées le découvriront bientôt et prendront toutes les

mesures qui *leur* semblent convenables, sans s'inquiéter de savoir si ces mesures auraient reçu l'approbation des dogmatistes radicaux d'aujourd'hui. S'agissant de fonctions non controversées, ils pourront trouver plus commode de désigner des spécialistes pour des durées indéterminées, ne les renvoyant que dans le cas fort improbable où ils abuseraient de leur position. Dans certaines situations d'urgence où il est nécessaire de prendre des décisions rapides et qualifiées (la lutte anti-incendie, par exemple), ils accorderont naturellement temporairement aux personnes désignées tout le pouvoir et l'autorité qui seront nécessaires.

Consensus, décision majoritaire et hiérarchies inévitables

Mais de tels cas resteront exceptionnels. Autant que possible, la règle générale sera le consensus, et au besoin la décision majoritaire. Un personnage de *Nouvelles de nulle part* de William Morris (une des utopies les plus raisonnables, charmantes, insouciantes et réalistes qui soit) donne l'exemple de la question du remplacement éventuel d'un pont de fer par un pont de pierre. On la propose au "Mote" (assemblée des habitants). S'il y a un consensus net sur le principe, les gens discutent pour savoir comment s'y prendre.

Mais si quelques-uns des habitants désapprouvent, s'ils estiment que le méchant pont de fer peut encore servir un peu et s'ils ne veulent pas se donner l'embarras d'en construire un autre pour le moment, on ne passe pas au vote cette fois-là, on renvoie le débat officiel jusqu'à la prochaine assemblée. Cependant, les arguments pour et contre circulent, certains d'entre eux sont imprimés, si bien que tout le monde est au courant; et quand l'as-

terventions et la rapidité des décisions. Ceux qui allaient droit aux faits étaient souvent délégués, tandis que ceux qui ne débitaient que du vent ne recevaient que des huées pour avoir gaspillé le temps des gens.

Quelques garanties contre les abus

Quand il s'agit de questions plus compliquées, on peut élire des comités pour examiner les différentes possibilités et présenter aux assemblées les implications et les conséquences des différents plans proposés. Dès qu'un plan est adopté, des comités plus petits peuvent continuer à contrôler les développements de l'affaire pour avertir les assemblées de tout nouveau facteur significatif qui pourrait rendre une modification opportune. Pour régler les questions controversées, les gens peuvent former plusieurs comités reflétant des perspectives opposées (pro-technologiste et antitechnologiste, par exemple) de manière à faciliter la formulation de diverses solutions et des points de vue dissidents. Comme toujours, les délégués n'imposeront aucune décision (sauf sur l'organisation de leur propre travail) et seront révoqués et soumis à rotation pour s'assurer qu'ils fassent du bon travail et que leurs responsabilités ne leur montent pas à la tête. Leur travail sera soumis à l'examen minutieux du public et les décisions finales reviendront toujours aux assemblées.

L'informatique et la télécommunication modernes permettront à n'importe qui de vérifier à n'importe quel moment les données et les projections avancées et de communiquer ses propres propositions. Malgré le battage publicitaire actuel, ces technologies ne favorisent pas automatiquement la participation démocratique. Mais elles en ont la potentialité, si elles sont

adaptées convenablement et mises sous contrôle populaire.(2)

Les télécommunications rendront aussi les délégués moins nécessaires qu'ils ne l'étaient dans les mouvements radicaux du passé, quand ils servaient en grande partie de simples messagers porteurs d'informations. Des propositions diverses pourront être diffusées et discutées à l'avance, et pour les questions vraiment importantes, il sera possible d'organiser un duplex entre une réunion de délégués et les assemblées locales, pour permettre à celles-ci de confirmer, de modifier ou de rejeter immédiatement les décisions des délégués.

Mais si les questions ne sont pas particulièrement controversées, les mandats seront probablement assez libres. Étant parvenue à une décision d'ordre général (par exemple, "ce bâtiment doit être aménagé en garderie"), une assemblée pourra se limiter à demander des volontaires ou élire un comité pour la mettre en oeuvre, sans forcément exercer un contrôle rigoureux.

Des puristes désoeuvrés peuvent toujours se figurer les abus éventuels. "Ah! Qui sait quelles subtiles manoeuvres élitistes ces délégués et spécialistes technocratiques vont réussir à mettre en oeuvre!" Il n'en est pas moins vrai qu'un grand nombre de gens ne peuvent surveiller directement tout les détails à tout instant. Aucune société ne peut éviter de compter à un degré ou à un autre sur la bonne volonté et le bon sens. Il faut seulement reconnaître que les abus sont bien plus difficiles sous le régime de l'autogestion généralisée que dans n'importe quelle autre forme d'organisation sociale.

Les gens qui ont été assez autonomes pour inaugurer une société autogérée seront naturellement vigilants par rapport au retour de la hiérarchie. Ils veilleront sur la manière dont leurs délégués exécutent leurs mandats, et

gouvernement menaçait de poursuivre en justice toute personne qui propagerait ce "secret d'État" déjà connu par tout le monde, il était divulgué malicieusement par des milliers de groupes et d'individus, qui ont également découvert et envahi d'autres abris secrets. La sottise du gouvernement et la folie du spectacle de la guerre nucléaire ne sont pas seulement devenues évidentes à tout le monde, mais la réaction en chaîne humaine spontanée a fourni l'avant-goût d'une potentialité sociale toute différente.

Misère de la politique électorale

"Depuis 1814, aucun gouvernement libéral n'était arrivé au pouvoir sans violences. Cánovas était trop lucide pour ne pas voir les inconvénients et les dangers que cela présentait. Il prit donc ses dispositions pour permettre aux libéraux de remplacer régulièrement les conservateurs au gouvernement. Il adopta la tactique suivante: démissionner chaque fois que menaçait une crise économique ou une grève importante et laisser aux libéraux le soin de résoudre le problème. Voilà pourquoi la plupart des mesures de répression votées par la suite, dans le courant du siècle, le furent par ces derniers."

—Gerald Brenan, *Le labyrinthe espagnol*

Le meilleur argument en faveur de la politique électorale radicale fût énoncé par Eugène Debs, le leader socialiste américain, qui a récolté presque un million de votes à l'élection présidentielle de 1920 alors qu'il était en prison pour s'être opposé à la Première Guerre mondiale: "Si le peuple n'est pas suffisamment avisé pour savoir pour qui il doit voter, il ne saura pas sur qui il faut tirer." Mais pendant la

révolution allemande de 1918-1919, les travailleurs restèrent dans la confusion sur la question de savoir sur qui il fallait tirer, à cause de la présence au gouvernement des dirigeants "socialistes" qui travaillaient à plein temps pour réprimer la révolution.

En lui-même, le choix de voter ou de ne pas voter n'a pas une grande signification, et ceux qui font grand cas de l'abstention ne révèlent que leur propre fétichisme. Le problème, c'est que le fait de prendre le vote au sérieux tend à entretenir les gens dans une dépendance où ils se reposent sur autrui pour agir à leur place, ce qui les détourne de possibilités plus significatives. Les rares personnes qui prennent une initiative créative (les premiers *sit-ins* pour les droits civiques, par exemple) obtinrent finalement des résultats beaucoup plus importants que s'ils avaient consacré leur énergie à soutenir un politicien qui serait le moindre de deux maux. Les législateurs font rarement autre chose que ce qu'ils ont été contraints de faire sous la pression des mouvements populaires. Un régime conservateur cède souvent plus sous la pression des mouvements radicaux indépendants que ne l'aurait fait un régime progressiste qui sait qu'il peut compter sur le soutien des radicaux. Si les gens se rallient immanquablement au moindre mal, tout ce qu'il faudra aux dirigeants dans n'importe quelle situation qui menace leur pouvoir, c'est d'invoquer la menace de n'importe quel mal plus grand.

Même dans le cas rare où un politicien "radical" a une chance réelle de gagner une élection, tous les efforts fastidieux consentis par des milliers de gens lors de la campagne électorale peuvent être fichus à l'eau en un seul instant à cause d'un simple scandale concernant la vie privée du candidat, ou bien parce que celui-ci a dit par mégarde quelque chose d'intelligent. S'il

réussit, malgré tout, à éviter ces pièges, et si la victoire paraît possible, il éludera de plus en plus les questions délicates, de peur de contrarier des électeurs indécis. Et si enfin il est élu, il est bien rare qu'il se trouve en position de réaliser les réformes qu'il a promises, sauf peut-être après des années de manigances avec ses nouveaux collègues. Ce qui lui donne une bonne excuse pour faire toutes les compromissions nécessaires afin de se maintenir en place aussi longtemps que possible. Frayant avec les riches et les puissants, il développe des intérêts et des goûts nouveaux qu'il justifie en se disant qu'il mérite quelques petits bénéfices après avoir travaillé pour la bonne cause pendant tant d'années. Enfin, et c'est le plus grave, s'il réussit à faire passer finalement quelques mesures "progressistes", ce succès exceptionnel et dans la plupart des cas insignifiant est invoqué à l'appui de l'efficacité de la politique électorale, ce qui incitera encore plus de gens à gaspiller leur énergie dans les campagnes à venir.

Comme l'a dit un des graffiti de Mai 1968: "Il est douloureux de subir ses chefs, il est encore plus bête de les choisir."

Les référendums sur des questions précises permettent d'éviter le problème de la versatilité des hommes politiques. Mais en général le résultat est également négatif, parce que dans la plupart des cas les questions sont posées d'une manière simpliste, et parce qu'un projet de loi qui menace des intérêts puissants peut toujours être neutralisé par l'influence de l'argent et des médias.

Les élections locales donnent parfois aux gens une meilleure chance d'influer sur les politiques, au moins sur des questions pratiques, et elles permettent de tenir plus facilement à l'oeil les fonctionnaires élus. Mais même la

communauté la plus éclairée ne peut se protéger de la détérioration du reste du monde. Si une ville réussit à conserver des traits culturels ou écologiques désirables, ces avantages mêmes vont l'exposer à des pressions économiques de plus en plus fortes. Le fait d'avoir placé les valeurs humaines au-dessus des valeurs économiques finira par faire augmenter considérablement ces dernières (il y aura plus des gens qui voudront y investir ou s'y installer). Tôt ou tard cet accroissement des valeurs économiques vaincra les valeurs humaines: Les politiques locales sont annulées par des cours supérieures ou par des gouvernements nationaux, on met beaucoup d'argent dans les élections municipales, des fonctionnaires municipaux sont subornés, des quartiers résidentiels sont démolis pour faire place aux autoroutes et aux gratte-ciel, les loyers montent en flèche, ce qui oblige les classes pauvres à déménager (notamment les diverses ethnies et les artistes bohèmes qui avaient contribué à l'animation et au charme original de la ville). Et à la fin, rien ne subsiste de l'ancienne communauté, sauf quelques sites isolés d'"intérêt historique" destinés aux touristes.

Réformes et institutions alternatives

"Agir localement" peut cependant être un bon point de départ. Les gens qui pensent que la situation mondiale est incompréhensible et sans espoir peuvent saisir l'occasion d'agir effectivement sur des situations locales précises. Des organisations de quartier, des coopératives, des *switchboards* (centres pour l'échange de renseignements pratiques divers), des groupes qui se réunissent régulièrement pour étudier et discuter un texte ou une question quelconque, des écoles alter-

prévoir avec certitude quant à la société nouvelle, c'est qu'elle sera *bien plus diversifiée* que ce que tel ou tel individu peut l'imaginer. Les différentes communautés seront l'expression de toute sorte de goûts — esthétiques ou scientifiques, mystiques ou rationalistes, *high-tech* ou néo-primitifs, solitaires ou communautaires, industriels ou paresseux, spartiates ou épicuriens, traditionnels ou expérimentaux —, évoluant continuellement en toutes sortes de nouvelles et imprévisibles combinaisons.(1)

Décentralisation et coordination

Il y aura une forte tendance à la décentralisation et à l'autonomie locale. Les petites communautés favorisent les habitudes de coopération, facilitent la démocratie directe et rendent possible une expérimentation sociale plus riche. Si une expérience locale échoue, cela ne nuira qu'à un petit groupe (et d'autres peuvent l'aider). Si elle réussit, elle sera imitée et l'amélioration se diffusera. Et un système décentralisé est moins vulnérable aux accidents ou au sabotage. Quoique ce dernier danger sera probablement négligeable: Une société libérée aura bien moins d'ennemis que la société actuelle qui les produit en masse et en permanence.

Mais la décentralisation peut aussi favoriser le contrôle hiérarchique en isolant les gens les uns des autres. Et il y a certaines choses qui sont plus faciles à organiser sur une grande échelle. Une seule grande aciérie est plus efficace et plus écologique qu'une petite fonderie dans chaque ville. Le capitalisme a eu tendance à trop centraliser dans certains domaines où davantage de diversité et d'autarcie auraient été plus raisonnables, mais la concurrence irrationnelle qu'il a favorisée a aussi

fragmenté bien des choses qu'il sera plus raisonnable de standardiser ou de centraliser. Comme l'a dit Paul Goodman dans *People or Personnel* (ouvrage plein d'exemples intéressants sur les avantages et les désavantages de la décentralisation dans différents contextes), où, quand et à quel degré décentraliser sont des questions empiriques qui nécessiteront d'expérimenter. À peu près tout ce qu'on peut dire, c'est que la nouvelle société va probablement décentraliser autant que possible, mais sans en faire un fétiche. Des petits groupes ou des communautés locales peuvent presque tout régler. Les conseils régionaux ou mondiaux limiteront leur intervention à des questions de grande portée et à celles qu'il vaut mieux traiter sur une grande échelle pour des raisons d'efficacité, telles que la restauration écologique, l'exploration spatiale, le règlement des conflits, la lutte contre les épidémies, la coordination de la production, de la distribution, du transport et de la communication au niveau mondial, et le maintien de certaines activités spécialisées (hôpitaux de pointe ou centres de recherches, par exemple).

On dit souvent que même si la démocratie directe marchait assez bien dans l'assemblée municipale ou la section de quartier d'autrefois, l'étendue et la complexité des sociétés modernes la rendent désormais impossible. Quand il s'agit de millions de gens, comment peuvent-ils exprimer chacun leur propre opinion sur chaque question ?

Ils n'en ont pas besoin. La plupart des questions pratiques se ramènent en définitive à un nombre limité de choix, et une fois que ces choix ont été explicités et que les arguments ont été exposés, on peut parvenir à une décision sans plus de cérémonies. Les observateurs des soviets de 1905 et des conseils ouvriers hongrois de 1956 étaient frappés par la brièveté des in-

de faire le plan détaillé d'une société libérée, mais les gens doivent avoir une idée de sa nature et de sa faisabilité. La croyance qu'il n'y a pas d'alternative pratique au présent système contribue à entretenir la résignation.

Les spéculations utopiques peuvent nous aider à nous libérer de l'habitude qui consiste à considérer le statu quo comme inévitable, nous faire penser à ce que nous voulons réellement et à ce qui est possible. Ce qui les rend "utopiques" au sens péjoratif qu'ont employé Marx et Engels, c'est le fait qu'elles ne prennent pas en considération les conditions présentes. On n'y trouve généralement aucune indication sérieuse sur la manière dont nous pourrions parvenir à cette utopie en partant des conditions présentes. Ne tenant aucun compte des pouvoirs répressifs et des capacités de récupération du système, les auteurs utopistes n'envisagent généralement que quelques changements cumulatifs simplistes, imaginant que la multiplication des communautés utopiques ou la propagation des idées utopistes va entraîner la participation d'un nombre croissant de personnes, et que cela aboutira rapidement à l'effondrement de l'ancien système.

J'espère que ce texte a donné des idées plus réalistes sur le processus par lequel une nouvelle société peut advenir. Quoi qu'il en soit, je vais maintenant faire un saut dans l'avenir pour faire moi aussi quelques spéculations.

Pour simplifier, admettons qu'une révolution victorieuse se soit propagée partout dans le monde, et sans provoquer trop de destruction d'infrastructures essentielles, de sorte que nous n'aurions plus besoin de prendre en considération les problèmes de guerres civiles, la menace des interventions extérieures, les confusions semées par la désinformation ou les retards causés

par d'importantes reconstructions d'urgence, et que nous puissions examiner quelques-unes des questions qui se présenteraient probablement dans une société fondamentalement transformée.

Bien que, pour la clarté de l'exposé, j'emploie souvent le futur au lieu du conditionnel, les perspectives que je présente dans ce texte ne sont que des possibilités à envisager, et non des prescriptions ou des prédictions. Si jamais une telle révolution arrive, quelques années d'expérimentation populaire changeront tant des variables que même les prédictions les plus hardies sembleront peu imaginatives et ridiculement timides. Nous ne pouvons au mieux que tâcher d'envisager les problèmes qui se poseront à nous tout au début, et quelques-unes des tendances principales qui se manifesteront dans les développements ultérieurs. Mais plus nous aurons exploré d'hypothèses, mieux nous serons préparés pour faire face aux nouvelles possibilités et moins nous risquerons de retourner inconsciemment aux habitudes anciennes.

En réalité, la plupart des utopies ne pèchent pas par extravagance, mais par étroitesse, se limitant le plus souvent à une projection monolithique des marottes de l'auteur. Comme l'a remarqué Marie-Louise Berneri dans la meilleure étude existante sur ce sujet (*Journey Through Utopia*), "toutes les utopies sont, bien sûr, l'expression de préférences personnelles, mais leurs auteurs ont généralement la vanité de supposer qu'on doit donner force de loi à leurs goûts personnels. Si ce sont des lève-tôt, tous les membres de leur communauté imaginaire devront se lever à quatre heures du matin; s'ils n'aiment pas le maquillage, son emploi sera considéré comme un crime; si ce sont des maris jaloux, l'adultère sera puni de mort."

Mais s'il y a une chose qu'on peut

natives, des centres médico-sociaux bénévoles, des théâtres communautaires, des journaux de quartier, des stations de radio ou de télévision où les gens peuvent s'exprimer et participer, et bien d'autres institutions alternatives, toutes ces initiatives sont valables en elles-mêmes, et si elles sont suffisamment participatives elles peuvent déboucher sur des mouvements d'une plus grande envergure. Et même si elles ne durent pas, elles peuvent servir de base pour l'expérimentation radicale.

Mais il y a des limites à tout ça. Le capitalisme pouvait se développer graduellement à l'intérieur de la société féodale, de sorte que quand la révolution capitaliste s'est défait des derniers vestiges du féodalisme, la plupart des mécanismes du nouvel ordre bourgeois étaient déjà bien établis. Par contre, une révolution anticapitaliste ne peut construire véritablement une nouvelle société "à l'intérieur de la coquille de l'ancienne". Le capitalisme est beaucoup plus flexible et plus omnipénétrant que ne l'était le féodalisme, et il tend à récupérer toute organisation qui s'oppose à lui.

Au XIXe siècle, les théoriciens radicaux pouvaient trouver encore assez de vestiges des formes communalistes traditionnelles pour imaginer qu'une fois éliminée la superstructure exploiteuse, on pourrait les ranimer et les développer pour constituer la base d'une nouvelle société. Mais la pénétration mondiale du capitalisme spectaculaire a détruit pratiquement toutes les formes de contrôle populaire et d'interaction humaine directe. Même les tentatives les plus récentes de la contre-culture des années 60 sont depuis longtemps intégrées au système. Les coopératives, les métiers artisanaux, l'agriculture biologique et d'autres entreprises marginales peuvent bien produire des denrées d'une meil-

leure qualité, et avec des meilleures conditions de travail, ces biens doivent toujours se transformer en marchandises sur le marché. Les rares tentatives de ce genre qui réussissent tendent à se transformer en entreprises ordinaires dont les membres originels se transforment graduellement en propriétaires ou en directeurs vis-à-vis des travailleurs qui sont arrivés par la suite, et ils doivent s'occuper de toutes sortes de questions commerciales et bureaucratiques routinières qui n'ont rien à faire avec le projet de "préparer la voie pour une nouvelle société".

Plus une institution alternative dure, plus elle tend à perdre son caractère volontaire, spontané, bénévole et expérimental. Le personnel permanent et rémunéré trouve son intérêt dans le statu quo et évite les questions délicates, de crainte de choquer la clientèle ou de perdre ses subventions. Les institutions alternatives ont également tendance à prendre une trop grande part du temps libre des gens, et à les embourber dans les tâches routinières qui les privent de l'énergie et de l'imagination qui leurs seraient nécessaires pour faire face aux questions plus générales. Après une brève période participative, la plupart des gens s'y ennuient et laissent le travail aux âmes consciencieuses ou aux gauchistes qui essayent de faire une démonstration idéologique. Entendre dire que des gens ont constitué des organisations de quartier, etc., peut sembler formidable. Mais en réalité, à moins qu'il n'y ait une situation d'urgence, il est en général assez ennuyeux d'assister à des réunions interminables pour écouter les doléances de ses voisins, ou de s'engager sur divers projets guère passionnants.

Au nom du réalisme, les réformistes se bornent à poursuivre des objectifs "réalistes". Mais même quand ils réussissent à obtenir quelques petites amé-

liorations du système, celles-ci sont le plus souvent annulées par d'autres modifications à d'autres niveaux. Cela ne veut pas dire que les réformes ne représentent aucun intérêt, mais simplement qu'elles ne suffisent pas. Il faut continuer à combattre des maux particuliers, mais il faut comprendre que le système continuera à en engendrer des maux nouveaux tant que nous n'y aurons pas mis fin. Croire qu'une série de réformes mènera finalement à une transformation qualitative, c'est comme penser qu'on pourrait traverser un fossé de dix mètres en faisant une série de sauts d'un mètre chacun.

Les gens ont tendance à croire que parce qu'une révolution implique un changement beaucoup plus important qu'une réforme, la première est plus difficile à mettre en oeuvre que la seconde. En réalité, à terme, une révolution peut être plus facile, parce qu'elle tranche nombre de petits problèmes et provoque un enthousiasme beaucoup plus grand. Arrivé à un certain point, il vaut mieux prendre un nouveau départ, plutôt que de s'obstiner à replâtrer une structure pourrie.

En attendant, jusqu'à ce qu'une situation révolutionnaire nous permette d'être vraiment constructifs, le mieux que nous puissions faire c'est d'entreprendre des *négations créatives*, c'est-à-dire de nous appliquer principalement aux clarifications critiques, laissant les gens poursuivre les projets positifs qui les attirent, mais sans entretenir l'illusion qu'une nouvelle société pourra être "bâtie" par l'accumulation graduelle de tels projets.

Les projets purement négatifs (par exemple, l'abolition des lois contre l'usage des drogues, ou contre les rapports sexuels entre adultes consentants, ou d'autres "crimes sans victimes") ont l'avantage de la simplicité. Ils profitent à presque tout le monde (sauf à ce duo symbiotique, le crime

organisé et l'industrie anti-crime) et une fois qu'ils sont réalisés ils n'exigent presque aucun travail de suivi. En revanche, ils fournissent peu d'occasions pour la participation créative.

Les meilleurs projets sont ceux qui ont une valeur en soi, tout en permettant de mettre en question un aspect fondamental du système, qui donnent aux gens l'occasion de participer aux questions importantes en fonction de leurs intérêts, tout en ouvrant des perspectives plus radicales.

Moins intéressant, mais qui vaut quand même la peine, la revendication de meilleures conditions de vie ou de droits égaux. Même si ces projets ne sont pas très participatifs, ils peuvent supprimer des obstacles à la participation.

Les moins valables, ce sont les luttes à somme nulle, où une amélioration dans un domaine provoque une aggravation dans un autre.

Même dans ce dernier cas, il ne s'agit pas de dire aux gens ce qu'ils doivent faire, mais de leur faire prendre conscience de ce qu'ils font. Si certains agitent une question dans un but de recrutement, il convient de dévoiler leurs mobiles manipulateurs. S'ils croient qu'ils contribuent à une transformation radicale, il peut être utile de leur montrer comment ce qu'ils font finit par renforcer le système, et de quelle manière. Mais s'ils s'intéressent réellement à leur projet, qu'ils le poursuivent!

Même si nous nous trouvons en désaccord avec certaines priorités (par exemple, avec leur choix de collecter des fonds pour soutenir l'opéra, alors qu'il y a beaucoup de gens qui vivent dans la rue), nous devons nous méfier de toute stratégie qui ne s'adresse qu'aux sentiments de culpabilité. Pas seulement parce que ce genre d'appel n'a généralement qu'un effet négligeable, mais parce que ce moralisme ré-

la peine d'être lus, *Enseignement de la révolution espagnole* [ancienne édition: *Leçons de la Révolution Espagnole*] de Vernon Richards, *To Remember Spain* de Murray Bookchin, *Le labyrinthe espagnole* de Gerald Brenan, *The Anarchist Collectives* de Sam Dolgoff, *Un anarchiste espagnol: Durruti* [ancienne édition: *Durruti: le peuple en armes*] d'Abel Paz, et *Histoire du P.O.U.M.* de Victor Alba.

[Le livre de Dolgoff est une anthologie d'extraits des écrits d'Augustin Souchy, Gaston Leval, José Pierats, etc. Pour les francophones on pourrait ajouter *Guerre de classes en Espagne* de Camillo Berneri et *Ceux de Barcelone* de H.E. Kaminski.]

stupide. Ces conditions disparaîtront et la nature humaine changera. La seule chose qu'on sache vraiment sur la nature humaine, c'est qu'elle se transforme. Le changement est le seul prédicat qu'on puisse lui affecter. Les systèmes qui échouent sont ceux qui reposent sur la permanence de la nature humaine, au lieu de parier sur son développement et sur son progrès."

—Oscar Wilde, *L'âme humaine sous le socialisme*

Les utopistes n'envisagent pas la diversité post-révolutionnaire

Chapitre 4: Renaissance

"On objectera certainement que le projet qui est présenté dans ces pages est tout à fait impraticable, et va à l'encontre de la nature humaine. C'est parfaitement vrai. Il est impraticable et il va à l'encontre de la nature humaine. C'est bien pourquoi il mérite d'être mis en oeuvre, et c'est bien pourquoi on le propose. Car qu'est-ce qu'un projet praticable? Un projet praticable est soit un projet déjà réalisé, soit un projet qui pourrait être réalisé dans les conditions existantes. Mais ce sont précisément ces conditions existantes qu'on trouve inadmissibles; de sorte que tout projet compatible avec ces conditions est mauvais et

Pour Marx, il était présomptueux d'essayer de prédire la manière dont les gens vivraient dans une société libérée. "De toutes façons, ce sera l'affaire de ces gens-là, dans la société communiste, de savoir si, quand, comment ils le feront et quels moyens ils emploieront dans ce but. Je ne me considère pas comme compétent pour leur faire des propositions ou pour leur donner des conseils là-dessus. Ces gens-là seront bien aussi intelligents que nous" (lettre à Kautsky, 1 février 1881). Son humilité sous ce rapport fait raison des accusations de ceux qui le qualifient d'arrogant et d'autoritaire, mais qui n'hésitent pas à projeter leurs propres fantasmes en déclamant de manière péremptoire sur ce qu'une telle société doit ou ne doit pas être.

Toutefois, il faut reconnaître que si Marx avait été un peu plus explicite sur ce qu'il envisageait, il aurait été d'autant plus difficile pour les bureaucrates staliniens de prétendre réaliser ses idées. Il n'est ni possible ni nécessaire

gène.” (Associated Press, 23 septembre 1979.)

10. “Le soir du 10 novembre, alors que l’état-major était encore à Spa, un groupe de sept soldats se présente au quartier général. Ils sont le “comité exécutif” du Conseil de tous les soldats auprès du quartier général. Leurs revendications ne sont pas complètement claires, mais ils s’attendent évidemment à jouer un rôle dans le commandement de l’armée en retraite. Au minimum, ils veulent le droit de contresigner les ordres du haut commandement pour s’assurer que l’armée ne soit pas utilisée dans un but contre-révolutionnaire. Les sept soldats sont reçus courtoisement par le lieutenant-colonel Wilhelm von Faupel, qui s’est soigneusement préparé pour l’occasion. (...) Faupel conduit les délégués dans la salle des cartes du quartier général. Tout est exposé sur une grande carte murale: Le complexe énorme de routes, chemins de fer, ponts, gares de triage, pipelines, postes de commandement et dépôts d’approvisionnement — entrelacement de lignes rouges, vertes, bleues, noires convergeant dans des embouteillages aux principaux ponts du Rhin. (...) Faupel se retourne vers eux. L’état-major, dit-il, n’a aucune objection aux Conseils de soldats, mais il demande à ses interlocuteurs s’ils se sentent assez compétents pour diriger l’évacuation générale de l’armée allemande à travers ces lignes de communication. (...) Les soldats, déconcertés, regardent avec inquiétude la carte immense. L’un d’eux admet que cela n’était pas ce qu’ils avaient en tête, et que ‘ces affaires-là peuvent bien être laissées aux officiers’. Ils finissent presque par supplier les officiers de conserver le commandement. (...) Chaque fois qu’une délégation d’un Conseil de soldats se présentait au quartier général, le lieutenant-colonel Faupel était rappelé

pour rejouer la même comédie. Elle remportait toujours le même succès.” (Richard Watt, *The Kings Depart: Versailles and the German Revolution.*)

11. Si l’on avait posé cette question ouvertement aux ouvriers espagnols, qui avaient déjà dépassé le gouvernement de Front populaire vacillant en prenant les armes et en prenant en main la résistance au coup d’État fasciste, et avaient par ce processus lancé la révolution, ils se seraient probablement mis d’accord pour octroyer l’indépendance au Maroc. Mais après qu’ils se soient laissés convaincre par des chefs politiques — dont plusieurs chefs anarchistes — de tolérer ce gouvernement au nom de l’unité antifasciste, on a veillé à ce qu’ils ignorent de telles questions.

La révolution espagnole reste quand même l’expérience révolutionnaire la plus riche de l’histoire, bien qu’elle a été compliquée et obscurcie par la guerre civile simultanée contre Franco et par de vives contradictions dans le camp antifasciste qui, en plus des deux ou trois millions d’anarchistes et d’anarcho-sindicalistes et d’un contingent bien plus petit de marxistes révolutionnaires (le P.O.U.M.), comprenait des républicains bourgeois, des autonomistes, des socialistes et des staliniens, ces derniers en particulier faisant tout leur possible pour réprimer la révolution. Les meilleures analyses sont *La révolution et la guerre d’Espagne* de Pierre Broué et Émile Témime et *La révolution espagnole* de Burnett Bolloten (celle-ci est également incorporée dans la dernière oeuvre monumentale de Bolloten, *The Spanish Civil War*). Quelques bons récits de premier main: *Hommage à la Catalogne* [ancienne édition: *La Catalogne libre*] de George Orwell, *Spanish Cockpit* de Franz Borkenau, et *Carnets de la guerre d’Espagne* de Mary Low et Juan Bréa. Parmi les autres livres qui valent

prime des aspirations positives salutaires. S’abstenir de contester les questions relatives à “la qualité de la vie” parce que le système continue à nous présenter des questions urgentes de survie, cela revient de nous soumettre à un chantage qui n’a plus de justification. “Le pain et les roses” ne s’excluent plus l’un l’autre.(4)

En fait, les projets relatifs à “la qualité de la vie” suscitent souvent plus d’enthousiasme que les habituelles revendications politiques et économiques. On en trouve des exemples imaginatifs et parfois drôles dans les livres de Paul Goodman. Si ses propositions sont “réformistes”, elles le sont d’une façon vivante et provocante qui offre un contraste rafraîchissant avec l’attitude défensive et craintive de la plupart des réformistes actuels, lesquels se limitent à réagir aux programmes des réactionnaires. (“Nous sommes d’accord sur la nécessité de créer des emplois, de lutter contre la criminalité, de maintenir la puissance de notre pays. Mais nos mesures et nos méthodes modérées seront plus efficaces que les propositions extrémistes des conservateurs.”)

Toutes choses égales par ailleurs, il vaut mieux éviter de consacrer son énergie aux questions qui sont déjà au centre de l’attention publique. Les projets qui peuvent être réalisés directement sont préférables à ceux qui exigent des compromissions (passer par l’intermédiaire d’une officine gouvernementale, par exemple). Même si de telles compromissions ne semblent pas trop graves, elles créent un précédent négatif. Compter sur l’État mène presque toujours au contraire de ce qu’on a voulu (des commissions destinées à extirper la corruption bureaucratique deviennent elles-mêmes des bureaucraties corrompues, des lois destinées à contrecarrer des groupes réactionnaires armés finissent par être employées

principalement au harcèlement des radicaux sans armes...).

Le système fait d’une pierre deux coups en manoeuvrant ses adversaires pour qu’ils découvrent et proposent des “solutions constructives” à ses crises. En fait, il a besoin d’une certaine quantité d’opposition pour prévenir ses problèmes, pour l’obliger à se rationaliser, pour lui permettre de mettre à l’épreuve ses instruments de contrôle, et pour lui fournir de bonnes raisons pour imposer de nouvelles formes de contrôle. Les “mesures d’urgence” deviennent insensiblement des mesures permanentes, des règlements qui rencontreraient ordinairement de la résistance sont introduits dans les moments de panique. Le viol lent et constant de la personnalité humaine par toutes les institutions de la société aliénée, depuis l’école et l’usine jusqu’à la publicité et l’urbanisme, finit par paraître normal, car comme le spectacle se focalise d’une manière obsédante sur des crimes individuels sensationnels, manoeuvrant les gens en provoquant chez eux une hystérie collective en faveur de l’ordre policier.

Political correctness ou l’aliénation égale pour tous

Le système prospère surtout quand il peut détourner la contestation sociale vers des querelles portant sur des places désirables.

C’est un sujet particulièrement épineux. Il faut contester toutes les inégalités sociales, pas seulement parce qu’elles sont injustes, mais parce qu’elles servent à diviser les gens. Cependant, la réalisation de l’égalité dans l’esclavage salarié, ou de l’égalité des chances de devenir un bureaucrate ou un capitaliste, n’est certainement pas une victoire sur le capitalisme bureaucratique.

Il est à la fois normal et nécessaire que les gens défendent leurs propres intérêts. Mais quand ils le font en s'identifiant trop exclusivement à un groupe social particulier, ils tendent à perdre de vue la perspective générale. Comme des catégories toujours plus fragmentées se disputent pour les miettes qui leur sont accordées, elles sont entraînées dans des querelles où chacune blâme les autres, et on perd de vue l'objectif d'abolir l'ensemble de la structure hiérarchique. Les gens qui sont habituellement prompts à mettre en exergue et à dénoncer le moindre soupçon de stéréotype, qualifient d'"opresseurs" tous les hommes ou tous les blancs en bloc, puis ils se demandent pourquoi ils rencontrent une telle hostilité chez ceux-ci, qui se rendent bien compte qu'ils n'ont que très peu de pouvoir réel sur leur propre vie, encore moins sur celle d'autrui.

Mis à part les démagogues réactionnaires (qui sont agréablement surpris en constatant que les "progressistes" leurs fournissent des cibles si facile à ridiculiser), les seules personnes qui profitent réellement de ces querelles sont quelques carriéristes qui se disputent des postes bureaucratiques, des subventions gouvernementales, de la titularisation universitaire, des contrats avec les maisons d'édition, ou une clientèle commerciale ou politique, dans un temps où les places à l'abreuvoir sont de plus en plus limitées. Dénoncer des hérésies politiques (ce qui n'est pas "politiquement correct") permet au carriériste de cogner ses rivaux et de renforcer sa propre position de spécialiste ou de porte-parole de son pré carré. Quant aux groupes opprimés qui sont malavisés d'accepter de tels porte-parole, ils n'y gagnent rien d'autre que la jouissance aigre-douce d'un ressentiment accru, et une risible terminologie orthodoxe qui fait penser à la Novlangue d'Orwell.(5)

Il y a une différence essentielle, quoique parfois subtile, entre le fait de combattre des maux sociaux et celui de *s'en nourrir*. On ne donne pas du pouvoir aux gens en les encourageant à s'apitoyer sur leur propre sort. L'autonomie individuelle ne se forme pas en se réfugiant dans une identité de groupe. On ne démontre pas son égalité d'intelligence en qualifiant le raisonnement logique de "tactique typique des phalocrates blancs". On ne favorise pas le dialogue radical en harcelant les gens qui ne se conforment pas à une orthodoxie politique, encore moins en se débrouillant pour qu'une telle orthodoxie soit imposée par des moyen légaux.

Et on ne fait pas l'histoire en la réécrivant. Certes il faut nous libérer d'un respect non critique du passé, et devenir conscients des différentes manières dont il a été déformé. Mais il faut reconnaître également que, malgré notre désapprobation des vieux préjugés et des vieilles injustices, il est peu probable que nous aurions fait mieux si nous avions vécu dans les mêmes conditions. Appliquer rétroactivement des critères contemporains (en corrigeant d'un air suffisant des auteurs anciens chaque fois qu'ils emploient les formes grammaticales masculines qui étaient autrefois de rigueur, ou bien en s'évertuant à censurer *Huckleberry Finn* parce que Huck n'appelle pas Jim "une personne de couleur"), cela ne fait que renforcer l'ignorance historique qu'a favorisée avec tant de succès le spectacle moderne.

Inconvénients du moralisme et de l'extrémisme simpliste

Pour une bonne part, ces absurdités découlent de l'hypothèse que la radicalité implique de vivre en accord avec un certain nombre de "principes" mo-

chansons (chanter "Nous vaincrons" a servi à apaiser les gens dans des situations difficiles, mais au prix d'une falsification de la réalité, rendue sentimentale).

La meilleure histoire du FSM est *The Free Speech Movement* de David Lance Goines (Ten Speed Press, 1993).

5. Sur Mai 1968 voir *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* de René Viénet et "Le commencement d'une époque" in *I.S.* n° 12. Je recommande aussi *Worker-Student Action Committees, France May '68* de Roger Grégoire et Fredy Perlman (Black and Red, Michigan, 1969).

6. "Les travailleurs ne se limiteront pas à fermer les industries, ils rouvriront sous gestion ouvrière celles qui seront nécessaires pour préserver la santé et la paix publiques. Si la grève continue, ils pourront être conduits à abrégier les souffrances de la population en relançant un nombre d'activités de plus en plus important. *Sous leur propre gestion*. Voilà pourquoi nous disons que nous nous mettons en route vers une destination qui n'est connue de personne!" (Avis à la veille de la grève générale de Seattle en 1919.) Voir *Strike!* de Jeremy Brecher (South End, 1972, pp. 101-114). On peut trouver des comptes-rendus plus circonstanciés dans deux autres livres qui sont actuellement épuisés: *Revolution in Seattle* de Harvey O'Connor, et *Root and Branch: The Rise of the Workers' Movements*.

7. Raoul Vaneigem, qui par ailleurs a écrit une bonne histoire critique du surréalisme, a incarné les deux aspects de la manière la plus éclatante. Son petit livre *De la grève sauvage à l'auto-gestion généralisée* recense utilement un certain nombre de tactiques de base qui peuvent être employées pendant les grèves sauvages et dans d'autres situations radicales, ainsi que di-

verses possibilités d'organisation sociale après une révolution. Malheureusement, il comporte aussi beaucoup de ce genre de délayage qu'on trouve dans tous les écrits de Vaneigem depuis son départ de l'I.S. Entre autres choses, ce livre prête aux luttes ouvrières un contenu vaneigemiste qui n'est ni justifié ni nécessaire. La subjectivité radicale a été figée dans une idéologie hédoniste répétée d'ennuyeuse façon dans ses livres ultérieurs (*Le Livre des plaisirs*, etc.), qui ont l'allure de parodies "barbe à papa" des idées dont il a traité d'une manière si tranchante dans ses oeuvres plus anciennes.

8. "Deuxième jour. Je suis fatiguée, mais la multitude de sensations positives qui passent partout ici est plus forte que la fatigue. (...) Qui oubliera jamais l'expression qui s'est peinte sur les visages des cadres quand nous leur avons dit que nous avions pris le contrôle, et qu'on n'avait plus besoin de leurs services? (...) Tout continue normalement sauf que nous ne faisons pas payer les factures. (...) Nous nous lions d'amitié avec les travailleurs d'autres centraux téléphoniques. Les mecs d'en bas viennent pour apprendre notre boulot et pour nous aider. (...) Nous sommes tous dans un état d'euphorie, marchant à la pure adrénaline. On aurait dit que cette fichu boutique était à nous. (...) Les panneaux sur la porte d'entrée disent: TÉLÉPHONISTES COOPÉRATIFS. CHANGEMENT DE DIRECTION — INTERDIT AUX DIRECTEURS." (Rosa Collette, *Open Road*, Vancouver, printemps 1981.)

9. "Une compagnie sud-africaine vend un véhicule qui passe de la musique disco par haut-parleur pour calmer les nerfs des émeutiers. Le véhicule, déjà acheté par une nation noire dont la compagnie n'a pas souhaité révéler le nom, contient également une grande lance à eau et du gaz lacrymo-

volution aux pays voisins où vivent d'autres minorités de ces mêmes peuples, tout en sapant les réactionnaires khomeinistes en Iran.

Encourager l'autonomie d'autrui ne signifie pas soutenir n'importe quelle organisation ou régime qui pourrait en profiter. Il s'agit seulement de laisser aux Kurdes, aux Marocains et à tous la liberté de régler leurs propres affaires, dans l'espoir que l'exemple d'une révolution antihierarchique dans un pays amènera d'autres peuples à contester leurs propres hiérarchies.

C'est notre seul espoir, mais il n'est pas entièrement irréaliste. On ne doit jamais sous-estimer la contagion d'un mouvement réellement libertaire.

NOTES

1. Sur la révolution culturelle, voir "Le point d'explosion de l'idéologie en Chine" in *I.S.* n° 11, et *Les habits neufs du président Mao* de Simon Leys.

2. "Pendant que les Chiites et les Kurdes se battent contre le régime de Sadaam Hussein et que les partis irakiens d'opposition essayent de préparer un avenir démocratique, les États-Unis se trouvent dans la situation embarrassante d'être les partisans effectifs de la continuation de la dictature d'un parti unique en Irak. Des communiqués officiels du gouvernement américain, y compris du président Bush, ont souligné leur désir que Sadaam Hussein soit renversé, mais pas que l'Irak soit déchiré par des guerres civiles. En même temps, les officiels du gouvernement Bush ont insisté sur le fait que la démocratie n'est pas actuellement une option viable pour l'Irak. (...) Ce parti pris est sans doute la raison pour laquelle, jusqu'ici, ce gouvernement a refusé de rencontrer les chefs de l'opposition irakienne en exil.

(...) 'Les Arabes et les États-Unis ont la même perspective, dit un diplomate de la coalition. Nous voulons que l'Irak garde ses frontières actuelles et que Sadaam disparaisse. Mais si c'est nécessaire pour maintenir l'unité de l'État irakien, nous acceptons que Sadaam reste à Bagdad.' " (*Christian Science Monitor*, 20 mars 1991.)

3. "Je suis époustouflé de voir à quel point les gens se souviennent de leur passé révolutionnaire. Les événements présents ont réveillé ces souvenirs. Des dates qu'on n'a jamais appris à l'école, des chansons qu'on n'a jamais chanté publiquement, on s'en rappelle très bien. (...) Le bruit, le bruit, le bruit retentit encore à mes oreilles. Les coups de klaxon joyeux, les cris, les slogans, les chants, les danses. Les portes de la révolution se sont rouvertes après 48 ans de répression. En un jour, tout était remis en perspective. Rien n'était déterminé par les dieux, tout était l'oeuvre de l'homme. Les gens pouvaient considérer leur misère et leurs problèmes dans un contexte historique. (...) Une semaine est passée, on a le sentiment que c'est plusieurs mois. Chaque heure a été vécue pleinement. Il est déjà difficile de se rappeler l'apparence des journaux en ce temps-là, ou ce que les gens disaient." (Phil Mailer, *Portugal: The Impossible Revolution?*)

4. Un des moments les plus impressionnants a été celui où les gens assis autour de la voiture de police ont empêché un affrontement violent avec une bande de perturbateurs *en gardant le silence total pendant une demi-heure*. L'herbe leur ayant été coupée sous le pied, les perturbateurs s'ennuyent, sont embarrassés, et ils finissent par se disperser. Un tel silence collectif a l'avantage de dissoudre les réactions compulsives des deux côtés, mais il le fait sans véhiculer le contenu discutable de bien des slogans ou des

raux — comme si l'on ne pouvait lutter pour la paix sans être un pacifiste absolu, ni prôner l'abolition du capitalisme sans distribuer tout son argent. La plupart des gens ont trop de bon sens pour se conformer à des préceptes aussi simplistes, mais ils ont souvent un petit sentiment de culpabilité de ne pas l'avoir fait. Cette culpabilité les paralyse et les rend plus accessibles au chantage exercé par les manipulateurs gauchistes, qui nous disent que si nous n'avons pas le courage de nous martyriser, nous devons soutenir d'une façon non critique ceux qui l'ont fait. Ou bien ils essayent de refouler leur sentiment de culpabilité en dépréciant d'autres gens qui semblent encore plus compromis: Un ouvrier peut s'enorgueillir de ne pas s'être vendu mentalement comme un professeur; qui, lui, éprouve peut-être un sentiment de supériorité sur un publicitaire; qui à son tour méprise quelqu'un qui travaille dans l'industrie de l'armements...

Transformer des problèmes sociaux en questions morales nous détourne de leur solution possible. Penser transformer les conditions sociales par la charité, c'est comme chercher à élever le niveau de la mer en y jetant des seaux d'eau. Même si l'on accomplit quelque chose de bon par des actions altruistes, il est absurde d'en faire une stratégie globale, parce qu'elles resteront toujours l'exception. Il est normal que la plupart des gens pensent d'abord à leurs intérêts et à ceux de leurs proches. Un des mérites des situationnistes est d'avoir rompu avec le sentiment de culpabilité et l'appel au sacrifice des gauchistes, en soulignant que c'est d'abord pour soi-même qu'on fait la révolution.

"Aller au peuple" pour le "servir", l'"organiser" ou le "radicaliser" mène généralement à la manipulation et ne provoque la plupart du temps que l'a-

pathie et l'hostilité. L'exemple d'actions autonomes réalisées par d'autres a beaucoup plus d'effet. Une fois que les gens ont commencé à agir seuls, ils sont mieux placés pour échanger des expériences, pour collaborer avec d'autres sur un pied d'égalité, et, au besoin, pour *demander* de l'aide sur un point particulier. Et quand c'est par eux-mêmes qu'ils ont gagné leur liberté, il est bien plus difficile de la leur reprendre. Un des graffitistes de Mai 1968 a écrit: "Je ne suis au service de personne, pas même du peuple et encore moins de ses dirigeants. Le peuple se servira tout seul." Un autre a exprimé la même idée avec encore plus de concision: "Ne me libère pas, je m'en charge."

Entreprendre une critique totale, cela veut dire que tout est remis en question, cela ne veut pas dire que l'on doive s'opposer à tout. Les radicaux l'oublient souvent et s'emballent en surenchérissant les uns sur les autres avec des affirmations toujours plus extrémistes, laissant entendre que tout compromis équivaut à une trahison, voire même que tout plaisir équivaut à une complicité avec le système. En réalité, être "pour" ou "contre" une position politique est aussi facile, et généralement aussi insignifiant, que d'être pour ou contre une équipe sportive. Ceux qui proclament leur "opposition totale" à toute compromission, à toute autorité, à toute organisation, à toute théorie, à toute technologie, etc., se révèlent généralement n'avoir aucune perspective *révolutionnaire*, c'est-à-dire qu'ils n'ont aucune conception pratique de la manière dont le système pourrait être renversé ou sur les modalités d'une société future. Certains d'entre eux essayent même de justifier cette carence en déclarant qu'une simple révolution ne pourra jamais être assez radicale pour satisfaire leur besoin de révolte absolue.

Cette emphase bravache, qui veut tout-ou-rien, peut impressionner pendant un moment quelques spectateurs, mais elle n'aboutit en fin de compte qu'à faire des gens blasés. Tôt ou tard, les contradictions et les hypocrisies mènent à la désillusion et à la résignation. Projetant sur le monde ses propres illusions déçues, l'ancien extrémiste conclue que toute transformation radicale est impossible, il refoule toutes ses expériences radicales et finit parfois par adopter une position réactionnaire tout aussi sottise, ou plus probablement par ne plus faire preuve que d'une vague apathie.

Si tout radical devrait être un Durruti, mieux vaudrait nous épargner de la peine et nous consacrer à des projets plus réalistes. En réalité, être radical ne veut pas dire être le plus extrémiste. Au sens originel, cela veut dire simplement aller à la racine. Ce n'est pas parce que c'est le but le plus extrême qu'on puisse imaginer qu'il faut lutter pour l'abolition du capitalisme et de l'État, mais parce que ce qu'il est malheureusement devenu évident que rien de moins ne fera l'affaire.

Il nous faut découvrir ce qui est à la fois nécessaire et suffisant, chercher des projets que nous sommes vraiment capable de réaliser et qui ont des vraies chances d'être mené à bien. Tout ce qui va au-delà de ça, c'est de la foutaise. Les tactiques radicales les plus anciennes, et qui restent toujours parmi les plus efficaces — le débat, la critique, le boycott, la grève, le sit-in, le conseil ouvrier — sont devenues populaires parce qu'elles sont simples, qu'elles comportent relativement peu de risque, qu'elles sont applicables dans des situations très diverses, et qu'elles sont assez flexibles pour ouvrir sur des possibilités plus intéressantes.

L'extrémisme simpliste cherche naturellement le repoussoir le plus extrémiste. Si tous les problèmes peuvent

être attribués à une clique sinistre de "purs fascistes", toute le reste aura par contraste un petit air progressiste tout à fait rassurant. En attendant, les véritables formes de domination moderne, qui sont généralement plus subtiles, passent inaperçues et ne rencontrent aucune opposition.

Se fixer d'une manière obsessionnelle sur les réactionnaires ne fait que les renforcer, en les faisant apparaître plus puissants et plus fascinants. "Peu importe si nos ennemis se moquent de nous ou nous insultent, s'il nous qualifient de bouffons ou de criminels, ce qui importe, c'est qu'ils parlent de nous, qu'ils se préoccupent de nous", disait Hitler. Reich a observé que "conditionner les gens pour qu'ils haïssent la police ne fait que renforcer l'autorité de la police, en lui conférant un pouvoir mystique aux yeux des pauvres et des faibles. Certes, on déteste l'homme fort, mais on le craint, on l'envie et on lui obéit. Cette peur et cette envie que ressentent ceux qui ne possèdent rien, voilà un des facteurs du pouvoir de la réaction politique. Désarmer les réactionnaires en montrant le caractère illusoire de leur pouvoir, c'est l'une des tâches principales de la lutte rationnelle pour la liberté." (*Les hommes dans l'État*).

Le principal inconvénient des compromis est d'ordre pratique plus que moral: il est difficile d'attaquer quelque chose dans lequel nous sommes nous-mêmes impliqués. Nous euphémisons nos critiques de peur d'être nous-mêmes critiqués à notre tour. Il devient plus difficile de concevoir de grandes idées ou d'agir avec audace. Comme on l'a souvent remarqué, une grande partie du peuple allemand a acquiescé à l'oppression nazie parce qu'elle a commencé assez graduellement et qu'elle était dirigée d'abord principalement contre des minorités impopulaires (juifs, gitans, communis-

L'internationalisme

"Ceux qui font les révolutions à moitié ne font que se creuser un tombeau." Un mouvement révolutionnaire ne peut obtenir une victoire locale et espérer coexister paisiblement avec le système jusqu'à ce qu'il soit prêt à obtenir un peu plus. Tous les pouvoirs existants mettront temporairement de côté leurs différends pour détruire un mouvement populaire réellement radical avant qu'il puisse se répandre. S'ils ne peuvent l'écraser militairement, ils l'étoufferont économiquement, les économies nationales étant désormais si interdépendantes qu'une pression sur ce terrain sera forcément efficace. Le seul moyen de défendre la révolution c'est de l'étendre, qualitativement et géographiquement. La seule défense contre la réaction intérieure est la libération la plus radicale de tous les aspects de la vie. La seule défense contre l'intervention de l'extérieur est l'internationalisation la plus rapide de la lutte.

L'expression la plus profonde de la solidarité internationaliste est évidemment de faire une révolution parallèle dans son propre pays (1848, 1917-1920, 1968). Sinon, la tâche la plus urgente est d'empêcher toute intervention contre-révolutionnaire de son propre pays, comme l'ont fait les ouvriers britanniques en faisant pression sur leur gouvernement pour qu'il ne soutienne pas les États esclavagistes pendant la guerre de sécession américaine, bien que cela entraîna pour eux une augmentation du chômage à cause de la pénurie de coton d'importation; ou les ouvriers occidentaux qui se sont mis en grève ou se sont mutinés contre les tentatives de leurs gouvernements de soutenir les forces réactionnaires pendant la guerre civile à la suite de la révolution russe; ou les gens en Europe et aux États-Unis qui se sont opposés à la répression par

leurs pays des révoltes anticolonialistes.

Malheureusement, même de telles actions défensives minimales sont rares. Et le soutien internationaliste actif est encore plus difficile. Tant que les dirigeants continuent de tenir en main les pays les plus puissants, le soutien direct est compliqué et ne peut que rester limité. Les armes et d'autres approvisionnements peuvent être interceptés. Parfois même les communications ne parviennent pas à temps.

Par contre, un événement qui, généralement, ne manque pas de se faire reconnaître en temps utile, c'est la nouvelle qu'un groupe renonce à son pouvoir ou à ses prétentions sur un autre. Une des bases de la révolte fasciste de 1936 en Espagne, par exemple, était le Maroc espagnol. Une grande partie des troupes de Franco étaient marocaines et les forces antifascistes auraient pu exploiter ce fait en proclamant l'indépendance du Maroc, ce qui aurait encouragé une révolte sur l'arrière de Franco et divisé ses forces. La propagation probable d'une telle révolte à d'autres pays arabes aurait en même temps rabattu les forces de Mussolini (qui appuyaient Franco) sur la défense des possessions italiennes en Afrique du nord. Mais les dirigeants du gouvernement de Front populaire espagnol ont rejeté cette idée de peur qu'un tel encouragement à l'anticolonialisme alarme la France et l'Angleterre, dont ils espéraient recevoir de l'aide. Inutile de dire que, de toute façon, cette aide n'est jamais venu.(11)

De la même façon en 1979 en Iran, si, avant que les khomeinistes consolident leur pouvoir les insurgés avaient soutenu l'autonomie totale des Kurdes, des Baloutches et des Azerbaïdjanais, cela en aurait fait de fermes alliés des tendances les plus radicales et aurait peut-être permis l'extension de la ré-

ped, aident les autres marins à s'emparer du dépôt d'armes, se retournent ensemble contre les officiers, et la bataille est vite gagnée.

Il est à noter que même dans cette épreuve de force, le résultat dépend plus de la conscience que de la force brute: Dès que les gardes passent du côté des marins, le combat est fini. Le reste de la scène — une lutte prolongée entre un officier-traître et un héros révolutionnaire martyrisé — n'est qu'un mélodrame. Par contraste avec la guerre, où il s'agit d'une opposition consciente entre deux adversaires bien distincts, "la lutte de classes n'est pas seulement une lutte contre l'ennemi extérieur, la bourgeoisie, mais en même temps une lutte du prolétariat *contre lui-même*: contre les effets dévastateurs et dégradants du système capitaliste sur sa conscience de classe" (Lukács, *Histoire et conscience de classe*). La révolution moderne a cette qualité singulière que la majorité exploitée gagne automatiquement dès qu'elle se rend compte collectivement du jeu qu'elle joue. L'adversaire du prolétariat n'est en définitive que le produit de sa propre activité aliénée, que ce soit sous la forme économique du capital, sous la forme politique des bureaucraties syndicales ou de parti, ou bien sous la forme psychologique du conditionnement spectaculaire. Les dirigeants constituent une minorité si minuscule qu'ils seraient immédiatement engloutis s'ils n'avaient pas réussi à embobiner une grande partie de la population et à la convaincre de s'identifier à eux, ou au moins de croire à l'inéluctabilité de leur système; et surtout de se diviser.

La bêche, qui déshumanise les mutins pour rendre plus facile aux gardes l'acte de les fusiller, symbolise cette tactique de diviser pour régner. Le cri de "Frères!..." représente la contre-mesure de *fraternisation*.

Bien que la fraternisation réfute les mensonges sur ce qui arrive par ailleurs, son efficacité vient probablement surtout de l'effet émotif de la rencontre humaine directe, qui rappelle aux soldats que les insurgés ne sont pas essentiellement différents d'eux. L'État tente naturellement d'empêcher un tel contact, en ayant recours à des troupes d'autres régions qui connaissent mal ce qui est arrivé et qui, si possible, ne parlent même pas la même langue, et en les remplaçant rapidement s'ils se trouvent quand même trop contaminés par les idées rebelles. On a dit à certains soldats russes envoyés pour écraser la révolution hongroise de 1956 qu'ils étaient en Allemagne et que les gens qui les affrontaient dans la rue étaient des nazis!

Afin de découvrir et d'éliminer les éléments les plus radicaux, il arrive parfois qu'un gouvernement provoque délibérément une situation qui servira de prétexte à la répression violente. C'est cependant un jeu dangereux car le fait de forcer une décision peut inciter les forces armées à passer du côté du peuple, comme on peut le voir dans l'incident du *Potemkine*. Du point de vue des dirigeants, la stratégie optimum consiste à menacer juste ce qu'il faut pour ne pas avoir à prendre la risque de la lutte ouverte. Cela a fait l'affaire dans la Pologne de 1980-1981. Les bureaucrates russes savaient qu'en envahissant la Pologne ils risqueraient d'entraîner leur propre ruine. Mais en faisant planer continuellement la menace d'une telle invasion, ils ont réussi à intimider les ouvriers polonais qui auraient pu facilement renverser l'État, de façon à ce qu'ils tolèrent le maintien des forces militaires-bureaucratiques en Pologne. De sorte que ces dernières ont pu finalement réprimer le mouvement sans avoir à faire venir les Russes.

tes, homosexuels). De sorte que quand elle a commencé à toucher la population dans son ensemble, celle-ci était devenue incapable de s'y opposer.

Il est facile, rétrospectivement, de condamner ceux qui ont capitulé face au fascisme ou au stalinisme, mais il est peu probable que nous aurions fait mieux dans la même situation. Dans nos rêveries, en nous imaginant comme des personnages de tragédie mis devant un choix clair et net, nous imaginons qu'il nous serait facile de prendre la décision juste. Mais les situations que nous rencontrons effectivement sont généralement plus compliquées et plus obscures. Et il n'est pas toujours facile de savoir où fixer les limites.

Il s'agit d'abord de les fixer *quelque part*, de cesser de s'inquiéter de la faute, du blâme, ou de l'autojustification, et de passer à l'offensive.

Avantages de l'audace

Un bon exemple de cet état d'esprit est celui des travailleurs italiens qui se sont mis en grève sans avancer aucune revendication. Ces grèves ne sont pas seulement plus intéressantes que les négociations bureaucratiques syndicales habituelles, elles peuvent même s'avérer plus efficaces: Les patrons, ne sachant pas quelles concessions seraient suffisantes, finissent souvent par offrir beaucoup plus que les grévistes n'auraient osé demander. Ceux-ci peuvent alors décider de la suite à donner à leur mouvement, n'ayant pas consenti à des compromis qui limiteraient leurs initiatives.

Une réaction défensive contre tel ou tel symptôme social aboutit au mieux à une concession temporaire sur la question particulière qui est en cause. L'agitation offensive qui refuse de se limiter exerce une pression beaucoup plus importante. Se trouvant confrontés à

des mouvements généralisés et imprévisibles, comme la contre-culture des années 60 ou la révolte de Mai 1968 — des mouvements qui mettent tout en question, qui engendrent des contestations autonomes sur plusieurs fronts, qui menacent de se répandre partout dans la société et qui sont trop vastes pour être contrôlés par des chefs récupérables —, les dirigeants s'empres-sent d'améliorer leur image, de faire passer des réformes, d'augmenter les salaires, de libérer des prisonniers, de prononcer des amnisties, d'amorcer des pourparlers de paix ou d'autre chose, et en somme de faire tout ce qui leur semble nécessaire pour reprendre la situation en main. (L'impossibilité de freiner la contre-culture américaine qui se propageait au cœur même de l'armée a probablement joué un rôle aussi important que le mouvement antiguerre explicite pour imposer la fin de la guerre du Vietnam.)

Le camp qui prend l'initiative détermine les conditions de la lutte. Tant qu'il continue à innover, il conserve le facteur surprise. "L'intrépidité constitue une véritable force créatrice. (...) Chaque fois que l'intrépidité rencontre la pusillanimité, les chances de succès sont nécessairement de son côté, la pusillanimité étant déjà elle-même une absence d'équilibre. Ce n'est que lorsqu'elle se heurte à la prudence réfléchie (...) qu'elle a le dessous." (Clausewitz, *De la Guerre*). Mais il est bien rare que la prudence réfléchie se rencontre chez ceux qui dirigent cette société. La plupart de ses processus de marchandisation, de spectacularisation et de hiérarchisation sont aveugles et automatiques: Les marchands, les médias et les chefs ne font que suivre leur propre tendance à gagner de l'argent, à attirer des spectateurs ou à recruter des partisans.

La société spectaculaire est souvent

victime de ses propres falsifications. Comme chaque strate de la bureaucratie essaye de se couvrir au moyen de statistiques mensongères, comme chaque "source d'informations" surenchérit sur les autres avec des nouvelles encore plus sensationnelles, et comme les États, les ministères et les compagnies privées concurrentes lancent leurs propres opérations de désinformation (se référer aux chapitres 16 et 30 des *Commentaires sur la société du spectacle*), il est difficile de comprendre ce qui arrive réellement, même pour un dirigeant exceptionnel ayant une certaine lucidité. Comme Debord l'a noté dans le même ouvrage, un État qui refoule la connaissance historique ne peut plus être conduit stratégiquement.

Avantages et limites de la non-violence

"Toute l'histoire du progrès de la liberté humaine nous montre que toutes les concessions faites à ses revendications sont dues à la lutte. (...) S'il n'y a pas de lutte, il n'y a pas de progrès. Ceux qui prétendent favoriser la liberté mais qui désapprouvent l'agitation, ceux-là veulent des récoltes sans labourer la terre. Ils veulent la pluie sans le tonnerre ni la foudre. Ils veulent l'océan sans son grondement épouvantable. La lutte peut être morale, ou elle peut être physique, ou elle peut être morale et physique à la fois; mais il faut une lutte. Le pouvoir ne concède rien sans lutte. Il ne l'a jamais fait et il ne le fera jamais."

—Frederick Douglass

Quiconque connaît un peu l'histoire sait que les sociétés ne changent pas sans rencontrer la résistance acharnée et souvent féroce des hommes de pouvoir. Si nos ancêtres n'avaient pas eu recours à la violence dans leur révolte,

la plupart de ceux qui maintenant la déplorent vertueusement seraient toujours des serfs ou des esclaves.

Le fonctionnement ordinaire de cette société est bien plus violent que n'importe quelle réaction contre elle ne pourra jamais être. Imaginez l'horreur que susciterait un mouvement radical qui exécuterait 20.000 adversaires. Au bas mot c'est le nombre d'enfants que le système actuel laisse mourir de faim chaque jour. Les hésitations et les compromis laissent s'éterniser cette violence permanente, entraînant finalement mille fois plus de souffrances que n'en aurait occasionnées une seule révolution décisive.

Heureusement, une révolution moderne et véritablement majoritaire n'aura pratiquement pas besoin de recourir à la violence, sauf pour neutraliser les éléments de la minorité dirigeante qui essaieraient éventuellement de se maintenir au pouvoir par la force.

La violence n'est pas seulement indésirable en elle-même, elle engendre la panique, qui rend les gens plus manipulables, et elle favorise l'organisation militariste, et donc hiérarchique. La non-violence va avec une organisation plus ouverte et plus démocratique, elle favorise le calme et la compassion, et elle tend à rompre le cycle de la haine et de la vengeance.

Il s'agit de ne pas d'en faire un fétiche. La réponse convenue: "Comment peut-on lutter pour la paix avec des méthodes violentes?" n'est pas plus logique que celle qui consisterait à dire à un homme qui se noie qu'il ne doit pas toucher l'eau. S'efforçant de résoudre des "malentendus" au moyen du dialogue, les pacifistes oublient que certains problèmes ont leurs sources dans des véritables conflits d'intérêts. Ils ont tendance à sous-estimer la malveillance des ennemis, tout en exagérant leur propre culpabilité, se répri-

culture soumise à l'exportation. Et même si elles remportent la victoire militaire, elles peuvent en général être écrasées par l'intervention étrangère ou contraintes à se soumettre à l'économie mondiale, à moins que d'autres révolutions parallèles n'ouvrent des fronts nouveaux.

Dans les pays plus développés, la force armée importe moins, bien qu'elle puisse être un facteur important à certains moments cruciaux. Il est possible, quoique pas très efficace, de forcer les gens à faire un travail manuel simple sous la menace des armes. Mais cela n'est pas possible quand il s'agit de gens qui travaillent avec du papier ou des ordinateurs dans une société industrielle complexe — il y a trop d'occasions de commettre des "erreurs" gênantes qui ne laissent pas de trace. Le capitalisme moderne exige des travailleurs une certaine dose de coopération et même de participation sémi-créative. Aucune grande entreprise ne pourrait fonctionner même un seul jour sans l'auto-organisation spontanée des travailleurs, qui doivent constamment réagir à des problèmes imprévus et pallier aux erreurs de la direction. Si les ouvriers entreprennent une grève du zèle, ne faisant rien d'autre que de suivre strictement le règlement, la production sera ralentie ou même arrêtée complètement, ce qui met la direction, qui ne peut désapprouver ouvertement cette rigueur exemplaire, dans la position drôlement embarrassante d'avoir à laisser entendre aux ouvriers qu'ils doivent se remettre au travail sans être aussi rigoureux. Le système ne survit que parce que la plupart des ouvriers sont relativement apathiques et que, pour ne pas se créer des ennuis, ils coopèrent suffisamment pour que les choses continuent à marcher.

Les révoltes isolées peuvent être réprimées une par une, mais il n'en va

pas de même si un mouvement se répand avec une rapidité suffisante. Ainsi en Mai 1968, quelques centaines de milliers de soldats ou de gendarmes ne peuvent rien faire face à dix millions d'ouvriers en grève. Un tel mouvement ne peut être détruit que de l'intérieur. Si le peuple ne sait pas ce qu'il faut faire, les armes ne peuvent guère l'aider. S'il le sait, elles ne peuvent guère l'arrêter.

Ce n'est qu'à certains moments que les gens se trouvent assez "ensemble" (physiquement et moralement) pour se révolter avec succès. Les dirigeants les plus avertis savent qu'ils seront sauvés s'ils peuvent disperser de telles menaces avant qu'elles ne prennent trop d'élan et de conscience d'elles-mêmes, qu'ils le fassent par la répression physique directe ou par les diverses sortes d'actions de diversion que j'ai évoquées ci-dessus. Peu importe si les gens découvrent plus tard qu'on les a roulés, et qu'ils avaient la victoire entre leurs mains si seulement ils s'en étaient rendu compte: Une fois passée l'occasion, c'est trop tard.

Les situations ordinaires sont souvent confuses, mais les questions sont généralement sans urgence. Dans les situations radicales, les choses sont à la fois simplifiées et accélérées: Les questions deviennent plus claires, mais il y a moins de temps pour les résoudre.

Le cas extrême est dramatisé dans une scène fameuse du *Cuirassé Potemkine* d'Eisenstein. Des marins mutinés, la tête recouverte d'une bêche, sont alignés pour être fusillés. Des fusiliers marins de la garde sont en joue. Au moment où on leur donne l'ordre de tirer, un des marins crie à haute voix: "Frères! Sur qui allez-vous tirer? Sur vos frères?" Les fusiliers marins vacillent. On réitère l'ordre de tirer. Après une hésitation, ils remettent l'arme au

quatrième édition italienne de "La Société du Spectacle" de Debord.)

Un mouvement populaire ne peut empêcher des individus d'effectuer des actions terroristes ou d'autres actions irréfléchies, qui peuvent le dévier de ses objectifs et le mener à l'échec tout comme si elles étaient le fait de provocateurs. La seule solution est de créer un mouvement qui se tienne fermement à des tactiques franches et non-manipulatoires, de telle façon à ce que tout le monde reconnaisse les étourderies individuelles ou les provocations policières pour ce qu'elles sont.

Une révolution antihiérarchique ne peut être qu'une "conspiration ouverte". Évidemment il y a des choses qui exigent le secret, surtout sous des régimes répressifs. Mais même dans ces cas-là, les moyens ne doivent pas être incompatibles avec le but ultime, à savoir le dépassement de tout pouvoir séparé par la participation consciente de tous. La tactique du secret a souvent comme conséquence absurde que la police se retrouve finalement *seule* à savoir ce qui se passe réellement, et ainsi à même d'infiltrer et de manipuler le groupe radical sans être démasquée. La meilleure défense contre l'infiltration est de s'assurer qu'il n'y a rien d'important à infiltrer, c'est-à-dire qu'aucune organisation radicale ne possède un pouvoir séparé. Le maximum de sécurité vient des grands nombres: Quand des milliers de gens s'engagent ouvertement, peu importe s'il y a quelques espions parmi eux.

Même dans les actions des petits groupes, la sécurité vient souvent du maximum de publicité. Pendant la préparation du scandale de Strasbourg, certains des participants ont hésité devant la distribution abrupte de la brochure situationniste et voulurent modérer le ton de la critique. Mustapha Khayati, délégué de l'I.S. et principal auteur de la brochure, leur a montré

que la démarche la moins dangereuse n'était pas celle d'éviter de trop offenser les autorités — comme si elles pouvaient être reconnaissantes de n'être insultées que d'une manière modérée et hésitante! — mais de perpétrer le scandale avec une telle publicité qu'elles n'osent pas user de représailles.

La lutte finale

Revenons aux occupations des usines en Mai 1968. À supposer que les ouvriers français eussent rejeté les manœuvres bureaucratiques et établi un réseau conseilliste partout dans le pays, que se serait-il passé?

Naturellement, dans cette perspective, la guerre civile était inévitable. (...) la contre-révolution armée eût été déclenchée sûrement aussitôt. Mais elle n'était pas sûre de gagner. Une partie des troupes se serait évidemment mutinée: les ouvriers auraient su trouver des armes, et n'auraient certainement plus construit des barricades — bonne sans doute comme forme d'expression *politique* au début du mouvement, mais évidemment *dérisoire stratégiquement* (...). L'invasion étrangère eût suivi fatalement, (...) sans doute à partir des forces de l'O.T.A.N., mais avec l'appui indirect ou direct du "Pacte de Varsovie". Mais alors, tout aurait été sur-le-champ joué à quitte ou double devant le prolétariat d'Europe. (I.S. n° 12)

Grosso modo, l'importance de la lutte armée est inversement proportionnelle au niveau du développement économique. Dans les pays les moins développés, les luttes sociales tendent à se réduire à des luttes militaires, parce qu'il y a peu de choses que les masses appauvries puissent faire sans armes, qui ne leur nuiraient pas plus à elles-mêmes qu'aux dirigeants. Surtout quand leur autarcie traditionnelle a été détruite par une économie de mono-

mandant même pour leurs "sentiments violents". Leur pratique de "porter témoignage", même si elle a l'apparence d'une initiative personnelle, transforme en fait l'activiste en un objet passif, "encore une autre personne pour la paix" qui, comme un soldat, met son corps en première ligne, tout en renonçant à la recherche ou à l'expérimentation individuelles. Ceux qui veulent en finir avec l'idée que la guerre est passionnante et héroïque doivent dépasser une notion si craintive et servile de la paix. En mettant en avant la survie comme objectif, les militants pour la paix n'ont pas eu grand-chose à dire à ceux qui sont fascinés par l'anéantissement mondial précisément parce qu'ils en ont assez d'une vie quotidienne réduite à la seule survie, qui voient la guerre non pas comme une menace, mais plutôt comme la délivrance d'une vie d'ennui et de petites anxiétés incessantes.

Comme ils présentent que leur purisme ne tiendra pas à l'épreuve des faits, les pacifistes restent généralement volontairement ignorants voulue des luttes sociales d'hier et d'aujourd'hui. Bien qu'ils soient souvent capables d'études très sérieuses et d'une discipline personnelle stoïque dans leurs pratiques spirituelles, ils semblent croire qu'une connaissance historique et stratégique du niveau du *Reader's Digest* suffit à leurs velléités d'"engagement social". Tout comme quelqu'un qui pense éliminer les chutes en abolissant la loi de la pesanteur, ils trouvent plus simple d'envisager une lutte morale permanente contre "l'avidité", "la haine", "l'ignorance" ou "la bigoterie", que de contester les structures sociales qui engendrent effectivement de tels maux. Ou bien, si l'on insiste, ils s'excusent en se plaignant que la contestation radicale est un terrain bien stressant. Elle l'est, effectivement, mais il est curieux d'en-

tendre une telle objection de la part des gens qui prétendent que leurs pratiques spirituelles leur permettent de faire face aux problèmes avec détachement et équanimité.

Il y a une scène charmante dans *La Case de l'oncle Tom*: Une famille de Quakers est en train d'aider des esclaves qui s'enfuient vers le Canada. Un poursuivant survient. Un des Quakers braque sur lui un fusil de chasse et dit: "Ami, on n'a pas besoin de toi ici!" Selon moi c'est là précisément le ton juste: Ne pas se laisser emporter par la haine, ni même par le mépris, mais être prêt à faire ce qu'il faut dans une situation donnée.

Il est compréhensible de réagir contre les oppresseurs, mais ceux qui se laissent emporter dans leurs réactions risquent de s'asservir moralement aussi bien que matériellement, en s'enchaînant à leurs maîtres par des "liens de haine". La haine des patrons est en partie une projection de la haine de soi qu'on éprouve à cause de toutes les humiliations et de toutes les compromissions qu'on a acceptées. Sans se l'avouer, on se rend compte que les patrons n'existent finalement que parce que leurs serviteurs les tolèrent. Certes, la crasse tend à monter vers le haut. Mais la plupart des hommes du pouvoir n'agissent pas d'une manière très différente de ce que ferait n'importe quelle autre personne qui se trouvait dans la même position, avec les mêmes nouveaux intérêts, nouvelles tentations et nouvelles craintes.

Les représailles peuvent apprendre aux forces de l'ennemi à vous respecter, mais elles tendent également à perpétuer des antagonismes. La clémence gagne parfois des ennemis à sa cause, mais dans d'autres cas elle ne fait que leur donner l'occasion de reprendre des forces et de repasser à l'attaque. Il n'est pas toujours facile de déterminer la meilleure politique dans

telle ou telle circonstance. Les gens qui ont souffert sous des régimes spécialement brutaux veulent naturellement la punition des coupables. Mais une vengeance trop cruelle fait penser aux autres oppresseurs, présents ou à venir, qu'ils feront aussi bien de combattre jusqu'à la mort puisqu'ils savent qu'ils n'ont rien à perdre.

Cependant, la plupart des gens, mêmes ceux qui ont été les plus compromis avec le système, auront plutôt tendance à suivre le vent. La meilleure défense contre la contre-révolution, ce n'est pas d'être préoccupé de dénicher des anciennes offenses ou des trahisons éventuelles, mais d'approfondir l'insurgence au point que tout le monde y soit attiré.

NOTES

1. La diffusion par l'I.S. d'un texte qui dénonçait un rassemblement international de critiques d'art en Belgique fût exemplaire à cet égard: "On fit tenir des exemplaires à un grand nombre de critiques, par la poste ou par distribution directe. On téléphona tout ou partie du texte à d'autres, appelés nommément. Un groupe força l'entrée de la Maison de la Presse, où les critiques étaient reçus, pour lancer des tracts sur l'assistance. On en jeta davantage sur la voie publique, des étages ou d'une voiture. (...) Enfin toutes les dispositions furent prises pour ne laisser aux critiques aucun risque d'ignorer ce texte" (I.S. n° 1).

2. "L'absence de mouvement révolutionnaire en Europe a réduit la gauche à sa plus simple expression: une masse de spectateurs qui pâment chaque fois que les exploités des colonies prennent les armes contre leurs maîtres, et ne peut s'empêcher d'y voir le *nec plus ultra* de la Révolution. (...)

Toujours et partout où il y a conflit, c'est le bien qui combat le mal, la "Révolution absolue" contre la "Réaction absolue". (...) La critique révolutionnaire, quant à elle, commence par delà le bien et le mal; elle prend ses racines dans l'histoire, et a pour terrain la totalité du monde existant. Elle ne peut, en aucun cas, applaudir un *État* belligérant, ni appuyer la bureaucratie d'un État exploiteur en formation. (...) Il est évidemment impossible de chercher, aujourd'hui, une solution *révolutionnaire* à la guerre du Vietnam. Il s'agit avant tout de mettre fin à l'agression américaine, pour laisser se développer, d'une façon *naturelle*, la véritable lutte sociale du Vietnam, c'est-à-dire permettre aux travailleurs vietnamiens de retrouver leurs ennemis de l'intérieur: la bureaucratie du Nord et toutes les couches possédantes et dirigeantes du Sud. Le retrait des Américains signifie immédiatement la prise en main, par la direction stalinienne, de tout le pays: c'est la solution inéluctable. (...) Il ne s'agit donc pas de soutenir inconditionnellement (ou d'une façon critique) le Vietcong, mais de lutter avec conséquence et sans concessions contre l'impérialisme américain" (I.S. n° 11).

3. "Dans sa forme mystifiée, la dialectique devint une mode en Allemagne, parce qu'elle semblait glorifier l'état de choses existant. Dans sa forme rationnelle, elle est un scandale et une abomination pour la société bourgeoise et ses idéologues doctrinaires, parce que dans l'intelligence positive des choses existantes elle inclut du même coup l'intelligence de leur négation, de leur destruction nécessaire; parce qu'elle saisit la fluidité de toute forme sociale qui s'est développée historiquement, et ainsi prend en compte son côté éphémère aussi bien que son existence passagère; parce que rien ne peut lui en imposer, parce qu'elle est

cette farce, la tendance est plutôt de déclarer qu'il existe un consensus mondial centriste et pragmatique, par rapport auquel toute opposition est mise dans le même sac que les "extrémismes" fanatiques (fascisme ou fanatisme religieux à droite, terrorisme ou "anarchie" à gauche).

J'ai déjà évoqué ci-dessus une des façons de "diviser pour régner", à savoir encourager la fragmentation du camp des exploités en une multitude d'identités étroites qu'on peut manipuler pour les opposer les unes aux autres. Inversement, des classes opposées peuvent être réunies par l'hystérie patriotique et par d'autres moyens. Les fronts populaires, les front unis et d'autres coalitions du même genre servent à obscurcir les conflits fondamentaux au nom de l'opposition à un ennemi commun (bourgeoisie + prolétariat contre un régime réactionnaire; couches militaires-bureaucratiques + paysans contre la domination étrangère). Dans de telles coalitions le groupe supérieur a généralement les ressources matérielles et idéologiques pour maintenir son contrôle sur le groupe subordonné, qui est incité à remettre à plus tard l'action auto-organisée pour ses propres intérêts. Lorsqu'on a remporté la victoire sur l'ennemi commun, le groupe supérieur a déjà eu le temps de consolider son pouvoir, souvent par une nouvelle alliance avec des éléments issus du parti de l'ennemi vaincu, pour écraser les éléments radicaux du groupe subordonné.

Tout vestige de hiérarchie dans un mouvement radical sera utilisé pour le diviser et le saper. S'il n'y pas de chefs récupérables, le système peut en créer quelques-uns par l'étalage spectaculaire intensif. On peut négocier avec les chefs, et les rendre responsables des gens qui les suivent, et une fois qu'ils sont récupérés, ils peuvent établir des

chaînes de commandement semblables au-dessous d'eux, ce qui permet aux dirigeants de maîtriser une multitude de gens sans avoir à se coltiner avec tous ouvertement et simultanément.

La récupération des leaders ne sert pas seulement à les séparer du peuple, elle divise aussi le peuple lui-même: certains voyant la récupération comme un victoire, d'autres la dénonçant comme une trahison, d'autres restant hésitants. Comme l'attention se reporte sur le spectacle des chefs-célébrités distants qui débattent de questions éloignées, la plupart des gens commencent à s'ennuyer et se désillusionnent. Sentant que la situation leur échappe, peut-être même soulagés du fait que d'autres la prennent en charge, ils reviennent à leur passivité antérieure.

Une autre méthode pour décourager la participation populaire, c'est de mettre l'accent sur des problèmes qui semblent exiger des compétences spécialisées. Un exemple classique est le stratagème utilisé par certains dirigeants militaires allemands en 1918, au moment où les Conseils d'ouvriers et de soldats, qui sont apparus à la suite de la défaite militaire, avaient potentiellement le pays entre leurs mains.(10)

Le terrorisme renforce l'État

Le terrorisme a souvent servi à briser l'essor des situations radicales. Il abasourdit les gens, les retransforme en spectateurs suivant anxieusement les dernières nouvelles. Loin d'affaiblir l'État, le terrorisme semble prouver qu'il faut le renforcer. Si des spectacles terroristes ne surgissent pas spontanément quand il en a besoin, il arrive que l'État les produise lui-même grâce à des provocateurs. (Voir *Du terrorisme et de l'État* de Gianfranco Sanguinetti et la dernière partie de la *Préface à la*

cratie directe; et en appeler directement — par exemple, en saisissant enfin quelques-uns des moyens techniques des télécommunications — aux travailleurs du monde entier pour soutenir cette révolution. Certains diront qu'une telle hypothèse est utopique. Nous répondrons: c'est justement parce que le mouvement des occupations a été objectivement, à plusieurs instants, à *une heure* d'un tel résultat, qu'il a répandu une telle épouvante, lisible par tous sur le moment dans l'impuissance de l'État et l'affolement du parti dit communiste, et depuis dans la conspiration du silence qui est faite sur sa gravité. (*I.S.* n° 12)

Ce qui l'a empêché, ce furent surtout les syndicats, notamment la C.G.T., dominée par le Parti communiste. Inspirés par la jeunesse révoltée qui a combattu la police dans la rue et occupé la Sorbonne et d'autres bâtiments publics, dix millions de travailleurs dédaignent les objections de leurs syndicats et occupent presque toutes les usines du pays, et nombre de bureaux, inaugurant ainsi la première grève générale sauvage de l'histoire. Mais ces ouvriers, qui pour la plupart n'avaient pas une notion bien claire de ce qu'il fallait faire par la suite, permettent à la bureaucratie syndicale de s'insinuer dans le mouvement qu'elle avait cherché à empêcher. Les bureaucrates font tout leur possible pour freiner et fragmenter le mouvement, appelant à des grèves brèves et symboliques, formant des organisations "de base" dont tous les effectifs étaient formés de fidèles militants du Parti, prenant le contrôle des systèmes de sonorisation, truquant les élections dans le sens d'un retour au travail, et surtout, sous le prétexte de "se protéger contre des provocateurs extérieurs", fermant les portes des usines pour que les ouvriers restent isolés les uns des autres ainsi que des autres insurgés. Les syndicats

commencent alors les pourparlers avec les patrons et le gouvernement pour obtenir des augmentations de salaires et de congés payés. Ce pot-de-vin est rejeté énergiquement par une grande majorité des ouvriers, qui comprennent, ne serait-ce que confusément, qu'un changement plus radical est à l'ordre du jour. Début juin, la présentation par De Gaulle de l'alternative élections ou guerre civile réussit finalement à intimider la plupart d'entre eux et à leur faire reprendre le travail. Ils sont un certain nombre à refuser cette intimidation, mais leur isolement permet aux syndicats de dire séparément à chaque groupe que tous les autres ont repris le travail, de sorte que, se croyant seuls, ils abandonnent la lutte.

Les méthodes de la confusion et de la récupération

Comme en Mai 1968, quand les pays développés connaissent une situation radicale, ils comptent habituellement sur la confusion, les concessions, les couvre-feux, les distractions la désinformation, la fragmentation, la préemption, l'ajournement, pour détourner, diviser ou récupérer l'opposition, ne recourant à la répression physique ouverte qu'en dernier ressort. Ces méthodes, des plus subtiles aux plus risibles(9), sont tellement nombreuses qu'il suffit d'en mentionner quelques-unes.

Une méthode courante pour créer la confusion est de fausser l'ordre des forces en présence en projetant des positions diverses sur un schéma linéaire (gauche contre droite, par exemple), ce qui implique que si vous êtes opposé à un côté vous devez être en faveur de l'autre. Le spectacle du communisme contre le capitalisme a fait l'affaire pendant plus d'un demi-siècle. Depuis l'écroulement récent de

dans son essence critique et révolutionnaire." (Marx, *Le Capital*.)

La rupture entre le marxisme et l'anarchisme les a estropiés tous les deux. Les anarchistes avaient raison de critiquer les tendances autoritaires et étroitement économistes du marxisme, mais ils l'ont fait généralement d'une manière moraliste, a-historique et non dialectique, en posant des dualismes absolus (Liberté contre Autorité, Individualisme contre Collectivisme, Centralisation contre Décentralisation, etc.) et en laissant à Marx et à quelques-uns des marxistes les plus radicaux un quasi-monopole de l'analyse dialectique cohérente. Ce sont les situationnistes qui ont finalement réconcilié les aspects libertaires et dialectiques. Sur les mérites et les défauts du marxisme et de l'anarchisme, voir les thèses 78-94 de *La Société du Spectacle*.

4. "Ce qui s'est fait jour ce printemps-ci à Zurich, à travers la protestation contre la fermeture d'un centre pour la jeunesse, s'est répandu depuis lors à travers la Suisse, se nourrissant de l'inquiétude d'une jeune génération impatiente d'échapper à ce qu'elle tient pour une société étouffante. 'Nous ne voulons pas d'un monde où la garantie de ne pas mourir de faim se paye par le risque de mourir d'ennui', proclament des pancartes et des graffiti à Lausanne." (*Christian Science Monitor*, 28 octobre 1980.) Le slogan est tiré du *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem.

5. On peut en trouver des exemples désopilants dans *The Official Politically Correct Dictionary and Handbook* de Henry Beard et Christopher Cerf (Villard, 1992). Il est parfois difficile de savoir lesquels des termes de Correctelanguage présentés dans ce livre sont satiriques et lesquels ont été proposés sérieusement ou même adoptés et imposés officiellement. Le seul antidote

contre un tel délire est d'en rire à gorge déployée.

Chapitre 3: Moments de vérité

"Dès que, révélant sa trame, la couverture mystique cesse d'envelopper les rapports d'exploitation et de la violence qui est l'expression de leur mouvement, la lutte contre l'aliénation se dévoile et se définit l'espace d'un éclair, l'espace d'une rupture, comme un corps à corps impitoyable avec le pouvoir mis à nu, décuvert dans sa force brutale et sa faiblesse (...) moment sublime où la complexité du monde devient tangible, cristalline, à portée de tous."

—Raoul Vaneigem, "Banalités de base" (*I.S.* n° 7)

Les causes des brèches sociales

Il est difficile d'énoncer des généralités concernant les causes immédiates des brèches radicales. Il y a depuis toujours assez de bonnes raisons pour révolter, et tôt ou tard des instabilités vont se produire qui feront céder quelque chose. Mais pourquoi à tel moment plutôt qu'à tel autre? Les révoltes ont souvent eu lieu pendant des périodes d'amélioration sociale, alors que des conditions plus mauvaises ont été supportées avec résignation. Si certaines révoltes ont été provoquées par le désespoir, d'autres ont été déclenchées par des incidents relativement insignifiants. Le mal qu'on enduret patiemment en le considérant comme inévitable peut sembler insupportable dès qu'on conçoit l'idée de s'y soustraire. La mesquinerie d'une mesure représen-

sive ou la sottise d'une quelconque bévue bureaucratique peuvent faire mieux sentir l'absurdité du système que ne l'aurait fait une accumulation constante d'oppressions.

Le pouvoir du système est basé sur le fait que les gens croient qu'ils n'ont pas le pouvoir de s'y opposer. En temps normal cette croyance est bien fondée (celui qui transgresse les règles est vite puni). Mais dès que, pour une raison ou une autre, un assez grand nombre de gens commencent à ne plus respecter les règles, et qu'ils sont assez nombreux pour pouvoir le faire en toute impunité, l'illusion s'écroule complètement. Ce que l'on a cru naturel et inévitable se révèle arbitraire et absurde. "Quand personne n'obéit, personne ne commande."

Le problème, c'est de parvenir jusqu'à ce point. Si peu de gens désobéissent, on peut facilement les isoler et les réprimer. On fantasme souvent sur les choses merveilleuses qui seraient possibles "si seulement tout le monde se mettait d'accord pour faire telle chose tous en même temps". Malheureusement, dans la plupart des cas, les mouvements sociaux ne se produisent pas comme ça. Un homme armé d'un pistolet à six coups peut tenir à distance cent personnes désarmées parce que chacune sait que les six premières à attaquer seront tuées.

Bien sûr, il arrive que les gens soient si furieux qu'ils passent quand même à l'attaque malgré le risque. Et il se peut que leur résolution les sauve, en convaincant les gens au pouvoir de se rendre sans combattre plutôt que d'être écrasés après avoir suscité encore plus de haine à leur rencontre. Mais il est évidemment préférable de ne pas se livrer à des actes désespérés et de chercher des formes de lutte qui réduisent le risque au minimum, jusqu'à ce que le mouvement ait pris suffisamment d'ampleur pour que la répression

ne soit plus possible.

Les gens qui vivent sous des régimes particulièrement répressifs commencent naturellement par tirer profit de n'importe quel point de ralliement existant. En 1978 en Iran, les mosquées étaient le seul lieu où les gens pouvaient critiquer le régime du chah avec une certaine impunité. Par la suite, les manifestations énormes convoquées tous les 40 jours par Khomeiny ont apporté la sécurité du nombre. Khomeiny est devenu ainsi un symbole d'opposition reconnu par tout le monde, même par ceux qui n'étaient pas ses partisans. Mais tolérer un chef, quel qu'il soit, même en tant que figure de proue, est au mieux une mesure temporaire qui doit être abandonnée aussitôt que des actions plus indépendantes deviennent possibles — comme l'ont fait dès l'automne 1978 les ouvriers du pétrole qui pensaient avoir alors assez d'influence pour se mettre en grève à des dates différentes que celles qui étaient décidées par Khomeiny.

L'Église catholique a joué un rôle tout aussi ambigu dans la Pologne stalinienne: L'État s'est servi de l'Église pour l'aider à contrôler le peuple, mais le peuple s'en est servi également pour déjouer les manoeuvres de l'État.

Une orthodoxie fanatique est parfois le premier pas vers une affirmation plus radicale. Les intégristes islamiques ont beau être très réactionnaire, en prenant l'habitude de prendre en main les événements, ils compliquent tout retour à "l'ordre". Ils peuvent même devenir véritablement radicaux, s'ils perdent leurs illusions, comme c'est arrivé pour quelques gardes rouges pendant la "révolution culturelle" chinoise. Alors que celle-ci n'était à l'origine qu'un stratagème de Mao pour déloger du pouvoir certains de ses rivaux bureaucratiques, elle a conduit finalement à la rébellion incontrôlée de

ces pendant six jours, avant d'être convaincus de cesser l'occupation par des manoeuvres de leur syndicat. Ils ont obtenu gain de cause concernant plusieurs de leurs revendications, mais ils semblent en outre avoir connu un moment merveilleux.(8) On peut imaginer des moyens pour aller plus loin et devenir plus sélectif, en bloquant, par exemple, les appels commerciaux ou gouvernementaux tout en laissant passer gratuitement les appels personnels. Les ouvriers postaux pourraient faire de même avec le courrier, les employés du transport pourraient continuer à véhiculer les biens nécessaires tout en refusant de transporter les gendarmes et les soldats, etc.

Ce qui aurait pu arriver en Mai 1968

Mais ce genre de grève n'aurait aucun sens pour cette grande majorité des travailleurs dont le travail ne sert aucun but rationnel. Le mieux pour eux est de dénoncer publiquement l'absurdité de leur travail, comme l'ont fait joliment quelques publicitaires en Mai 1968. D'ailleurs, même le travail utile est souvent si parcellisé que les groupes de travailleurs isolés ne peuvent pas procéder par eux-mêmes à beaucoup de changements. Et même la petite minorité qui se trouve par hasard dans la production des produits finis et commercialisables, reste généralement dépendante des réseaux de la finance et de la distribution, comme ce fut le cas pour les ouvriers qui en 1973 ont pris possession de la société Lip en faillite afin de la faire fonctionner pour leur propre compte. Dans les cas exceptionnels où ces ouvriers parviennent à réussir malgré tout, ils ne deviennent qu'une entreprise capitaliste de plus, et le plus souvent leurs innovations autogestionnaires n'aboutissent qu'à rationaliser la production au profit

des propriétaires. Un "Strasbourg des usines" pourrait se produire si des ouvriers se trouvant dans une situation semblable à celle des Lip utilisaient les équipements et la publicité que cet équipement leur permettrait de faire pour aller plus loin que les ouvriers de Lip (qui ne luttaient que pour sauver leur emploi), en appelant tous les autres à les rejoindre dans le projet de dépassement du système de la production marchande et du salariat. Mais c'est peu probable tant qu'il n'y a pas un mouvement assez répandu pour élargir les perspectives et pour contrebalancer les risques — comme en Mai 1968, quand la plupart des usines étaient occupées:

Si, dans une seule grande usine, entre le 16 et le 30 mai, une assemblée générale s'était constituée en *Conseil* détenant tous les pouvoirs de décision et d'exécution, chassant les bureaucratiques, organisant son auto-défense et appelant les grévistes de toutes les entreprises à se mettre en liaison avec elle, ce dernier pas qualitatif franchi eût pu porter le mouvement tout de suite à la *lutte finale* dont il a tracé historiquement toutes les directives. Un très grand nombre d'entreprises aurait suivi la voie ainsi découverte. Immédiatement, cette usine eût pu se substituer à l'incertaine et, à tous égards, excentrique Sorbonne des premiers jours, pour devenir le centre réel du mouvement des occupations: de véritables *délégués* des nombreux conseils existant déjà virtuellement dans certains bâtiments occupés, et de tous ceux qui auraient pu s'imposer dans toutes les branches de l'industrie, se seraient ralliés autour de cette base. Une telle assemblée eût pu alors proclamer l'expropriation de tout le capital, *y compris étatique*; annoncer que tous les moyens de production du pays étaient désormais la propriété collective du prolétariat organisé en démo-

tries obsolètes qui perdent de l'argent. Donc, bien que la grève reste la principale tactique ouvrière, les travailleurs doivent aussi inventer d'autres formes de luttes et trouver des moyens pour se mettre en relation avec les luttes qui se déroulent sur d'autres terrains.

Grèves de consommateurs

Tout comme les grèves ouvrières, l'efficacité des grèves de consommateurs (à savoir les boycotts) dépendent de leurs effets sur les propriétaires et du soutien populaire. Il y a tant de boycotts pour tant de causes différentes qu'à part quelques-uns qui se basent sur un argument moral irréfutable, la plupart échouent. Comme on peut le constater pour les luttes sociales, les boycotts les plus fructueux sont ceux où les gens luttent directement pour eux-mêmes, tels que les premiers boycotts pour les droits civils dans le sud des États-Unis, ou les mouvements d'"auto-réduction" en Italie et ailleurs, qui on vu des communautés entières décidées à ne payer qu'un pourcentage convenu des tarifs des transports ou des services publics. Une grève de loyer est une action particulièrement simple et puissante, mais il est difficile de parvenir à l'unité nécessaire pour la déclencher, sauf parmi ceux qui n'ont rien à perdre. Ce qui explique pourquoi les défis les plus exemplaires lancés au fétiche de la propriété privée sont jusqu'à maintenant le fait de squatters sans abri.

Une autre tactique intéressante, qui pourrait être considérée comme une sorte de "contre-boycottage", serait de *soutenir* collectivement une institution populaire qui est menacée. Faire une collecte de fonds pour soutenir une école, une bibliothèque ou une institution alternative est assez banal, mais de tels mouvements engendrent parfois un débat public salutaire. En 1974

en la Corée de Sud, des journalistes en grève ont pris possession d'un grand journal et se sont mis à publier des révélations sur les mensonges du gouvernement et sur la répression. Pour essayer de ruiner le journal sans être obligé de le supprimer ouvertement, le gouvernement a fait pression sur toutes les grandes entreprises pour qu'elles lui suppriment leurs budgets publicitaires. Le public a répondu en achetant des milliers d'annonces individuelles, utilisant cet espace pour des déclarations personnelles, des poèmes, des citations de Thomas Paine, etc. Bientôt cette "Tribune pour le soutien de la liberté de parole" a rempli plusieurs pages dans chaque numéro et le tirage a sensiblement augmenté, jusqu'à ce que le journal soit finalement supprimé.

Mais les luttes de consommateurs sont limitées par le fait que ceux-ci se trouvent du côté récepteur du cycle économique: Ils peuvent exercer une certaine pression par des protestations, des boycotts ou des émeutes, mais ils ne contrôlent pas les mécanismes de production. Dans les événements de Corée précités, par exemple, c'est seulement la prise du journal par les travailleurs qui a permis la participation du public.

Une forme de lutte ouvrière particulièrement intéressante et exemplaire est celle qui est parfois appelée grève sociale ou grève de gratuité, dans laquelle les gens continuent leur travail mais selon des modalités qui préfigurent un ordre social libre: Des ouvriers distribuant gratuitement les biens qu'ils ont produits, des vendeurs faisant payer au clients moins que le prix affiché, des employés des transport laissant tout le monde circuler sans payer. En février 1981, 11000 téléphonistes ont occupé leur centraux partout dans la Colombie britannique et se sont acquittés gratuitement de tous les servi-

millions de jeunes qui prirent au sérieux sa rhétorique antibureaucratique. (1)

Si quelqu'un proclamait: "Je suis la personne la plus grande, la plus forte, le plus noble, la plus intelligente et la plus pacifique du monde", il serait considéré comme odieux, à moins qu'il ne soit pris pour un dément. Mais s'il dit précisément les mêmes choses sur sa patrie, on le tient pour un patriote admirable. Le patriotisme est extrêmement séducteur parce qu'il offre une sorte de narcissisme par procuration, même aux plus misérable des individus. L'affection nostalgique naturelle pour son foyer et pour son pays est transformé en culte aveugle de l'État. Les peurs et les ressentiments des gens sont projetés sur les étrangers, tandis que leurs aspirations à une communauté authentique sont projetées de manière mystique sur la nation, qu'ils parviennent à percevoir comme essentiellement merveilleuse malgré tous ses défauts. ("Oui, il y a des problèmes en Amérique; mais nous nous battons pour la véritable Amérique, pour tout ce qu'elle représente réellement.") Cette conscience de troupeau mystique devient presque irrésistible pendant les guerres, étouffant pratiquement toute tendance radicale.

Les bouleversements de l'après-guerre

Le patriotisme a cependant parfois été un facteur de déclencheur de luttes radicales. En 1956 en Hongroie, par exemple. Et même les guerres ont parfois abouti, par contrecoup, à des révoltes. Ceux qui ont supporté la plus grande partie du fardeau militaire, au nom de la soi-disant liberté et de la soi-disant démocratie, peuvent réclamer leur dû une fois qu'ils sont revenus chez eux. Ayant participé à une lutte historique, et ayant pris l'habitude

d'affronter les obstacles en les détruisant, ils inclinent sans doute dans une moindre mesure à considérer le statu quo comme éternel.

Les dislocations et les désillusions occasionnées par la Première Guerre mondiale ont abouti à des soulèvements partout en Europe. Si la deuxième guerre n'a pas produit les mêmes résultats, c'est parce que la radicalité authentique a été détruite dans l'intervalle par le stalinisme, le fascisme et le réformisme, parce que les justifications de la guerre données par les vainqueurs, quoique bourrées de mensonges comme toujours, étaient plus plausibles que d'habitude (les ennemis vaincus étaient des diables plu convaincants), et parce que cette fois les vainqueurs ont pris soin de régler en avance le rétablissement de l'ordre pour l'après-guerre (l'Europe orientale était livrée à Staline contre la garantie de la docilité des Partis "communistes" français et italien et son abandon du Parti grec insurgé). La secousse mondiale de la guerre suffit quand même à ouvrir la voie pour une révolution stalinienne autonome en Chine, que Staline n'a pas voulu, parce qu'elle menaçait sa domination exclusive sur le "camp socialiste", et à donner le branle aux mouvements anticolonialistes. Ce qui n'était évidemment pas désiré par les pouvoirs colonialistes de l'Europe, même s'ils allaient finalement réussir à conserver les aspects les plus profitables de leur domination en optant pour le néo-colonialisme économique que les États-Unis avaient déjà fait leur.

Dans la perspective d'une vacance de pouvoir à l'issue de la guerre, les dirigeants finissent souvent par collaborer avec leurs ennemis apparents pour mieux réprimer leur propre peuple. À la fin de la guerre franco-allemande de 1870, l'armée prussienne victorieuse a contribué à l'encerclement de la Com-

mune de Paris, ce qui a facilité sa répression par les dirigeants français. Quand l'armée de Staline s'est avancée vers Varsovie en 1944, elle a appelé le peuple de la ville à se soulever, puis elle est restée pendant plusieurs jours devant la ville pendant que les Nazis anéantissaient les éléments indépendants qui s'étaient ainsi découverts et qui auraient pu résister plus tard au stalinisme. On a vu récemment un scénario semblable dans l'alliance de facto entre Bush et Sadaam à la suite de la guerre du Golfe où, après avoir appelé le peuple irakien à se soulever contre Sadaam, l'armée américaine a massacré systématiquement les conscrits irakiens qui battaient en retraite (et qui auraient été prêts à se révolter s'ils avaient pu regagner leur pays), tout en laissant les gardes républicains, force d'élite de Sadaam, libres d'écraser les soulèvements radicaux dans le nord et le sud de l'Irak.(2)

Dans les sociétés totalitaires, les griefs sont évidents mais la révolte est difficile. Dans les sociétés "démocratiques" les luttes sont plus faciles, mais les objectifs sont moins clairs. Contrôlés principalement par le biais d'un conditionnement subconscient ou par des forces immenses et apparemment incompréhensibles ("l'état de l'économie"), il nous est difficile de saisir notre situation. On nous conduit comme un troupeau de moutons dans la direction voulue, mais en nous laissant assez d'espace pour des variations individuelles, de telle manière à ce que nous gardions une illusion d'indépendance.

Les tendances au vandalisme ou à des affrontements violents peuvent être comprises comme des tentatives de rompre cette abstraction désespérante, pour se connecter avec quelque chose de concret.

De même que la première organisation du prolétariat classique a été pré-

cedée, à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, d'une époque de gestes isolés, "criminels", visant à la destruction des machines de la production, qui éliminait les gens de leur travail, on assiste en ce moment à la première apparition d'une vague de vandalisme contre les *machines de la consommation*, qui nous éliminent tout aussi sûrement de la vie. Il est bien entendu qu'en ce moment comme alors la valeur n'est pas dans la destruction elle-même, mais dans l'insoumission qui sera ultérieurement capable de se transformer en projet positif jusqu'à reconverter les machines dans le sens d'un accroissement du pouvoir réel des hommes. (I.S. n° 7.)

(Notez bien cette dernière phrase: Le fait de signaler un symptôme de crise sociale, ou même de le justifier en tant que réaction compréhensible à l'oppression, n'implique pas forcément qu'on le recommande en tant que tactique.)

On pourrait énumérer bien d'autres conditions qui peuvent déclencher une situation radicale. Une grève peut s'étendre (Russie 1905); la résistance populaire à une menace réactionnaire peut déborder les limites officielles (Espagne 1936); les gens peuvent profiter d'une libéralisation symbolique pour aller plus loin (Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968); les actions exemplaires de petits groupes peuvent catalyser un mouvement de masse (les premiers *sit-in* pour les droits civils, Mai 1968); une atrocité particulière peut être la goutte d'eau qui fait déborder le vase (Watts 1965, Los Angeles 1992); l'effondrement subit d'un régime peut laisser une vacance de pouvoir (Portugal 1974); une circonstance particulière peut occasionner le rassemblement d'un si grand nombre de gens dans un endroit qu'il devient impossible de les empêcher d'exprimer leurs griefs et leurs aspirations

sauvages que parce qu'ils y sont forcés par la trahison flagrante de leurs syndicats, tandis que d'autres gens résistent au système par d'autres moyens que les grèves (y compris, et d'abord en esquivant autant que possible le salariat). Les situationnistes avaient raison de reconnaître l'autogestion collective et la "subjectivité radicale" individuelle comme des aspects complémentaires et également essentiels du projet révolutionnaire. S'ils n'ont pas réussi à réunir complètement ces deux aspects, ils les ont rapprochés bien mieux que les surréalistes qui, pour lier la révolte culturelle et la révolte politique, n'ont su qu'adhérer à une version ou à une autre de l'idéologie bolchevique.(7)

Grèves sauvages et sur le tas

Les grèves sauvages présentent certes des possibilités intéressantes, surtout si les grévistes occupent leur lieu de travail. L'occupation ne leur apporte pas seulement plus de sécurité (elle empêche des lock-outs, les machines et les produits servent d'otages contre la répression), elle permet l'union de tous les travailleurs, ce qui garantit effectivement l'autogestion collective de la lutte et suggère même la notion de l'autogestion de la société entière.

Une fois que le fonctionnement habituel s'arrête, l'ambiance change du tout au tout. Un lieu de travail terne peut se transformer en un espace presque sacré qu'on protège ardemment contre l'intrusion profane des patrons ou de la police. Un témoin de la grève sur le tas de 1937 à Flint dans le Michigan, a décrit les grévistes comme "des enfants jouant un jeu nouveau et fascinant; ils ont fait un palais de ce qui a été leur prison" (*Sit-Down: The General Motors Strike of 1936-1937* de Sidney Fine). Bien que

l'objectif de cette grève fût simplement de gagner le droit de former leur propre syndicat, son organisation était quasiment conseiliste. Pendant les six semaines durant lesquelles ils ont habité leur usine, en transformant les sièges de voiture en lits et les voitures en armoires, une assemblée générale des 1200 ouvriers s'est réunie deux fois par jour pour prendre toutes les décisions concernant l'alimentation, le nettoyage, les renseignements, l'éducation, les revendications, la communication, la sécurité, la défense, le sport et les divertissements, et élire des comités responsables et fréquemment révoqués pour exécuter ces politiques. Il y avait même un "comité des rumeurs" qui se chargeait de neutraliser la désinformation en remontant à la source de toute rumeur pour vérifier sa véracité. À l'extérieur de l'usine les femmes des grévistes s'occupaient de la nourriture et de l'organisation des piquets, de la publicité, et des liaisons avec les travailleurs des autres villes. Les plus audacieuses avaient constitué une Brigade féminine d'urgence qui prévoyait de s'interposer en cas d'attaque de la police. "Si les gendarmes veulent tirer, ils seront forcés de tirer d'abord sur nous."

Malheureusement, bien que les travailleurs occupent toujours des positions clé dans certains domaines essentiels (services publics, communications, transports), dans nombre d'autres secteurs, ils ont beaucoup moins de prise qu'autrefois. Les compagnies multinationales ont généralement des stocks importants et elles peuvent facilement attendre, ou au besoin transférer leurs productions dans d'autres pays, alors qu'il est difficile pour les travailleurs de tenir bon sans leurs salaires. Bien des grèves aujourd'hui ne menacent rien d'essentiel, elles ne sont que des supplications pour obtenir l'ajournement de la fermeture d'indus-

duction marchande et du salariat. Et cette abolition ne peut être réalisée que par l'auto-abolition collective des salariés. Ils sont les seuls qui sont en mesure non seulement d'arrêter le système directement, mais aussi de relancer le tout d'une façon fondamentalement différente.(6)

Il ne s'agit pas non plus d'accorder des privilèges spéciaux à qui que ce soit. Si les travailleurs des secteurs vitaux (alimentation, transports, communications, etc.) parviennent à rejeter leurs chefs capitalistes et syndicalistes et à entamer l'autogestion de leurs propres activités, ils n'auront évidemment aucun intérêt à conserver le "privilège" de faire tout le travail. Au contraire, ils auront tout intérêt à inviter toutes les autres personnes, qu'il soient travailleurs des secteurs dépassés (judiciaires, militaires, marchands, publicitaires, etc.) ou bien des non-travailleurs, à les rejoindre dans le projet de réduire et de transformer la part du travail nécessaire. Tous participeront aux décisions. Seront exclus seulement ceux qui restent sur la touche en revendiquant des privilèges.

Le syndicalisme et le conseillisme traditionnels ont eu trop tendance à admettre la division du travail existante, comme si la vie dans une société post-révolutionnaire devait continuer à tourner autour de travaux (et de lieux de travail) fixes. Cette perspective est de plus en plus dépassée même dans la société actuelle: Comme la plupart des gens ont des emplois absurdes et souvent seulement temporaires, avec lesquels ils ne s'identifient aucunement, et que beaucoup d'autres ont des emplois non salariés, les questions concernant le travail ne sont plus qu'un aspect d'une lutte plus générale.

Au début d'un mouvement, on peut admettre que des travailleurs se présentent comme tels ("Nous, les travailleurs de telle entreprise, avons occupé

notre usine dans tel but. Nous exhortons les travailleurs d'autres secteurs à faire de même"). Cependant, le but ultime n'est pas l'autogestion des entreprises existantes. La gestion des médias par ceux qui par hasard y travaillent, par exemple, serait presque aussi arbitraire que la gestion actuelle par ceux qui les possèdent. La gestion par les travailleurs de leurs conditions de travail devra se combiner avec la gestion par la communauté des questions d'une importance générale. Les ménagères et d'autres gens qui travaillent dans des situations relativement isolées auront besoin de développer leurs propres formes d'organisation pour pouvoir faire valoir leurs intérêts particuliers. Mais les éventuels conflits d'intérêts entre "producteurs" et "consommateurs" seront vite dépassés quand tout le monde s'engagera directement des deux côtés, quand les conseils ouvriers se mettront en relation avec les conseils de quartier et de ville, et quand les postes de travail fixes dépériront du fait du dépassement de la plupart des métiers, et de la réorganisation de ceux qui subsistent, et d'un système de rotation (y compris concernant le ménage et l'aide à l'enfance).

Les situationnistes avaient certainement raison de lutter pour la formation des conseils ouvriers lors des occupations des usines en Mai 1968. Mais il faut constater que ces occupations furent déclenchées par les actions des jeunes dont la plupart n'étaient pas des ouvriers. Après 1968 les situationnistes eurent tendance à tomber dans une sorte d'ouvriérisme, voyant la prolifération des grèves sauvages comme le principal indicateur des possibilités révolutionnaires, et prêtant moins d'attention aux développements sur d'autres terrains. En réalité, il arrive souvent que des ouvriers qui sont à peine radicaux ne se jettent dans des luttes

(Tiananmen 1976 et 1989); etc.

Mais les crises sociales comportent tant d'impondérables qu'il est rarement possible de les prévoir, encore moins de les provoquer. En règle générale, il vaut mieux poursuivre la réalisation des projets qui nous paraissent les plus attirants, tout en restant conscients pour reconnaître rapidement les développements nouveaux (dangers, tâches urgentes, occasions favorables) qui exigent la mise en oeuvre de tactiques nouvelles.

En attendant, nous pouvons passer à l'examen de quelques-unes des étapes décisives qu'on rencontre généralement dans des situations radicales.

L'effervescence des situations radicales

Une situation radicale est un réveil collectif. À un extrême, il peut ne s'agir que de quelques dizaines de gens dans un quartier ou un atelier. À un autre, cela va jusqu'à une situation véritablement révolutionnaire qui entraîne des millions de gens. L'important n'est pas le nombre, mais l'existence du dialogue public et de la participation de tous qui tendent à dépasser toute limite. L'incident qui se situe à l'origine du Free Speech Movement (FSM, Mouvement pour la liberté de parole) en 1964 en est un exemple classique et particulièrement beau. Des policiers étaient sur le point d'emmener un activiste pour les droits civils qu'ils avaient arrêté au campus de l'Université à Berkeley. Quelques étudiants se sont assis devant la voiture de police. En quelques minutes des centaines d'autres ont suivi leur exemple, de sorte que la voiture était encerclée et ne pouvait bouger. Pendant 32 heures on en a transformé le toit de la voiture en tribune pour le débat ouvert. L'occupation de la Sorbonne en Mai 1968 a créé une situation encore plus radicale en attirant une

grande partie de la population parisienne non-étudiante. Puis l'occupation des usines par les ouvriers dans tout le pays l'a transformée en situation révolutionnaire.

Dans de telles situations, les gens s'ouvrent à des nouvelles perspectives, remettent en question leur opinions, et commencent à y voir clair dans les es-croqueries habituelles. Il arrive tous les jours que quelques personnes vivent des expériences qui les amènent à mettre en question le sens de leur vie. Mais dans une situation radicale, presque tout le monde le fait en même temps. Quand la machine s'immobilise, mêmes les rouages commencent à songer à leur fonction.

Les patrons sont ridiculisés. Les ordres ne sont pas respectés. Les séparations s'effondrent. Des problèmes individuels se transforment en questions publiques, tandis que des questions publiques qui ont semblé lointaines et abstraites deviennent des questions pratiques et immédiates. L'ordre ancien est analysé, critiqué, moqué. Les gens apprennent plus de choses sur la société en une semaine que pendant des années d'étude des "sciences sociales" universitaires ou à l'occasion des "prises de conscience" gauchistes. Des expériences qui ont été longtemps refoulées refont surface.(3) Tout semble possible, et beaucoup le devient effectivement. Les gens n'arrivent pas à croire qu'ils ont supporté tant de choses auparavant — "en ce temps-là". Même si l'issue finale est incertaine, ils considèrent souvent que l'expérience à elle seule vaut déjà la peine d'être vécue. "Pourvu qu'ils nous laissent le temps..." a dit un des graffitistes de Mai 1968, auquel deux autres ont répondu: "En tout cas pas de remords!" et "Déjà 10 jours de bonheur."

Comme le travail s'arrête, la navette frénétique est remplacée par des promenades sans but, et la consommation

passive par la communication active. Des étrangers entrent en conversation animée dans la rue. Les débats ne s'arrêtent jamais, des nouveaux venus remplaçant continuellement ceux qui partent pour d'autres activités ou pour essayer de prendre un peu de sommeil, bien qu'ils soient généralement trop excités pour dormir longtemps. Tandis que certains succombent aux démagogues, d'autres commencent à faire leurs propres propositions ou à prendre leurs propres initiatives. Des spectateurs sont attirés dans le tourbillon et connaissent des transformations d'une rapidité étonnante. (Un bel exemple observé en Mai 1968: Lors de l'occupation de l'Odéon par des foules radicales, le directeur administratif, consterné, se retira au fond de la scène. Mais après avoir considéré la situation pendant quelques minutes, il fit quelques pas en avant et s'écria: "Maintenant que vous l'avez pris, gardez-le, ne le rendez jamais, brûlez-le plutôt!")

Certes, tout le monde n'est pas gagné tout de suite. Certains se cachent dans l'attente du reflux du mouvement, pour reprendre leurs possessions ou leurs positions, et se venger. D'autres hésitent, tiraillés entre l'envie et la peur de changement. Une brèche de quelques jours ne suffira peut-être pas pour rompre le conditionnement hiérarchique de toute une vie. Autant que libératrice, l'interruption des habitudes et des routines peut désorienter. Tout se passe si vite qu'il est facile de paniquer. Même si vous réussissez à garder votre calme, il n'est pas facile de saisir tous les facteurs essentiels assez vite pour savoir que faire, même si ça peut paraître évident rétrospectivement. Une des principales ambitions de ce texte est, indiquer certains scénarios courants, pour que les gens soient prêts à reconnaître les occasions qui se présentent et à en profiter

quand il est temps.

Les situations radicales sont les moments rares où le changement qualitatif devient vraiment possible. Bien loin d'être anormales, elles laissent voir à quel point nous sommes, la plupart du temps, anormalement refoulés. À leur lumière, notre vie "normale" ressemble au somnambulisme. Pourtant, parmi les nombreux livres qui ont été écrits sur les révolutions, il y en a peu qui ont vraiment quelque chose à dire sur de tels moments. Ceux qui traitent des révoltes modernes les plus radicales se limitent généralement à la seule description, et si elles évoquent parfois ce qui est ressenti à l'occasion de telles expériences, elles n'apportent rien quant aux tactiques à adopter. La plupart des études sur les révolutions bourgeoises ou bureaucratiques ont encore moins de pertinence. Dans ces révolutions, où les "masses" n'ont joué qu'un rôle secondaire et temporaire pour appuyer une direction ou une autre, on pouvait, dans une grande mesure, analyser leur conduite comme les mouvements de masses physiques, en utilisant les métaphores familières du flux et du reflux de la marée, de l'oscillation du pendule entre la radicalité et la réaction, etc. Mais une révolution antihiérarchique exige que les gens cessent d'être des masses homogènes et manipulables, qu'ils dépassent la servilité et l'inconscience qui les rendent objets de telles prévisions mécanistes.

L'auto-organisation populaire

Dans les années 60, on pensait généralement que la meilleure façon de favoriser une telle démassification était de former des "groupes d'affinité": c'est-à-dire des petites associations d'amis qui partagent des perspectives et des styles de vie communs. Certes,

ne suffisent pas pour prendre la mesure de l'étendue complète du pouvoir de cette élite. Le pouvoir d'achat des classes inférieures ou moyennes sert presque entièrement à couvrir leurs frais quotidiens, ne laissant rien, ou presque rien, pour des investissements susceptibles de leur donner du pouvoir social. Un magnat qui ne possède que 5 ou 10 pour cent d'une société commerciale peut néanmoins la *contrôler*, à cause de l'apathie de la masse de petits actionnaires non organisés, et exerce ainsi autant de pouvoir que s'il la possédait complètement. Et il ne faut que quelques grandes sociétés commerciales, dont les conseils d'administration s'entendent entre eux et avec les hautes strates de l'État, pour acheter, ruiner ou marginaliser les petits concurrents indépendants et dominer effectivement les médias et les politiciens qui sont aux postes clé.

Le spectacle omniprésent de la prospérité des classes moyennes a dissimulé cette réalité, surtout aux États-Unis où, à cause de l'histoire particulière de ce pays (et malgré la violence de nombre de combats ouvriers dans le passé), les gens sont plus ignorants des divisions de classes que dans n'importe quelle autre région du monde. La grande diversité des ethnies et la multitude de stratifications intermédiaires ont estompé la distinction fondamentale entre le sommet et la base. Les Américains possèdent tant de marchandises qu'il ne remarquent pas que quelqu'un d'autre possède la société entière. Sauf pour ceux qui sont vraiment en bas, forcément plus avertis, ils supposent généralement que la pauvreté est la faute des pauvres; que toute personne entreprenante trouvera toujours un moyen de réussir; et que si l'on ne peut gagner sa vie dans une région, on peut toujours prendre un nouveau départ ailleurs. Il y a un siècle, quand il était encore possible et

facile de déménager plus à l'ouest, cette croyance avait un certain fondement. La persistance des spectacles qui entretiennent la nostalgie de la vieille frontière occulte le fait que les conditions actuelles sont bien différentes et qu'il n'y a plus de régions nouvelles vers lesquelles nous pourrions nous échapper.

Les situationnistes ont parfois employé le terme *prolétariat* (ou plus précisément, *le nouveau prolétariat*) dans un sens élargi, pour désigner toute personne "qui n'a aucun pouvoir sur l'emploi de sa vie et qui le sait". Cet usage n'est peut-être pas très précis, mais il a le mérite de souligner le fait que la société est toujours divisée en classes, et que la division fondamentale est toujours celle qui sépare la petite minorité qui possède et contrôle tout, et la grande majorité qui n'a rien à échanger que sa force de travail. Dans certains contextes il peut être préférable d'employer d'autres termes, tels que "le peuple", mais certainement pas si cela aboutit à mettre dans le même sac les exploités et les exploités.

Il ne s'agit pas de mythifier les salariés, qui, comme on pouvait s'y attendre étant donné que le spectacle a essentiellement pour fonction de les maintenir dans un état d'illusions, sont souvent un des secteurs les plus ignorants et les plus réactionnaires de la société. Il ne s'agit pas non plus de compter les points pour voir qui est le plus opprimé. Il faut contester toutes les formes d'oppression, et tout le monde peut contribuer à cette contestation — femmes, jeunes, chômeurs, minorités, lumpens, bohèmes, paysans, classes moyennes, voire des renégats de l'élite dirigeante. Mais aucune de ces catégories ne peut parvenir à une libération définitive sans abolir les fondements matériels de toutes ces oppressions: le système de la pro-

par des masses passives.

Alors que ces événements se déroulaient entre quelques milliers de gens à la Sorbonne, des millions de travailleurs occupaient leurs usines partout dans le pays (d'où l'absurdité de qualifier Mai 1968 de "mouvement étudiant"). Les situationnistes, les Enragés et quelques dizaines d'autres révolutionnaires conseillistes ont constitué le Conseil pour le Maintien des Occupations (C.M.D.O.), dans le but d'encourager ces travailleurs à se passer des bureaucrates syndicalistes et à se mettre directement en relation pour réaliser les possibilités radicales qui étaient en germes dans leur action.(5)

L'ouvriérisme est dépassé, mais la position des ouvriers est toujours centrale

"L'indignation vertueuse est un stimulant puissant, mais un régime dangereux. Gardez à l'esprit l'ancien proverbe: 'La colère est mauvaise conseillère'. (...) Quand votre sympathie est émue par les souffrances des personnes dont vous ne savez rien sauf qu'elles sont maltraitées, votre indignation généreuse leur attribue toutes sortes de vertus, et toutes sortes de vices à ceux qui les oppriment. Mais la vérité brutale, c'est que les gens maltraités sont pires que les gens bien traités."

—George Bernard Shaw, *Guide de la Femme intelligente en présence du socialisme et du capitalisme*

"Nous abolirons les esclaves parce que nous ne pouvons en supporter la vue."

—Nietzsche

Lutter pour la libération n'implique pas qu'on doive estimer les opprimés.

L'injustice ultime de l'oppression sociale, c'est qu'elle a plus des chances d'avilir les victimes que de les ennoblir.

Une bonne part de la rhétorique gauchiste traditionnelle découlait de notions dépassées sur les mérites du travail: Les bourgeois étaient mauvais parce qu'ils ne se livraient pas à un travail productif, tandis que les braves prolétaires méritaient le fruit de leur travail, etc. Comme le travail est devenu toujours moins nécessaire et comme il a des finalités toujours plus absurdes, cette perspective a perdu tout son sens (en supposant qu'elle en ait jamais eu). Il ne s'agit pas de glorifier le prolétariat, mais de l'abolir.

La domination de classe n'a pas disparue simplement parce qu'un siècle de démagogie gauchiste a démodé la vieille terminologie radicale. Le capitalisme moderne, tout en supprimant progressivement une partie du travail ouvrier et en jetant des secteurs entiers de la population dans le chômage permanent, a prolétarisé pratiquement tous les autres. Les cols blancs, les techniciens et même les professionnels libéraux qui s'enorgueillissaient autrefois de leur indépendance (médecins, scientifiques, savants, hommes de lettres) sont de plus en plus soumis aux impératifs commerciaux les plus grossiers et même à une réglementation qui fait penser à la chaîne de montage dans les usines.

Moins de 1% de la population mondiale possède 80% de la terre. Même aux États-Unis, censés être relativement égalitaires, la disparité économique est extrême, et le devient toujours plus. Il y a vingt ans, le salaire moyen d'un P.-D.G. était 35 fois plus important que celui d'un ouvrier. Il est maintenant 120 fois plus important. Il y a vingt ans, le 0,5% de la population américaine le plus riche possédait 14% de la propriété privée. Ils en possèdent maintenant 30%. Mais de tels chiffres

de tels groupes ont beaucoup d'avantages. Ils peuvent se décider pour un projet et le réaliser directement; il est difficile de les infiltrer; et ils peuvent se mettre en relation avec d'autres groupes du même genre quand c'est nécessaire. Mais même en laissant de côté les pièges divers dans lesquels la plupart des groupes affinitaires des années 60 sont vite tombés, il faut reconnaître qu'il y a des matières qui exigent des organisations de grande envergure. Et à moins qu'ils ne réussissent à s'organiser d'une manière qui rend superflus les chefs, les grands rassemblements vont vite revenir à une forme ou une autre d'acceptation de la hiérarchie.

Une des façons les plus simples pour commencer à organiser une grande assemblée, c'est de faire la liste de tous les gens qui veulent dire quelque chose, toute personne étant libre de parler de ce qu'elle veut pendant une durée précise (l'assemblée de la Sorbonne et le rassemblement autour de la voiture de police à Berkeley ont établi tous les deux une limitation de trois minutes, et de temps en temps on en a accordé une prolongation par acclamation). Certains des orateurs proposeront des projets précis qui mèneront à la constitution de groupes plus petits et plus opérationnels ("Nous comptons, moi et quelques autres, faire telle chose. Si vous voulez y participer, vous pouvez nous rejoindre à tel endroit à telle heure"). D'autres soulèveront des questions qui se rapportent aux buts généraux de l'assemblée, ou à son fonctionnement continu (Qui va y participer? Avec quelle fréquence va-t-elle se réunir? Comment va-t-on s'y prendre en cas de nouveaux développements urgents dans l'intervalle? Qui sera délégué pour s'occuper des tâches concrètes? Avec quel degré de responsabilité?). Dans ce processus, les participants reconnaîtront vite ce qui mar-

che et ce qui ne marche pas — dans quelle mesure il faut rendre obligatoires et contrôler les mandats des délégués; si on a besoin d'un président pour faciliter le débat et pour que tout le monde ne parle pas en même temps, etc. Bien des modes d'organisation sont possibles. L'essentiel, c'est que toutes les questions restent ouvertes, démocratiques et participatives, que toute tendance vers la hiérarchie ou la manipulation soit immédiatement mise à jour et rejetée.

Le FSM de Berkeley

Malgré sa naïveté, ses confusions et le manque de contrôle rigoureux sur ses délégués, le FSM est un bon exemple des tendances spontanées vers l'auto-organisation pratique qui apparaissent dans une situation radicale. Une vingtaine de comités se sont formées pour coordonner l'impression, les communiqués de presse, l'assistance judiciaire, pour se débrouiller à trouver de la nourriture, des haut-parleurs et d'autres choses nécessaires, ou pour trouver des volontaires ayant signalé leurs compétences et leur disponibilité pour des tâches diverses. Par le moyen des réseaux téléphoniques (chacun appelle dix autres, dont chacun doit appeler à son tour dix autres...), il était possible de contacter à bref délai plus de vingt mille étudiants.

Mais au-delà des seules questions d'efficacité pratique, et même au-delà des questions politiques apparentes, les révoltés perçaient toute la façade spectaculaire et goûtaient un peu de la vie réelle, de la communauté réelle. Un des participants a estimé que dans l'espace de quelques mois il est parvenu à connaître, ne fût-ce que vaguement, deux ou trois mille personnes — cela dans une université qui était notoire pour avoir "transformé les gens en numéros". Un autre participant a

écrit d'une manière émouvante: "Affrontant une institution apparemment destinée à nous frustrer en dépersonnalisant et en bloquant la communication, une institution qui manquait d'humanité, de grâce et de sensibilité, nous avons trouvé, florissant en nous-mêmes, la présence dont nous protestions au fond l'absence."(4)

Une situation radicale doit prendre de l'ampleur, ou échouer. Dans certains cas exceptionnels un lieu particulier peut servir de base permanente, ou au moins sur le long terme, de foyer pour la coordination, ou de refuge contre la répression. Sanrizuka — zone rurale près de Tokyo qui était occupée par les agriculteurs dans les années 70 dans le but de bloquer la construction d'un nouvel aéroport — a été défendu avec tant d'acharnement et tant de succès pendant tant d'années qu'elle s'est transformé en quartier général de diverses luttes dans tout le pays. Mais un lieu fixe favorise la manipulation, la surveillance et la répression, et le fait d'y être cloué pour le défendre interdit la liberté de mouvement. Les situations radicales se caractérisent toujours par beaucoup de circulation: Alors qu'un certain nombre de gens convergent sur les endroits clé pour voir ce qui arrive, d'autres se déploient de là dans toutes les directions pour étendre la contestation à d'autres régions.

Une mesure simple mais essentielle dans n'importe quelle action radicale, c'est que les participants *communiquent ce qu'ils font réellement, et disent pourquoi ils le font*. Même s'ils n'ont pas fait grand-chose, une telle communication est exemplaire en elle-même. En plus du fait qu'elle relance le jeu sur une plus large échelle et incite à la participation d'autres gens, elle permet de dépasser la dépendance habituelle vis-à-vis des rumeurs, des informations médiatiques ou des porte-parole non contrôlés.

Cette communication est également un pas essentiel vers l'auto-clarification. La proposition d'émettre un communiqué commun entraîne des choix concrets: Nous voulons communiquer avec qui? Dans quel but? Qui s'intéresse à ce projet? Qui est d'accord avec cette déclaration? Qui n'est pas d'accord? Sur quels points? Tout cela peut mener à une polarisation, dans la mesure où les gens envisagent les développements possibles de la situation, se mettent au clair, et se regroupent avec ceux qui pensent comme eux pour poursuivre divers projets.

Une telle polarisation clarifie la situation pour tout le monde. Chaque tendance reste libre de s'exprimer et de mettre ses idées en pratique, et les résultats peuvent se distinguer plus clairement que si des stratégies contradictoires étaient confondues dans des compromis où tout est réduit au plus petit dénominateur commun. Quand les gens prendront conscience de la nécessité de se coordonner, ils le feront. En attendant, la prolifération d'individus autonomes est bien plus fructueuse que cette "unité" superficielle et ordonnée d'en haut qui est toujours vivement recommandée par les bureaucrates.

Le fait d'être nombreux rend parfois possible des actions qui seraient imprudentes pour des individus isolés. Et certaines actions collectives (des grèves ou des boycotts, par exemple) exigent que les gens agissent à l'unisson, ou au moins qu'ils n'aillent pas à l'encontre d'une décision majoritaire. Mais les individus ou les petits groupes peuvent se charger directement de beaucoup d'autres matières. Mieux vaut battre le fer pendant qu'il est chaud que perdre son temps à essayer de réfuter les objections de masses de spectateurs qui restent encore sous l'emprise des manipulateurs.

Les petits groupes sont bien en droit de choisir leurs propres collaborateurs: Des projets précis peuvent exiger des capacités précises ou un accord étroit entre les participants. Par contre, une situation radicale ouvre des possibilités plus grandes pour un plus grand nombre. En simplifiant les questions fondamentales et en permettant de dépasser les séparations habituelles, elle rend des masses de gens ordinaires capables de réaliser des tâches qu'ils auraient été incapables de seulement imaginer la semaine précédente. De toute façon, seules les masses auto-organisées peuvent réaliser de telles tâches, personne ne peut le faire à leur place.

Quel est le rôle des minorités radicales dans une telle situation? Il est clair qu'elles ne doivent pas prétendre représenter ou conduire le peuple. Mais par contre il est absurde de déclarer, au motif qu'il faut éviter la hiérarchie, qu'elles doivent immédiatement "se dissoudre dans les masses" et cesser d'exprimer leurs propres vues ou de mettre en oeuvre leurs propres projets. Elles ne doivent pas faire moins que les individus ordinaires qui font partie de ces "masses", qui doivent exprimer *leurs* vues et mettre en oeuvre *leurs* projets, faute de quoi rien n'arriverait jamais. En pratique, les radicaux qui prétendent craindre de "dire aux gens ce qu'ils doivent faire", ou "d'agir à la place des travailleurs", finissent généralement soit par ne rien faire, soit par déguiser la répétition interminable de leur idéologie en "comptes rendus des discussions entre quelques travailleurs".

Les situationnistes en Mai 1968

Les situationnistes et les Enragés eurent en Mai 1968 une pratique bien plus lucide et bien plus franche. Pen-

dant les premiers trois ou quatre jours de l'occupation de la Sorbonne (14-17 mai) ils ont exprimé ouvertement leurs vues sur les tâches de l'assemblée et du mouvement en général. De ce fait, un des Enragés, René Riesel, fut élu au premier Comité d'occupation. Comme les autres délégués, il fut réélu le lendemain.

Riesel et un des délégués — il semble que tous les autres se soient esquivés sans respecter leurs engagements — ont essayé de mettre en pratique les deux mesures qu'ils avaient préconisées, à savoir le maintien de la démocratie totale à la Sorbonne et la diffusion la plus large des appels pour l'occupation des usines et la formation des conseils ouvriers. Mais à partir du moment où l'assemblée eut toléré à de nombreuses reprises que son Comité d'occupation soit foulé aux pieds par diverses bureaucraties gauchistes non élues, et puisqu'elle refusait de faire sien l'appel pour les conseils ouvriers (refusant ainsi d'encourager les ouvriers à faire ce que cette assemblée faisait déjà à la Sorbonne), les Enragés et les situationnistes l'ont quitté pour continuer leur agitation de façon indépendante.

Il n'y avait rien de non-démocratique dans ce départ: l'assemblée de la Sorbonne restait libre de faire comme bon lui semblait. Mais puisqu'elle négligeait de répondre aux tâches urgentes imposées par la situation et qu'elle contredisait même ses propres prétentions à la démocratie, les situationnistes estimèrent qu'elle ne pouvait plus être considérée comme une plaque tournante du mouvement. Leur diagnostic fût confirmé par l'écroulement ultérieur du semblant même de démocratie participative qui existait à la Sorbonne: Après leur départ, l'assemblée ne connût plus d'élections et revint à la forme gauchiste typique, à savoir la direction par des bureaucrates auto-désignés, suivis